

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

DE L'APPLICATION DU PRINCIPE  
DU  
**RISQUE PROFESSIONNEL**  
**A L'AGRICULTURE**

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mercredi 18 juin 1913, à 4 heures*

PAR

**André SAGOT**

---

*Président : M. PAUL BEAUREGARD, Professeur*

*Suffragants* { *MM. DESCHAMPS, Professeur*  
*HITIER, Professeur*

---

PARIS

**JOUBE ET C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS**

15, RUE RACINE, 15

—  
1913





THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

DE L'APPLICATION DU PRINCIPE

DU

# RISQUE PROFESSIONNEL A L'AGRICULTURE

---

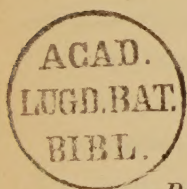
THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mercredi 18 juin 1913, à 4 heures*

PAR

**André SAGOT**

---



*Président : M. PAUL BEAUREGARD, Professeur*

*Suffragants* { *MM. DESCHAMPS, Professeur*  
*HITIER, Professeur*

---

PARIS

JOUVE ET C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—  
1913





DE L'APPLICATION DU PRINCIPE  
DU  
RISQUE PROFESSIONNEL  
A L'AGRICULTURE

---

INTRODUCTION

---

Parmi les questions sociales qui retinrent, à la fin du xix<sup>e</sup> siècle, l'attention passionnée du monde économique et du Parlement, on peut dire que la responsabilité civile en matière d'accidents du travail a occupé une large place.

L'ancien droit puis le Code civil l'avaient ignorée. La matière restait soumise aux dispositions générales concernant la responsabilité civile. Mais le développement formidable de l'industrie, en multipliant démesurément, avec le nombre des ouvriers, celui des accidents du travail ; l'extension du machinisme, en affectant à l'accident je ne sais quel caractère tragique et fatal, appelèrent l'attention des sociologues et des jurisconsultes sur le sort misérable et la quantité sans cesse croissante de ceux qu'on a

appelés, d'une expression un peu dramatique : « les invalides du travail ».

La doctrine traditionnelle de la responsabilité quasi-délictuelle ou plutôt son application à la matière fut jugée sévèrement ; plusieurs idées nouvelles se firent jour ; l'une d'elles finit par s'imposer, en même temps qu'à un fort parti de la doctrine, au législateur lui-même, et fut un beau jour érigée en système légal : elle est communément nommée la théorie du risque professionnel et fut instituée par la loi du 9 avril 1898.

On avait résolu d'avancer avec prudence et, comme on dit, de procéder par étapes, ou plus exactement, par « tranches ». La loi de 1898 ne s'appliquait qu'à un certain nombre d'exploitations énumérées dans son article 1<sup>er</sup> et qui, au vrai, comprenaient à peu près toutes les entreprises industrielles.

A peine la loi promulguée, un mouvement se dessina aussitôt en vue d'en étendre les dispositions à toutes les autres catégories d'entreprises. Il est permis de dire que ce mouvement ne s'est développé qu'avec lenteur.

La loi du 30 juin 1899, votée et promulguée à la veille de la mise en application de celle du 9 avril 1898, eut pour objet principal d'en restreindre plutôt que d'en étendre la portée.

Seule la loi du 12 avril 1906 a assujéti au régime



nouveau les exploitations commerciales, c'est-à-dire, suivant le sens donné unanimement à cette expression, aux exploitations ayant pour objet d'acheter des produits pour les revendre sans leur avoir fait subir aucune transformation.

L'agriculture n'avait pas été oubliée, loin de là ; mais la loi du 30 juin 1899 n'avait visé et atteint que le machinisme agricole, et on se montrait alors peu pressé d'imposer un régime de responsabilité fort alourdi à une population qui compte, au total, une quantité de patrons notablement plus considérable que celle des salariés (1). Et, d'ailleurs, la question des accidents du travail apparaissait moins tragique et moins pressante à la campagne que dans les grandes agglomérations industrielles.

---

1. Les statistiques indiquent que nous avons environ 5 millions de chefs d'exploitations rurales (hommes et femmes) et 3 millions et demi de salariés, sans que, on le devine, la ligne de démarcation soit toujours bien nette (*L'Aide sociale*, 31 mars 1908). Cette situation n'a cessé d'évoluer dans un sens favorable à la prédominance numérique des chefs d'exploitations.

Déjà, en 1891, la population agricole de la France qui comptait 17.500.000 individus, soit 45 0/0 de la population totale, comprenait 3.604.789 chefs d'exploitation et 3.058.346 salariés. Parmi ces derniers, 588.950 étaient déjà propriétaires d'un petit bien foncier (Résultats généraux de l'enquête décennale agricole de 1892. *Bulletin de l'Office du Travail*, juin 1898, p. 513).

En 1881, la situation offrait le même caractère.

En 1861, au contraire, les salariés étaient encore plus nombreux que les patrons.

Depuis 1892 il n'a plus été procédé à aucune enquête décennale agricole.

Toutefois, l'initiative parlementaire entretenait l'attention sur ce point : motions, projets de résolution se succédaient. Le gouvernement finit par déposer sur le bureau de la Chambre un projet. La commission d'assurance et de prévoyance sociales, chargée de l'examiner, l'amenda si copieusement qu'elle finit par mettre au jour un autre projet qui provoqua une tempête dans le groupe agricole de la Chambre. Une proposition très complète, due à l'initiative parlementaire, s'opposa aux deux projets déjà nés, puis, le mouvement s'arrêta au Parlement ; mais nombre d'associations privées s'étaient emparées de la question et l'étudiaient, elles l'étudient encore ; déjà plusieurs textes ont été élaborés par elles ou sont en cours d'élaboration.

Il nous a paru intéressant de rechercher comment le système du risque professionnel pouvait s'adapter à l'agriculture, dont les conditions économiques diffèrent si sensiblement, par exemple, de celles de l'industrie minière ou de la métallurgie, du commerce, de la navigation, etc.

Nous devons pour cela étudier la situation actuelle de l'agriculture, au regard de la responsabilité civile en matière d'accidents du travail. Or, comme on le sait, elle subit déjà trois régimes différents :

1° Le droit commun, c'est-à-dire le système de la responsabilité délictuelle exposé au livre III, titre IV,



chapitre II du Code civil, sous les numéros 1382, 1383, 1384, 1385 et 1386;

2° Le risque professionnel (loi du 9 avr. 1898), qui régit déjà toutes les industries annexes des exploitations agricoles ;

3° Et enfin un système de risque professionnel à la fois plus étendu (quant aux bénéficiaires) et plus restreint (quant aux accidents visés) que le précédent système, qui est celui de la loi du 30 juin 1899, et qui régit le machinisme agricole seulement. Il s'ensuit que nous serons amenés à étudier ces trois systèmes actuellement en vigueur avec un peu plus de soin et de développement que l'objet de ce travail ne parait le comporter au premier abord.

Nous chercherons ensuite à dégager les points principaux, les directives, l'esprit, en un mot, des divers textes ayant pour objet d'appliquer à l'agriculture le risque professionnel et nous rechercherons quel doit être l'esprit de cette application, ou mieux, de cette adaptation.

---





# PREMIÈRE PARTIE

---

THÉORIES JURIDIQUES

DE

LA RESPONSABILITÉ CIVILE

EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL



## CHAPITRE PREMIER

---

### DROIT COMMUN

#### THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ DÉLICTUELLE

Sous le régime du Code civil, on s'en rapporte à la théorie de la responsabilité civile traitée au livre III, titre IV, chapitre II du Code civil, intitulé des délits et des quasi-délits, sous les articles 1382, 1383, 1384, 1385 et 1386.

ART. 1382. — Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

ART. 1383. — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

ART. 1384. — On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.



Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ;

Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ;

Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que le père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité (loi du 20 juillet 1899). Toutefois, la responsabilité civile de l'État est substituée à celle des membres de l'enseignement public (1).

---

1. Cette loi, qui paraissait devoir donner toute satisfaction tant aux fonctionnaires intéressés qu'aux victimes d'accidents, souleva néanmoins de vives protestations de la part des instituteurs. Ceux-ci prétendaient qu'à la moindre faute qui pouvait être relevée à leur charge, leur responsabilité apparaissait entière, tandis que celle de l'État s'évanouissait. Le journal *le Temps* (du 28 fév. 1913) rend compte des propositions nées à la suite des récriminations pour la satisfaction des mécontents.

Une proposition de M<sup>r</sup> Pierre Dupuy tend en premier lieu à mettre l'État aux lieu et place des maîtres dans tous les cas où jouerait le principe de la responsabilité civile. En second lieu, elle propose d'étendre le système aux œuvres complémentaires de l'école. Ceci moyennant certains avantages au profit de l'État qui paraissent exorbitants : l'action en responsabilité d'une part contre l'État serait soumise à une prescription triennale, au lieu de la prescription de trente ans. D'autre part, l'État aurait simplement à prouver que la surveillance de ses préposés a été sérieuse et régulière au lieu de la preuve rigoureuse mise à la

ART. 1385. — Le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé.

ART. 1386. — Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction.

Il est à remarquer que dans ces textes il n'est nullement question d'un contrat de travail passé entre la victime de l'accident et son auteur. Il n'est fait aucune distinction entre les victimes : salariés et tiers jouissent des mêmes droits.

## § 1. — LE FAIT DES PERSONNES

Cela dit, les articles 1382 et suivants du Code civil

---

charge de l'instituteur par l'article 1384 du Code civil. Ces deux avantages imaginés au profit de l'État paraissent porter un sérieux préjudice aux intérêts des victimes. Enfin, la proposition de loi Dupuy prévoit au profit de l'État, la faculté d'exercer un recours contre les maîtres, en cas de faute personnelle et lourde.

C'est ici, pour diminuer la charge qui pourrait peser de ce fait sur les instituteurs, que se place la proposition de M. Gobron, chef du bureau de l'enseignement primaire au ministère de l'Instruction publique. M. Gobron trouve la charge lourde pour les fonctionnaires de l'enseignement ; l'est-elle plus pour eux que pour les petits entrepreneurs, les petits patrons ? Au moins M. Gobron ne touche pas aux textes, il propose une solution qui laissera toutes garanties aux victimes et qui consiste dans l'organisation d'une assurance au profit des instituteurs.

contiennent certains principes qu'il est bon de dégager pour en comprendre la portée.

C'est d'abord que tout accident, pour donner droit à réparation, doit être la conséquence d'un fait personnel : « tout fait de l'homme », dit le texte et il s'agit de l'auteur de l'accident ou de ses préposés de fait ou de droit (art. 1384).

Il découle de là que la victime se trouve dans l'obligation de prouver :

- 1° Le fait de l'accident ;
- 2° La faute de son auteur ;
- 3° Le préjudice subi ;
- 4° Le rapport de causalité qui doit exister entre l'accident arrivé et le préjudice subi.

Plusieurs observations sont à faire au sujet de l'article 1384. Cet article rend responsables le père, et la mère après le décès du mari, les maîtres et les commettants, les instituteurs et les artisans, non seulement du dommage causé par leur propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont ils doivent répondre. Or, dans son avant-dernier alinéa, les père et mère, instituteurs et artisans sont dégagés de toute responsabilité s'ils prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. D'autre part, dans cette énumération, il n'est pas fait mention des maîtres et des commettants.

Comme cette exception évidemment voulue ne



peut profiter aux personnes qui n'ont pas été énumérées, il en résulte que les maîtres et commettants sont toujours responsables de la faute de leurs préposés, étant entendu que ceux-ci ont d'ailleurs agi à l'occasion de leur service.

Enfin, dans son dernier alinéa, ce même article déclare que la responsabilité civile de l'État est substituée à celle des membres de l'enseignement public, disposition qui nous intéresse en raison du nombre et de l'importance sans cesse croissante des écoles pratiques d'agriculture et des fermes écoles. Cette substitution de l'État résulte de la modification apportée à l'article 1384 par la loi du 20 juillet 1899, qui s'est proposée à la fois de décharger les instituteurs et d'augmenter la garantie indispensable aux familles.

## § 2. — LE FAIT DES ANIMAUX

L'article 1385 s'applique aux accidents arrivés du fait d'un animal ; la responsabilité incombe ici au propriétaire de l'animal ou à celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage ; il y a ici présomption à leur détriment. La victime de l'accident devra seulement prouver :

- 1° Le fait de l'accident ;
- 2° Que l'accident est dû à un animal appartenant à X..., ou étant à son usage.

Il y a ici un avantage au profit de la victime qui n'a plus à prouver la faute du propriétaire de l'animal ou de celui qui s'en sert. En fait, la charge de la preuve est renversée, car le défaut de surveillance est présumé ; c'est au propriétaire de l'animal que revient la charge de la preuve, c'est à lui de prouver que la présomption légale tombe en raison d'une faute imputable à la victime, par exemple que celle-ci a maltraité l'animal et a ainsi provoqué l'accident.

*Remarque.* — Il y a lieu de relever dans la rédaction de l'article l'expression « ou celui qui s'en sert ». Elle a pour effet de substituer à la responsabilité du propriétaire de l'animal celle de celui qui l'a loué ou emprunté. Cette distinction a une grande importance en matière de métayage. Là, en effet, on se trouve en présence d'un contrat passé entre le propriétaire et le métayer ; ce contrat détermine, notamment, ce qui constituera le cheptel, ensemble du matériel et des animaux dont le preneur aura seul l'usage. Le preneur sera donc seul responsable des accidents survenus du fait des choses et des animaux ainsi désignés au contrat.

Mais on sait qu'un très grand nombre de contrats de métayage (notamment dans le Limousin, le Berry, etc., etc.) attribuent au propriétaire la moitié au moins du produit du croît des animaux.

Or, ce n'est pas d'habitude le propriétaire qui

prend la peine de conduire en personne au marché ou à la foire les jeunes animaux ; c'est le métayer. Si l'une des bêtes ainsi conduites cause un accident, qui en sera responsable ? Nous estimons qu'en pareil cas l'animal n'est plus à l'usage exclusif du métayer qui, ici, agit tant pour son compte personnel que pour le compte du propriétaire, en vertu d'un mandat dont l'exécution lui est imposée par son contrat. C'est donc le propriétaire et le métayer qui devraient être déclarés conjointement responsables.

Une doctrine, qui tend à se répandre, va plus loin. Elle s'appuie, semble-t-il, beaucoup plus sur la question de fait et sur l'équité que sur les principes juridiques actuellement acceptés.

C'est à tort, disent ses partisans, qu'on a qualifié de contrat de bail le contrat de métayage ; la vérité est qu'il constitue un véritable contrat d'association. Le propriétaire apporte sa terre et tout ou partie du cheptel, le métayer son travail et ses connaissances agricoles.

Le propriétaire conserve la direction générale et la surveillance des travaux, soit pour le mode de culture, soit pour l'achat et la vente des bestiaux (1). Il y a donc collaboration étroite du propriétaire avec le métayer, si étroite que le métayer ne peut

---

1. *Code rural*, titre IV, a. 5 (loi du 18 juillet 1889).

vendre seul, à l'insu du propriétaire, sous peine de commettre un abus de confiance (1).

Enfin, les bénéfices sont partagés entre le propriétaire et le métayer : c'est bien une association (2). C'est donc en cas d'accidents l'association qui doit en être responsable. L'indemnité due doit être partagée comme le sont nécessairement les pertes occasionnées par la grêle ou les autres intempéries.

Peuvent-ils être considérés comme responsables solidairement ? L'article 1202 du Code civil dit que la solidarité ne se présume point, qu'il faut qu'elle soit expressément stipulée ; mais en matière de quasi-délit, indépendamment de toute convention, il résulte des principes généraux du droit qu'un tribunal peut imposer la solidarité aux débiteurs qu'il condamne. Et, de fait, les tribunaux, quand par

---

1. Cass. civ., 11 mai 1901. S. 02. I. 424. — Toulouse, 11 janvier 1911. S. 1911. 2. 120.

2. V. sur ce point : Méplain, *le Bail à colonage partiaire*, p. 36, n° 38. — Boileux, *Commentaire du Code rural*, III, 369. — Troplong, *Droit civil approfondi*, 637-642. — Gasparin, *le Métayage*, — Million, Rapport à la Chambre des députés (loi du 18 juillet 1889), 14 juin 1888, annexe, n° 2782. — *Mémoire ampliatif au Conseil d'État pour M<sup>me</sup> veuve Gilardin*. Crépin-Leblond, éd. Moulins, 1912. — V. arrêt du Conseil d'État du 5 août 1912. — *Gaz. Trib.*, 8 décembre 1912. — Ratouis de Limay, Rapport sur le métayage à l'Assemblée générale de la Société des Agriculteurs de France, séance du 17 février 1913. — Compte rendu de l'Ass. générale, fascicule I, p. 187 (édité par la Société, Paris, 8, rue d'Athènes).



hasard ils se trouvent sur ce terrain, ne manquent guère de le faire.

§ 3. — FAIT DES CHOSSES QU'ON A SOUS SA GARDE.  
— THÉORIE OBJECTIVE DE LA RESPONSABILITÉ (1)

On relève un troisième principe dans les textes du Code civil relatifs à la responsabilité civile, celui contenu dans l'article 1384 § 1 *in fine*.

« On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou *des choses que l'on a sous sa garde*. »

Y a-t-il du fait des choses que l'on a sous sa garde une responsabilité objective ? Autrement dit, un individu, du fait seul qu'il est propriétaire d'une

---

1. *L'Assurance mutuelle*, 1912, p. 57 et suiv. et *Arrêts de cours d'appel*, *ibid.*, 1913, p. 76. — Saleilles, *les Accidents du travail et la Responsabilité civile (Essai d'une théorie objective de la responsabilité)*. Paris, A. Rousseau, 1897. — *Théorie générale de l'obligation*, 2<sup>e</sup> édit., p. 375, note 1 (*Revue bourgaignonne de l'enseignement supérieur*, 1893-1894, n<sup>o</sup> 15). — Fromageot, *la Faute comme source de la responsabilité privée*. — Sourdat, *Traité général de la responsabilité*, 5<sup>e</sup> édit., 1902. — Jossierand, *Responsabilité du fait des choses inanimées*. — Bouvier, *l'Évolution de l'idée de la responsabilité (Revue critique*, 1898, p. 176). — Bigallet, *la Responsabilité des patrons*, p. 27, 1902. — Esmein, S. 97. 1. 17. *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1901, p. 226. — Planiol, *Droit civil*, II, p. 287 et suiv. — Pic, *Législation industrielle*.

chose, peut-il, sans qu'il soit besoin de lui imputer une faute, être responsable du dommage que sa chose peut causer à autrui ? On a pu se demander :

1° Le seul fait qu'il est démontré qu'un individu, propriétaire, usufruitier, usager, fermier, preneur, possesseur, dépositaire, a sous sa garde un objet, par exemple une échelle qui s'est brisée, une chaudière qui a éclaté, un fourneau à gaz dans lequel s'est produit un retour de flamme, etc., ce seul fait suffit-il à établir une responsabilité fatale ?

2° Ou bien n'est-il établi qu'une présomption basée sur l'obligation de garde qui tombera devant la preuve faite par le propriétaire, usufruitier, usager, fermier, etc., que l'accident est dû en réalité soit à la faute de la victime, soit à un cas fortuit, ou de force majeure ?

3° Ou bien est-ce simplement un texte n'ayant d'autre objet que de conférer une action à la victime, action dont le succès reste subordonné à la preuve d'une faute du propriétaire de la chose telle que défaut d'entretien, usure excessive, etc.

Nous devons dire que pendant de longues années, ce fut la troisième solution qui triompha à peu près sans opposition *grave*.

C'est seulement dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle que l'on chercha à étendre le sens communément donné à notre texte.

Un arrêt de la Cour de Grenoble (1) et un arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation (2) ont marqué un revirement dans la jurisprudence.

L'idée de risque s'y substitue à l'idée de faute et on n'y est plus condamné à une peine, mais on n'y est tenu de supporter un risque. Cependant la doctrine s'emparait de cette idée nouvelle : suivant M. Saleilles, le risque est inhérent à la chose, il sera à la charge du propriétaire du seul fait qu'il aura la propriété de cette chose. Socialement, ce point de vue a pour conséquence de faire supporter le risque à celui qui retire du travail des bénéfices, plutôt qu'à celui qui n'en retire que son salaire.

On a donné au mot faute de l'article 1382 le sens de faute subjective, ce qui implique de la part de l'auteur la conscience du dommage qu'il a causé et son consentement. Ce qui porte à conclure qu'il faut prouver la faute subjective. Or, ici, dit-on, il a le sens de l'expression « c'est votre faute », qu'on emploie familièrement en s'adressant au maladroit qui renverse un meuble. « La faute, c'est tout fait qui se présente en lui-même, au point de vue objectif comme susceptible de risques (3). »

Dans la théorie de la responsabilité subjective, la

---

1. 10 février 1892. S. 93. II. 205.

2. 16 juin 1896. D. 97. I. 433 et S. 97. I. 17 et note signée Esmein.

3. Saleilles, *les Accidents du travail et la responsabilité civile*, p. 60-61.

responsabilité suppose une intention, consciente ou non ; d'après la théorie objective, la responsabilité suppose un fait impliquant l'acceptation du risque. Se basant sur la solidarité sociale, M. Saleilles se demande s'il est quelqu'un pour soutenir que la charge du dommage incombe à celui qui en est victime, plutôt qu'à celui qui en est la cause (1).

On a prétendu cette théorie objective en harmonie avec l'ensemble de notre droit (2). Mais d'autres auteurs refusent d'admettre qu'on puisse en trouver la base dans le Code civil (3). La jurisprudence ne semblait pas vouloir suivre dans cette voie la Chambre civile (4). Cependant aujourd'hui elle paraît ramenée dans la même direction.

Le tribunal de commerce de la seine (5), puis dans la même espèce, la Cour d'appel de Paris (6) prononcent que l'article 1384 du code Civil implique une présomption de faute à l'encontre du gardien de la chose, présomption qui ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit, de la force majeure ou de la faute de la victime (7).

Le tribunal de commerce invoque deux arguments :

---

1. V. sur l'étude de cette théorie : Planiol, *Revue critique*, 1888.  
— Cheysson, *Journal des Économistes*, 15 mars 1888.

2. Saleilles, *op. cit.*, p. 65 et suiv.

3. Planiol, *Droit civil* p. 288, note 4 et 789

4. Req. 30 mars 1897 D. 97. I. 441 et S. 98. I. 65.

5. Aff. Max de Rivaud c. café Riche; jug. du 23 Décembre 1911.

6. 4 Décembre 1912.

7. V. la revue *l'Assurance mutuelle* 1912, p. 57 et 1913, p. 76.



d'abord il prétend trouver dans le texte de l'article 1384 une responsabilité légale à la charge du gardien de la chose, indépendamment de tout acte de ce gardien : faute, négligence ou imprudence. Il ajoute que le législateur a ainsi fort bien ordonné car il est plus juste que le dommage causé par une chose soit supporté par le propriétaire qui en jouit que par le tiers qui en souffre.

Qu'est-ce d'abord que cette obligation légale que le législateur aurait par mégarde placée dans un chapitre qui traite des délits et des quasi-délits, et que personne, depuis 1804, n'aurait aperçue ?

Il importe en vérité de se demander ce que le législateur a voulu dire par l'expression « le fait des choses ». N'at-il pas tout simplement opposé les *choses* aux *personnes*, n'envisageant dans l'art. 1385 que les choses animées (les animaux) et dans l'article 1384 § 1<sup>er</sup> *in fine* les choses inanimées ; tandis que dans les articles 1382 et 1383 et dans le reste de l'article 1384 il visait les personnes humaines ? Qu'est-ce, en effet, que le fait d'une chose inanimée sans supposer l'intermédiaire de l'homme ? Pourquoi mettre l'accident au compte de la chose ? S'il y a faute, négligence ou imprudence à laisser utiliser une chose défectueuse, les articles 1382 et 1383 s'appliquent tout naturellement, de quelque côté que soient la faute, la négligence ou l'imprudence.

Le jugement du tribunal de commerce dit que

refuser d'admettre la théorie de l'obligation légale découlant du principe de la responsabilité du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde, c'est « ajouter au texte, l'altérer et le modifier ». Cependant il semble bien que le tribunal de commerce pour donner ce sens au texte, l'extrait du code et l'isole des textes qui le précèdent et le suivent et que, ce faisant, il l'altère et le modifie. Or, l'article 1161 du Code civil dit : « Toutes les clauses des conventions s'interprètent les unes par les autres en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier ». (1) Et si le législateur a formulé ces règles d'interprétation pour l'application des contrats, comment croire qu'il a dispensé de s'en servir dans l'étude des lois ?

Nous trouvons aussi dans l'article 1370 que la matière du titre dans lequel se trouve l'article 1384, c'est les engagements qui naissent d'un fait personnel, quasi-contrat ou quasi-délit. Donc pas d'obligations légales, mais seulement quasi-contractuelles et quasi-délictuelles.

En se reportant aux articles 13, 14 et 15 de la loi du 19 pluviôse an XII, incorporée dans le Code civil sous les articles 1370 et suivants, on voit que l'article 1385 (le fait des animaux) forme le 5<sup>e</sup> paragraphe de l'article 15, qui d'abord pose le principe

---

1. V. aussi, art. 1156 et suiv.

« qu'on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses qu'on a sous sa garde », indique ensuite dans les quatre paragraphes suivants quelles sont les personnes dont on doit répondre et dans le paragraphe 5 (art. 1385) les choses qu'on a sous sa garde, choses animées, les animaux. Il n'est rien dit des choses mobilières inanimées, sur lesquelles le législateur a gardé un silence absolu et cela parce qu'il n'a pas prévu les faits et gestes d'une échelle, d'un fourneau, et, dans l'espèce du tribunal de commerce, d'un siphon à eau de seltz.

Comment le législateur aurait-il, sans prévenir expressément, édicté une obligation légale pour les choses mobilières, tandis qu'il soumettait les choses immobilières au régime de la responsabilité quasi-délictuelle (art. 1386) ?

Au reste, cette opinion est pleinement confirmée par les discours que prononcèrent au corps législatif les conseillers d'État Treilhard, Bertrand et Tarrible et au Tribunal le citoyen Bertrand de Greuille (1).

Celui-ci, interprète les articles 13, 14 et 15 de la loi de pluviôse an XII comme nous venons de le faire quand nous avons rapproché les articles 1384

---

1. V. discours du trib. Bertrand de Greuille au Tribunal (Fenet, XII, p. 477.) et de Tarrible au Corps Législatif (Fenet, XIII, p. 488).

et 1385 du Code civil de l'article 15 de la loi de pluviôse. Quant à Terrible, nous trouvons dans son discours cette affirmation « que le dommage, pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un. S'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage du sort, dont chacun doit supporter les chances ».

Il importe de remarquer que, malgré les discussions et les travaux de la doctrine (1) sur la matière, sauf de très rares exceptions, parmi lesquelles se trouve le jugement du tribunal de commerce de la Seine et l'arrêt confirmatif de la Cour de Paris (5<sup>e</sup> Ch.) précités, la jurisprudence ne s'est jamais écartée du principe légal qui fait de la responsabilité le corollaire de la faute. La Cour de cassation fait preuve, il est vrai, d'une certaine prudence, en ne basant pas directement ses décisions sur la fausse interprétation de l'article 1384 (2).

Il est regrettable qu'en la matière, la situation ne soit pas encore définitivement établie ; il serait indispensable que les justiciables fussent fixés sur un risque fréquent, mais soumis à une théorie encore

---

1. V. dissertation Saleilles sous cass. 16 août 1896, D. 97. 1. 433, et la note de M. Jossierand, D. 1904. 2. 257. — V. également la dissertation de M. Esmein : S. 1908. 1. 17 et Pisier, *de la responsabilité du fait des choses*. Paris 1899.

2. Cass. civ., 19 mars 1912. — *L'Ass. mut. ibid.*



problématique et incertaine, sinon par une intervention législative, du moins par un retour définitif des tribunaux aux principes du Code civil appliqués suivant l'esprit de ses auteurs et non pas interprétés suivant les tendances personnelles de tels de ses commentateurs.

#### § 4. — LA RUINE DES BATIMENTS

Enfin, le dernier article relatif à cette matière, l'article 1386, détermine la responsabilité en cas d'accident survenu par suite de la ruine d'un bâtiment ; le propriétaire y est formellement rendu responsable lorsque la ruine est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de construction. C'est donc à la victime de prouver le défaut d'entretien, le vice de construction, ou une faute imputable au propriétaire lui-même.

C'est l'application du principe proclamé dans les articles 1382 et 1383 ; il y a une obligation pour la victime de prouver la faute, la négligence ou l'imprudence du propriétaire ; la loi admet qu'il y a à la charge du propriétaire une obligation de bien construire et d'entretenir ses bâtiments.

Mais comprenant cette obligation d'entretenir on peut se demander quelle compétence peut avoir le propriétaire pour apprécier le point de savoir si la

construction est vicieuse ou non. A première vue, il paraît y avoir là une exigence assez peu fondée.

Il convient de remarquer, il est vrai, que le propriétaire a de son côté contre l'architecte et l'entrepreneur une action prévue dans les articles 1792 et 2270 du Code civil ainsi conçus :

ART. 1792. — Si l'édifice construit à prix fait, périt en tout ou en partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architecte et entrepreneur en sont responsables pendant dix ans.

ART. 2270. — Après dix ans, l'architecte et les entrepreneurs sont déchargés de la garantie des gros ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés.

D'où il résulte que le propriétaire poursuivi par un blessé en vertu de l'article 1386 peut, pendant un temps donné, appeler en garantie à son tour l'architecte et l'entrepreneur. Au surplus, l'article 1386 n'a que peu de rapports avec l'objet de notre étude. Nous pouvons l'envisager rapidement sous l'aspect qui nous intéresse.

Le fait qu'il y a accident du travail suppose la présence dans une exploitation agricole d'un personnel. Or, en France, la propriété agricole comprend une grande majorité de petites propriétés. Une exploitation relativement importante exigeant un personnel, si restreint soit-il, n'est pas, le plus

souvent, mise en valeur par son propriétaire, qui préfère la confier à un fermier ou à un métayer. Il s'en suit donc que, le plus souvent, le propriétaire qui exploite lui-même sa terre est un petit propriétaire ; il n'a pas de personnel, s'il a besoin d'être aidé dans son exploitation, ce sont sa femme et ses enfants qui fournissent le travail nécessaire. Quelquefois, il aura besoin de journaliers au moment des grands travaux, tels que : fenaison, moisson, vendange ; mais alors ces journaliers travaillent dans les champs, et non pas à la ferme ; ils ne courent pas le risque prévu par l'article 1386.

Il est donc extrêmement rare qu'un exploitant soit responsable envers une victime dans les termes de cet article.

Lorsque l'exploitation, nous entendons par là les terres et les bâtiments, est affermée, l'article 1386 peut jouer, mais contre le propriétaire et non contre le patron, qui ne se confondent pas dans la même personne ; ainsi sort-il de notre cadre.

---





## CHAPITRE II

---

### THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE (1)

Nous avons vu que nombre d'auteurs, inquiets de l'insuffisance de la doctrine traditionnelle du Code civil eu égard à la réparation des accidents du travail, avaient cherché à dégager des dispositions

---

1. V. Marc Sauzet, *Revue critique*, 1883, p. 596 et 668. — Ch. Saintelette, *Belgique judiciaire*, 29 mars 1883; *Accidents du Travail, Responsabilité et garantie*, 1884; *Revue du droit belge*, 1888, p. 401; projet de proposition de loi, novembre 1886; la jurisprudence qui s'éloigne et la jurisprudence qui s'approche, 1888. — Mémoire pour M<sup>me</sup> Veuve Desitter. Bruges, 1883; *Indépendance belge*, 21-23 septembre 1889. — Labbé S. 85. IV, 25; 1886. II, 97 et IV, 26; 1887, IV, 21; 1884. IV, 6 et 89; *Revue critique*, 1886, p. 443 et 1887, p. 449. — Pont, *Recueil de l'Académie des Sciences morales et politiques*, 1886. — Glasson, *le Code civil et la question ouvrière*, Paris, Didot 1886; Lyon-Caen, S. 85. I. 129 et 87. I. 209. — Chavegrin, S. 96. II, 225. — Esmein. S. 97. I. 17. — Baudry et Wahl, II. 139. — Planiol, *Revue critique*, XVII, 1888, p. 279. — Demangeat, *Revue pratique*, t. LV, p. 556. — Noiro, *Responsabilité des accidents industriels*; la Loi, du 29 octobre 1885. — Eug. Boulard, *Du louage de services*, p. 91 et suiv. — A. Desjardins, *Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1888.

de l'article 1484 § 1 *in fine*, un système plus efficace, qui est connu sous le nom de théorie objective de la responsabilité.

La doctrine ne s'en est pas tenue là. Déjà la jurisprudence s'était efforcée, dans le même but, de tirer de la doctrine traditionnelle tout ce qu'elle pouvait donner ; elle avait fini par transformer peu à peu l'obligation de ne pas nuire, sanctionnée par les articles 1382 et suivants du Code civil en obligation de prévenir, dans la mesure du possible, tout ce qui pourrait porter atteinte à la sécurité de l'ouvrier. Cherchant une base propre à édifier solidement cette thèse, certains auteurs proposèrent un système nouveau, celui de la responsabilité contractuelle qu'une étude comme celle-ci ne saurait passer sous silence.

Ce fut, à vrai dire, un parlementaire qui ouvrit le feu : le 29 mai 1885, M. Martin-Nadaud déposait à la Chambre des députés une proposition de loi dont voici le texte :

ARTICLE UNIQUE. — Lorsqu'un homme, louant son travail à un autre homme, s'est blessé ou tué à son service, l'employeur sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve que l'accident a été le résultat de la faute de la victime.

Le chef d'industrie se trouvait de ce fait présumé responsable de tous les accidents résultant de l'exé-

cution du contrat de travail intervenu entre lui et ses ouvriers ; la preuve était renversée, elle incom-  
bait désormais au patron qui, pour faire tomber la  
présomption établie à sa charge, devait prouver que  
l'accident était imputable à la faute de la victime.

D'autres propositions ayant le même objet furent  
encore déposées, et dès 1884, MM. Marc Sauzet et  
Saintelette, ralliant à leur théorie nombre de  
jurisconsultes, déclaraient que, l'article 1382 suppo-  
sant l'absence de toute convention passée antérieu-  
rement, il était impossible de faire appel aux règles  
édictées par cet article pour régler les différends nés  
entre personnes liées par un contrat. Or, le chef d'en-  
treprise et l'ouvrier sont liés par un contrat : le  
contrat de travail ; il existe un lien juridique entre  
le créancier et le débiteur de l'obligation dont s'oc-  
cupe l'article 1382. D'où la nécessité de placer les  
rapports juridiques existant entre le patron et  
l'ouvrier sur le terrain du contrat de louage de  
services. De cette façon, l'obligation positive de  
garantie, imposée par la jurisprudence au patron en  
faveur de l'ouvrier, est fondée sur une base juri-  
dique donnant satisfaction au grand courant huma-  
nitaire de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qui réclamait une  
solution en ce sens.

C'est dans ce contrat de travail, dans la conven-  
tion de louage de services que se trouve la base de  
la responsabilité patronale. Des obligations naissent

de ce contrat à la charge du patron ; il doit, dit M. Sauzet, conserver l'ouvrier sain et sauf au cours de l'exécution du travail qu'il lui confie et qu'il dirige : « il doit à chaque instant pouvoir le restituer, le rendre à lui-même valide comme il l'a reçu ».

Il n'y a pas lieu d'objecter ici que l'obligation de sécurité mise à la charge du patron n'est mentionnée ni dans le contrat de travail, ni dans le Code. Le Code ne parle pas de l'obligation de payer le salaire (art. 1779 et suiv. du C. civ.), il n'a pas plus de raisons de mentionner la dette de « sûreté », mise à la charge de l'employeur.

Ces obligations ne peuvent naître des articles 1382 et suivants qui ne contiennent que des obligations de ne pas faire ; il faut donc, si elles existent, qu'elles soient nées du contrat de louage de services. Or, ceci admis, comment peut-on soutenir que le préposant soit responsable vis-à-vis des tiers dans ses rapports avec eux des ordres qu'il donne ou qu'il est censé avoir donnés, et en même temps qu'il n'y a aucune dépendance entre eux en ce qui concerne les rapports personnels du préposant et du préposé. « Comment un même rapport de droit peut-il être considéré comme existant entre les parties au regard des tiers, mais comme s'évanouissant quand il ne s'agit plus que des parties entre elles ? (1). » On aboutissait ainsi au

---

1. Sainctelette, *Responsabilité et garantie*. 1884.



même résultat que M. Martin-Nadaud : le renversement de la preuve. On se conformait au principe posé par l'article 1315 du Code civil :

« Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.

» Réciproquement, celui qui se prétend libéré, doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation ».

Cette nouvelle doctrine (1), ne fut pas intégralement adoptée par ceux-là même qui, parmi les auteurs, l'accueillirent avec faveur. Des critiques s'élevèrent contre cette théorie qu'on trouva excessive : comment du seul fait qu'il y a contrat synallagmatique et en l'absence de toute obligation légale et de toute clause spéciale, peut-on justifier une présomption à la charge de l'un des contractants ? Il est excessif d'admettre que le patron ait assumé tous les risques de l'industrie par une simple convention tacite.

De là les réserves faites par d'autres auteurs.

M. Labbé conteste que cette obligation de garantie, qu'il reconnaît avoir sa source dans le contrat de travail, soit absolue (2). Selon lui, la charge de la preuve incombe aussi au patron, mais après que

---

1. Sanzet, *Revue critique*, 1883, p. 595 et 677. — Saintelette, *op. cit.*

2. Labbé. Notes dans Sirey. S. 85. 4. 25 et 30; 86. 2. 97; 86. 4. 25; 89. 2. 1 et 89. 4. 1. — *Revue critique, la Responsabilité délictuelle et contractuelle*, 1886, p. 433, et *le Palais*, 85. 2. 38.

l'ouvrier aura prouvé et l'existence du contrat et le fait de l'accident, et enfin le lien de causalité qui rattache l'outillage à l'accident, ou comme il dit lui-même « une corrélation entre la blessure éprouvée et l'instrument, l'appareil fourni, une disposition pour le travail, prise par l'entrepreneur ».

Nous relevons de plus, chez cet auteur, une remarque intéressante : cette obligation de garantie étant, en principe, contractuelle, le patron pourra s'en exonérer par clause expresse, sans pouvoir pour cela se décharger à l'avance de son dol et de sa faute lourde qui sont d'ordre public. Même pour les fautes légères, M. Labbé propose une restriction au cas où, conformément aux articles 319 et 320 du Code pénal, elles constitueraient un délit. Ce système fut aussi combattu, mais seulement (chose remarquable) par des arguments *de fait* : on objecta, en effet, que d'une part, il ne réalisait pas complètement le renversement de la preuve, que d'autre part, il restait à craindre qu'une clause de non garantie, reconnue possible et destinée à devenir usuelle, ne vint anéantir la garantie qui résultait du contrat et n'entraînât ainsi le retour au droit commun traditionnel.

M. Glasson se rattache à une interprétation plus étroite encore. Pour lui, l'obligation de garantie est bien une obligation contractuelle, mais elle n'établit pas une présomption de faute à l'égard du patron.

C'est « à l'ouvrier de faire la preuve de la faute » puisqu'elle ne se présume pas, même dans l'exécution des contrats. Il conviendrait que la législation intervînt pour définir l'obligation du patron et interdire toutes les clauses restrictives qui restent ici légitimes comme dans tous les autres contrats (1).

M. Esmein aperçoit dans le contrat de louage de services non une obligation de sécurité absolue à la charge du patron, mais une obligation de garantie des vices même cachés. Dans ce cas, le patron doit, pour dégager sa responsabilité, établir qu'il avait pris toutes les précautions possibles pour prévenir l'accident, et qu'il ne lui a pas été possible de connaître le vice. L'ouvrier, de son côté, devra prouver non seulement l'existence du contrat et le fait de l'accident, mais aussi le vice de la chose (2).

Ces deux derniers systèmes ont paru à quelques auteurs et particulièrement à M. Saleilles, compromettre, au point de vue de l'ouvrier, toute la valeur du système.

Selon M. Planiol, de ce que la simple omission n'entraîne de responsabilité qu'autant qu'il y a obligation d'accomplir le fait omis, il résulte que l'obli-

---

1. *Le Code civil et la question ouvrière*, 1886 (Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques, t. CXXV, p. 870). — *Le Code civil et la question des accidents*, Firmin-Didot, 1886, p. 40-44 et p. 125.

2. Note dans S. 97. 1. 17 ; 98. 1. 65.

gation de garantie, pour être valable, doit être d'origine contractuelle. Et alors il faudra non seulement prouver la faute ou la négligence du patron, mais que cette faute et que cette négligence sont la cause de l'accident, car le patron est tenu, non pas de rendre l'ouvrier sain et sauf à sa famille, mais de ne pas compromettre sa sécurité par un défaut de précautions (1).

Les systèmes proposés par MM. Labbé, Glasson, Esmein, Planiol, étaient autant de tempéraments plus ou moins importants apportés à la théorie de MM. Sainctelette et Marc Sauzet. Aucun, du moins, ne la repoussait absolument. Mais il y avait simultanément un courant systématiquement opposé à la nouvelle doctrine contre laquelle certains auteurs avaient élevé de graves objections. La commission de la Chambre des députés, à qui furent soumis les projets de loi élaborés dans ce sens, trouva la thèse insuffisante et dangereuse et la jugea susceptible tout au plus de multiplier les procès et d'augmenter l'antagonisme entre les ouvriers et les patrons. MM. Lefebvre, Pirmez et Leroy-Beaulieu s'élevèrent aussi là-contre. C'est par M. A. Desjardins que la théorie de la faute contractuelle fut combattue le plus vivement (2).

---

1. *Revue critique*, 1888, p. 279 ; p. 283-284.

2. *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1888.



M. Desjardins demanda de quel droit on peut présumer le patron responsable du fait seul qu'il est le principal partenaire de l'opération, comme s'il n'était pas un simple contractant. C'est par des « considérations extérieures », lumières, appuis, capitaux, situation sociale du patron, qu'il faudra régler ses droits et ses obligations. « Étrange équité, dit-il, dont le double fondement est un arbitraire sans limites et l'inégalité devant la loi ! » « La tradition, l'usage, le sens commun, dit-il encore, condamnent également cette prodigieuse interprétation du contrat ».

L'ouvrier sait très bien, quoi qu'on dise, quel est le risque qu'il court. C'est ce risque même qui détermine la nature et règle le prix de son travail dont il est un élément. Que deviennent, de plus, avec cette théorie, les principes de liberté civile et d'égalité devant la loi, fondements de notre droit ? C'est une violation de la Déclaration des droits de l'homme.

Ces objections ne semblent pas avoir produit un effet décisif sur la jurisprudence qui marqua, avec une certaine timidité d'ailleurs, quelques dispositions à s'engager dans la voie nouvelle.

Quelques tribunaux belges avaient fait les premiers pas (1) en reconnaissant l'origine contractuelle

---

1. Tribunal de Bruxelles, 25 et 28 avril 1885 et Cour suprême du Luxembourg, 27 novembre 1884, S. 85, t. IV, p. 25.

de l'obligation de garantie et son corollaire le renversement de la preuve. Mais la Cour de cassation belge refusa d'admettre l'idée de l'obligation de garantie absolue (1).

En France, c'est seulement en matière de transports que les tribunaux marquèrent leur goût à rechercher dans les conventions l'origine de la responsabilité.

Jusqu'en 1884, approximativement, les tribunaux avaient admis en cette matière que le transporteur est, en vertu du contrat de transport, déclaré responsable de tous accidents survenus aux voyageurs au cours du transport. Un arrêt de la Cour de cassation du 10 novembre 1884 décida que cette responsabilité ne pouvait s'appliquer qu'aux marchandises ; quant aux voyageurs, victimes d'accidents, ils devraient, pour établir la responsabilité du transporteur, faire la preuve d'une faute à sa charge, en vertu de l'article 1382 du Code civil. Il y eut de ce fait un revirement dans la jurisprudence. Seules quelques juridictions, notamment le tribunal de commerce de la Seine et quelques Chambres de la Cour de Paris, continuèrent à sanctionner la thèse de la responsabilité contractuelle.

Un nouvel arrêt de la Chambre civile du 21 novembre 1911 est venu à nouveau soulever l'émotion dans les milieux judiciaires et commerciaux. Cette

---

1. S. 1890, t. IV, p. 17.

fois la Chambre civile affirmait que « l'exécution du contrat de transport comporte pour le transporteur l'obligation de conduire le voyageur sain et sauf à destination ». La Cour suprême ne paraît pas avoir réussi à imposer sans résistance sa nouvelle doctrine aux Tribunaux. La cinquième Chambre de la Cour de Paris (1) n'admet la thèse de la responsabilité contractuelle qu'avec des tempéraments et à des conditions tels qu'elle en restreint considérablement la portée.

Or, voici qu'à l'occasion d'un accident de chemin de fer, la Cour de Cassation vient de rendre un nouvel arrêt appelé, croyons-nous, à déterminer un revirement complet de la jurisprudence et dont la portée est ainsi considérable. Cet arrêt, en date du 27 janvier 1913 (2), décide, en effet, que la délivrance d'un billet à un voyageur comporte par elle-même et sans qu'il soit besoin d'une stipulation expresse à cet égard, l'obligation pour la compagnie de chemin de fer de conduire ce voyageur sain et sauf à destination ; que, dans le cas contraire, il y a manquement de la compagnie à ses engagements et inexécution de la convention ; qu'en reconnaissant dès lors au voyageur le droit d'agir en dommages et intérêts

---

1. Arrêt du 18 mai 1912. V. *l'Assurance Mutuelle*, mars 1913, p. 129.

2. Cass. Ch. Civ., 27 janvier 1913. v. *l'Assurance Mutuelle*, mars 1913, p. 128.

contre la compagnie en vertu de l'article 1147 du Code civil, la Cour d'appel a fait une exacte application des principes de droit en matière de responsabilité » (1).

Cette décision (2) est la manifestation de tendances qui, s'affirmant depuis plusieurs années, s'efforcent d'étendre le champ d'application de la responsabilité contractuelle au détriment de la responsabilité délictuelle de l'article 1382. Il est certain qu'on modifie ainsi entièrement la situation respective des voyageurs et des transporteurs telle, du moins, qu'elle avait été réglée par l'ancienne jurisprudence (3).

---

1. Code Civil, art. 1147. — Le débiteur est condamné s'il y a lieu au paiement de dommages et intérêts, soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

Code Civil, art. 1784. Ils (les voituriers par terre et par eau) sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues ou avariées par cas fortuit ou force majeure.

Code de Commerce, art. 103. — Le voiturier est garant de la perte des objets à transporter, hors les cas de la force majeure. Il est garant des avaries autres que celles qui proviennent du vice propre de la chose ou de la force majeure. Toute clause contraire insérée dans toute lettre de voiture, tarif ou autre pièce quelconque est nulle.

2. L'Arrêt de la Cour de Cassation est en cela conforme aux conclusions soutenues par M. le Procureur Général Sarrut. v. sur ce point l'intéressant article de M. J. Vié, avocat à la Cour de Paris, dans la revue *l'Assurance Mutuelle*, mars 1913, éditée par A. Rousseau.

3. Cass., 10 nov. 1884. D. 1885. 1. 433. — 14 déc. 1903. *Le Droti* 19 mai 1904. — 28 juin 1905. D. 1908. 1. 172.

Néanmoins il est permis de penser qu'au point de vue juridique la nouvelle jurisprudence est plus logique et plus sage que celle qui la précédait.

---





## CHAPITRE III

---

### LE DROIT NOUVEAU

#### THÉORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL (1)

Le mouvement déterminé par les nombreuses discussions qui s'étaient élevées à propos de la responsabilité avait fini par dégager l'idée d'une obligation légale. Peu à peu on vit se former le système qui devait triompher au Parlement.

M. Beauregard avait élevé une grave objection contre la théorie de la responsabilité contractuelle : à supposer que le patron s'engage par contrat à garantir

---

1. V. Edouard Serre, *les Accidents du travail*. — Adrien Sachet, *Législation sur les accidents du travail*. — Dejace, *Congrès de Paris*, 1889, I, p. 406 et s. — Cheysson, *Journal des économistes*, 15 mars 1888. — *Congrès de Paris*, 1889, I, 236. — *Congrès de Berne*, 1891, II, 347. — Paul Beauregard, *Monde économique*, 30 oct. 1897 et 11 mars 1890. — Avant-propos à l'ouvrage de Vassart et Nouvion-Jacquet : *la Loi du 9 avril 1898 et les accidents*. Paris, 1899. — Larnaude, *Revue pénitentiaire*, 1896, n° 1, p. 15 et s. — Ricard, Rapport à la Chambre des députés, *J. off.*, 1888, p. 1426 et *Congrès de Paris*, 1889, II, 252, 253. — Duché, Rapport à la Chambre des députés, *J. off.*, 1885, p. 37. — De Mun,

la sécurité de l'ouvrier, celui-ci ne s'engage-t-il pas de son côté à observer les règlements ? Il n'y a pas de raison de présumer plutôt la faute du patron que celle de l'ouvrier (1).

D'autre part, beaucoup étaient frappés, bien à tort d'ailleurs, des dangers inhérents aux professions industrielles modernes. C'est en ce sens que, parlant au nom de la commission de la Chambre, M. Duché, dans son rapport déposé le 29 novembre 1887, disait « que l'insuffisance des règles du droit civil en matière de responsabilité dans les accidents du travail tenait à ce que les conditions nécessaires de la production mécanique ont modifié le milieu juridique lui-même, en supprimant souvent les moyens de preuve, et en créant un état de fait des hommes et des choses différent de l'état ordinaire prévu par le Code civil ».

De même, M. Cheysson disait de son côté : « Malgré les précautions prises, il se produira toujours des accidents, sans que la plupart d'entre eux résultent

---

Ch. des dép., *J. off.*, 1888, p. 1424. — Tabouriech, *la Responsabilité des accidents*, 1896 ; *Revue du droit public et de la science politique*, 1897. — Pic, *Manuel de législation industrielle*, 1, p. 369. — *La Loi de 1898 sur les accidents du travail*. Paris, 1898 ; *Revue politique et parlementaire*, 1895, IV, p. 502. — M. Bloch, *Revue politique et parlementaire*, 1896, VII, p. 472. — Blanchet, *Réforme sociale*, 1897, II, 637. — Bouvier, *Évolution de l'idée des responsabilités* *Revue critique*, 1898, p. 176. — Nourrisson, *le Risque professionnel*, 1891, etc...

1. Avant-propos à l'ouvrage de MM. Vassart et Nouvion-Jacquet, *la Loi du 9 avril 1898 et les accidents du travail*, 1899.

d'aucune faute. » C'est par une fiction humanitaire que les tribunaux ont imaginé une faute, de façon à indemniser les victimes. Et M. Cheysson poursuit : « L'ouvrier n'a plus le choix de ses outils, il les subit. C'est au maître qu'incombe la responsabilité de la machine qui tue et qui blesse ; la machine est sienne, n'en doit-il pas répondre au même titre qu'il entretient ses outils et ses machines ? » Ce qui revient à dire que tout accident qui survient aux ouvriers dans leur travail donne droit, au profit de la victime ou de ses ayants droit, à une indemnité ; indemnité qui sera à la charge du chef d'entreprise, quelle qu'ait été la cause de l'accident et indépendamment de la faute des ouvriers et des patrons.

Tel est le principe du risque professionnel et M. Cheysson ajoute que ce risque devra entrer dans les frais généraux de l'entreprise et contribuer au prix de revient (1).

Ce principe admis, il n'y a plus lieu de faire une distinction quelconque entre les accidents ; peu importe désormais qu'ils aient été causé par des hommes, des animaux, des machines, les éléments, etc. etc..., mais, par contre, on fera une distinction

---

1. La définition la plus juste a été donnée, par M. Félix Faure, qui est en quelque sorte l'inventeur de cette doctrine. V. Deb. Parl. Ch. des dép. *Journ. officiel.* du 9 mars 1883 p. 525, et 17 mars 1888. p. 1426 ; V. aussi Tolain. rapp. au Sénat, annexe à la séance du 24 janvier 1889, p. 3. n° 9.

entre les victimes pour exclure les tiers et ne s'intéresser qu'aux salariés. D'autre part, il ne sera plus question de négligence, d'imprudence ou de faute sauf une exception : le cas de faute inexcusable.

Ce cas fut du reste fort discuté ; la question de savoir, quand l'occasion s'en présenterait, si c'est d'une faute inexcusable ou non qu'il s'agit, est difficile à établir. Il est, en effet, malaisé de définir une pareille faute, de dire où elle commence et où elle finit, car il ne faut pas la confondre avec la faute intentionnelle qui constitue un dol et se trouve ainsi nécessairement écartée du système.

Néanmoins, il était difficile d'admettre que la faute très lourde rentrerait dans le risque professionnel ; le faire, ç'aurait été établir une prime à la négligence. Il fallait donc l'exclure du système. Cependant il n'était pas possible d'exiger d'un homme qui, du matin au soir, tous les jours de sa vie, se livre au même travail comportant une même somme de danger, qu'il ne commît pas d'imprudence. Aussi, pour faire une large part au caractère de fatalité qui marque la plupart des fautes reprochées aux victimes d'accidents, on substitua à l'expression de faute lourde celle de faute inexcusable. Cela excluait la faute intentionnelle ralliant l'unanimité des auteurs, sauf quelques-uns qui persistèrent à en exiger la garantie (1).

---

1. Tarbouriech, *Responsabilité des accidents*; p. 150 et suiv.



Il s'agit donc simplement de reconnaître qu'il y a, en matière d'accident, un risque spécial à chaque profession, auquel il est pratiquement impossible de se soustraire. C'est le risque professionnel, dont il a semblé plus simple et plus juste de faire supporter la charge par l'exploitation ; il semble, en effet, plus juste de faire rentrer dans les frais généraux de l'entreprise les accidents du travail, de la même façon qu'on y fait rentrer l'usure et la détérioration du matériel. Suivant M. Saleilles et M. Josserand (1), « ces dommages, ces accidents inévitables qui constituent des accidents inhérents à l'entreprise, qui n'ont d'autre cause que le développement dans une direction licite de l'activité humaine constituent précisément dans leur ensemble le risque professionnel, et qui donc supporterait ce risque sinon celui dans l'intérêt duquel fonctionne l'organisme qu'il a créé? »

De nombreuses objections s'élevèrent contre le principe du risque professionnel, malgré les sages réserves apportées au système. Les auteurs de la théorie sur la responsabilité contractuelle tenaient volontiers la nouvelle théorie pour absolument injuste et contraire à toutes les notions du bon sens (2).

---

. Saleilles *Revue bourguignonne* 1894, et une brochure sur les accidents du travail, 1897. — Josserand, brochure sur la responsabilité du fait des choses inanimées, 1897.

2. Saintelette, *Indépendance belge*, 21-23 sept. 1889.

D'autres s'élevaient contre une disposition absolument contraire aux principes généraux du droit ; comment, disaient-ils, peut-on réclamer une indemnité aux chefs d'entreprise du fait seul qu'ils sont patrons, sans qu'ils aient pris le moindre engagement à cet égard, sans qu'on puisse leur imputer aucune faute, puisqu'au reste on ne recherche même pas de coupable. Et ils rappelaient les principes de 1789 : il n'y a pas des ouvriers et des patrons, il n'y a que des citoyens égaux devant la loi (1).

Mais ces objections ne naissaient peut-être que faute de comprendre l'idée fondamentale de la théorie nouvelle qui consistait à substituer à l'idée de faute l'idée du risque comme source de la responsabilité. En fait, on a fini par se rallier, avec bon sens, à l'opinion émise dès 1890 par l'un des chefs de l'école libérale : « A des temps nouveaux, il faut des idées nouvelles ; le droit est, au premier chef, un art qui évolue ; son unique devoir est d'adapter l'idée de justice, qui est éternelle, aux besoins du moment, qui sont temporaires (2). »

---

1. Fred. Passy. Ch. des députés 1883. *Journ. off.*, p. 549. — Cordier, Sénat, 8 mars 1889. *Journ. off.*, p. 204. — Béranger, Sénat, 14 juillet 1895. *Journ. off.*, p. 729 et 28 janv. 1896, p. 21. — Hubert Valeroux *Étude sur la responsabilité*, p. 11 et suiv. — Delecroix, *Revue de législation des mines*, 1885, p. 89. — Morisseaux, note sur l'assurance ouvrière. Commission du travail. Bruxelles vol. III, p. 468.

2. P. Beauregard, Avant-propos précité, p. VIII et *Monde*

On peut, au surplus, affirmer qu'aujourd'hui l'accord s'est fait et le risque professionnel, après bien des assauts, est, peut-on dire, quasi universellement admis.

---

*économique*, 11 mars 1890. — Cf. Saleilles. *Annales du Droit Commercial*, février 1897, p. 47.

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

INSTITUTION LÉGALE  
DU RISQUE PROFESSIONNEL





## CHAPITRE PREMIER

---

LA LOI DU 9 AVRIL 1898

MODIFIÉE PAR LES LOIS DU 22 MARS 1902 ET DU 31 MARS 1905

### SECTION I

#### RÉSUMÉ DES TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Le risque professionnel, tel est le fondement de l'obligation qui pèse désormais sur les chefs d'entreprise énumérés à l'article 1<sup>re</sup> de la loi du 9 avril 1898.

A vrai dire, le législateur a bien adopté le principe du risque professionnel, mais il ne l'a pas expressément proclamé dans le texte de la loi.

Cependant, au cours des débats parlementaires, les rapporteurs des diverses commissions du Sénat et de la Chambre des députés ont été unanimes à s'en réclamer.

Il faut remarquer que deux atténuations ont été apportées à l'intégralité du principe :

- 1<sup>o</sup> La faute inexcusable ;
- 2<sup>o</sup> Le forfait.

Mais il n'en reste pas moins que la loi nouvelle a été faite en application de ce principe après de nombreuses alternatives à chacune desquelles correspondait un projet nouveau. Nous n'en parlerons pas, leur étude nous entraînerait trop loin de notre sujet. Nous parlerons seulement en quelques mots du dernier texte, celui qui devint la loi du 9 avril 1898.

Un texte avait été adopté par le Sénat le 20 mai 1890. Il adoptait le principe du risque professionnel, mais il le limitait aux industries où le travail serait reconnu dangereux. Ce texte fut déposé sur le bureau de la Chambre, le 28 juin 1890, par M. Jules Roche, ministre du Commerce, qui y joignit un nouveau projet présenté au nom du gouvernement. Suivit l'éclosion nouvelle de toute une série de projets et de rapports ; la discussion fut chaude ; le texte qui prévalut établissait lui aussi le système du risque professionnel, il y comprenait la faute lourde. Il retourna au Sénat, il y fut remanié par la commission et fut déposé sur le bureau du Sénat le 20 janvier 1896 ; mais le 28, M. Béranger opposait un contre-projet qui excluait la faute même légère. Le Sénat refusa d'écarter ce contre-projet et le renvoya à la commission qui dut recommencer son étude. Différents projets furent encore proposés où on excluait non la faute lourde, mais la « faute inexcusable », expression qui devait figurer dans le projet définitif.

Pour la faute légère, le tribunal pouvait faire varier, suivant l'importance de la faute, le chiffre de l'indemnité entre un maximum et un minimum. Enfin, la commission déposa un texte qui, voté par le Sénat le 24 mars 1896, fut déposé à la Chambre. C'est encore un texte différent que proposa la commission, texte qui fut adopté le 28 octobre 1897.

Porté au Sénat, il fut également modifié par la commission. Il y eut encore quelques discussions au sujet de l'exclusion de la faute lourde, qui cependant fut maintenue, mais restreinte au cas de faute inexcusable. Ce projet fut voté le 19 mars et il devait rallier enfin tous les suffrages puisque, transmis à la Chambre le 24, il fut voté intégralement sans discussion à l'unanimité, et promulgué le 9 avril 1898, à la veille des élections générales.

---





## SECTION II

---

### ÉTUDE CRITIQUE DU TEXTE

Nous étudierons le texte dans ses points importants, afin de pouvoir dans la suite nous rendre compte de ce que pourrait donner son application pure et simple aux exploitations agricoles, telle qu'elle fut et demeure proposée par certains.

#### § 1. — LA RESPONSABILITÉ :

La responsabilité, dans la loi du 9 avril 1898, est basée sur le principe du risque professionnel. Ce principe n'y est point proclamé mais il y est appliqué, ce qui suffit. Le texte ne laisse d'ailleurs, aucun doute à cet égard :

« Tout accident donne droit... » dit l'article premier.

Et le texte ajoute qu'il faut que l'accident soit survenu « par le fait ou à l'occasion du travail ».

L'une des réformes essentielles consacrées par la nouvelle loi est donc l'adoption du risque profes-

sionnnel. Mais le risque professionnel y est limité.

Il l'est d'abord dans son principe, au grand scandale de M. Tarbouriech et de quelques autres économistes, par l'introduction de la *Faute inexcusable*. Le mot est nouveau (1). On a voulu, en effet, entendre par là qu'il s'agissait de quelque chose de plus que la *faute lourde*. On peut, en effet, concevoir entre le fait intentionnel (dol) qui est bien entendu exclu (art. 20) et la faute lourde, une imprudence ou une négligence scandaleuse, mais ne pouvant cependant être qualifiée de dol à cause de l'absence de toute intention de nuire. On pouvait légitimement craindre (2), d'ailleurs, que cette faute *inexcusable* se développât rapidement en raison de la certitude où allaient être les ouvriers bénéficiaires de recevoir toujours la réparation de l'accident.

C'est pourquoi nous pensons que le législateur a vu juste.

En cas de faute inexcusable du patron ou de la victime, le juge peut soit augmenter l'indemnité jus-

---

1. Il a été proposé pour la première fois par M. Laroche Joubert V. Deb. parl., *J. off.*, Ch. des dép., 12 mars 1883. Dal. Jur. gén. 1898. IV, p. 78, col. 3<sup>e</sup> *in fine* ; repris par MM. Ribot et Camescasse, 28 mai 1888. *J. off.*, p. 1472 et Max. Lecomte. Sénat, *J. off.*, 20 mars 1896, p. 282.

2. Crainte qui n'était point chimérique, car, depuis la mise en application de la loi, le nombre des sinistres déclarés chaque année n'a cessé de croître (V. rapports annuels du ministère du Travail au président de la République).

qu'au montant intégral du salaire, soit la réduire dans une mesure appropriée aux faits, mais sans jamais pouvoir la supprimer.

Qu'est-ce que la faute inexcusable ? La loi ne la définit point. On admet généralement qu'elle consiste en une imprudence ou une négligence résultant d'un acte bien précisé, commis volontairement, non pas avec l'intention de provoquer l'accident, mais en pleine conscience du danger que cet acte fait courir à soi-même ou à autrui, et ce alors qu'aucune nécessité ne le justifie ou ne l'excuse (1).

A ce titre, il est intéressant de noter que la jurisprudence tend, légitimement à notre avis, à tenir compte de l'ivresse dans l'appréciation des faits qui constitue la faute inexcusable.

Nous devons dire, d'ailleurs, que les tribunaux n'abusent pas de cette disposition légale, il s'en faut de beaucoup, et, dans la pratique, les exemples de fautes reconnues inexcusables restent infiniment rares (2).

---

1. Sur la définition de la faute inexcusable V. Rouen, 19 mars 1910, aff. Premel contre Ch. de fer de l'Ouest. *Rec. Rouen*, 1910-82 et *Gaz. Pal.* 16-17 octobre 1910.

2. Types de faute inexcusable :

Du patron : Nîmes, 8 juin 1909. Ch. de fer du Midi contre V<sup>o</sup>. Bros. *Gaz. Pal.*, 21-22 nov. 1909. — Paris (7<sup>e</sup> ch.), 8 nov. 1910 V<sup>o</sup>. Gragnon contre Soc. Fr. d'Élec. et Soc. des Mureaux. *Gaz. Pal.* 25 novembre 1910. — Cf. de Mun, *Déb. Parl.*, Ch. des dép., 22 mai 1888, *off*, p. 1472. — J. Roche, *ibid*.

Le risque professionnel est également limité dans ses conséquences.

D'abord par ce qu'on a appelé le « forfait ». La loi réduit, en effet, la réparation à une portion seulement du dommage causé. Le taux varie : en cas d'infirmité permanente totale il est des deux tiers, si l'infirmité n'est que partielle ou si elle n'est que temporaire, il est de la moitié (v. art. 3).

De même, les frais médicaux, quand le médecin est choisi par la victime ne sont dus par le patron que conformément à un tarif prévu par l'article 4 (modifié par la loi du 31 mars 1905) et qui a été établi par l'arrêté ministériel du 30 septembre 1905.

Il en est ainsi des frais pharmaceutiques et hospitaliers.

Les frais funéraires sont limités à 100 francs au maximum.

Enfin, le salaire qui sert de base à la fixation des indemnités n'est intégralement compté que jusqu'à 2.400 francs. Au-delà de ce chiffre le surplus n'intervient dans le calcul que préalablement réduit au quart.

On a considéré, en effet, qu'un salaire de 2.400 francs pouvait être considéré comme un salaire largement normal dans l'industrie.

---

De la victime : Caen, 21 nov. 1910. *Leprince contre V<sup>re</sup>. Loisel. Gaz. Pal.*, 30 mai 1911 et *Rec. de Caen*, 1910-253.

Sur l'ivresse : Bordeaux, 21 avril 1911, Julien contre Vière. *Rec. Bordeaux*, 1911. 1. 263 et *Gaz. Pal.*, 29 juillet 1911.

Peut-être aurait-on pu exclure du système les salariés gagnant un salaire supérieur à une certaine somme ; par exemple 4.000 francs (1). C'eût été une entorse au principe ; mais il est permis d'estimer qu'avec un pareil émolument, il est possible d'épargner chaque année de quoi faire face aux coups du sort.

On aurait évité ainsi de voir, comme aujourd'hui, dans les grosses exploitations, des employés bénéficier des dispositions de la loi alors que leurs appointements atteignent un chiffre considérable. Tout le monde connaît le cas de tels gérants d'une des plus importantes industries de la France, dont le salaire atteint bon an mal an un million de francs, et qui, en cas d'accident, recevrait des indemnités basées sur un salaire dont le plein utile atteindrait 250.000 francs (2).

Il convient d'ajouter que la loi avait établi ce qu'on a appelé une franchise de quatre jours : il n'était dû d'indemnité que si l'accident avait entraîné une incapacité de travail de plus de quatre jours ; l'indemnité journalière n'était due alors qu'à compter

---

1. C'est ce qu'avait d'abord admis la Chambre, notamment lors de la discussion qui a abouti au texte adopté par elle le 10 juillet 1888 ; celui qui fut voté le 10 juin 1893 avait même abaissé ce chiffre à 2.000 francs.

2. V. sur ce point. L. Sicot, *Rec. Acc. du Trav.* déc. 1912 p. 306.



du cinquième jour. La loi du 31 mars 1905 a modifié cette disposition : elle a décidé que si l'incapacité dure plus de dix jours, l'indemnité sera due à compter du lendemain de l'accident.

Bien entendu, la conséquence de cette modification a été la disparition à peu près complète des incapacités de moins de onze jours.

Peu de dispositions ont été plus désastreuses ; celle-ci est certainement une de celles qui ont engendré le plus d'abus.

## § 2. — LES EXPLOITATIONS ASSUJETTIES

Elles sont énumérées à l'article premier ; ce sont les industries du bâtiment, usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau (1), de chargements et de déchargements, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, toutes exploitations ou parties d'exploitation dans lesquelles sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives ou dans lesquelles il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux.

Cette énumération est-elle limitative ? La question

---

1. Toutefois la navigation maritime est exclue ; les gens de mer bénéficient, notamment, des dispositions de la loi du 21 avril 1898 qui établit d'ailleurs à leur profit, elle aussi, le système du risque professionnel, mais dans des conditions particulières.

reste, en doctrine, controversée. La jurisprudence la tient pour telle (1).

En fait, la question a moins d'importance qu'on ne le croit ; en effet, le législateur a introduit dans l'énumération des mots et des expressions dont le sens est très large et même très élastique ; par exemple, les « usines, manufactures, chantiers » et les « exploitations ou parties d'exploitation, etc. »

La jurisprudence, on peut le dire, s'est précipitée par cette porte ouverte et a entraîné avec elle la grande partie des exploitations industrielles (2) sans attacher d'intérêt à leur importance ni au danger qu'elles présentent (3).

La Cour de cassation oppose l'entreprise industrielle qui transforme les produits à l'entreprise commerciale qui consiste à les revendre tels qu'ils furent achetés (arrêts précités).

En ce qui concerne les communes, les départements, l'État, la jurisprudence avait d'abord été divisée ; on recherchait s'il y avait gain ou si au contraire le travail effectué avait exclusivement le caractère d'un service d'utilité publique.

---

1. V. Cass. civ., 2 août 1905. D. P., 1907. 1. 85. En sens contraire : Loubat, *Traité du Risque professionnel*, 3<sup>e</sup> édition, n° 46.

2. V. notamment Cass. req., 15 décembre 1903. D. P., 1904. 1. 374.

3. V. Cass. civ., 3 août 1903. D. P., 04. 1. 45. Six arrêts du 5 juillet 1904. D. P., 1904. 1. 553. Il est intéressant de noter les tendances contraires du conseil d'État. V. Pét. Coll. Dalloz, *Code des Acc. du Tr.*, éd. 1911, p. 96 et suiv.

Le Comité consultatif des accidents du travail avait cependant adopté un criterium excellent ; il avait décidé que ces personnes morales sont assujetties toutes les fois qu'un particulier effectuant le même travail le serait. Et il avait adopté le même criterium pour les coopératives qui emploient des salariés (non coopérateurs) et les œuvres d'assistance par le travail (1).

Cette manière de voir a été adoptée par la Cour de cassation et par le Conseil d'État (2).

Toutefois on s'accorde à reconnaître que ce criterium ne saurait être appliqué à des groupements d'un ordre évidemment non commercial tels que les sociétés sportives (3).

---

1. A. du C. Cons. des Acc. du Trav., 31 mai 1899. D. P., 1900. 4.17 et 19. n° 13 et 14 et Cass., 4 août 1902 et 6 août 1902, 8 mai 1907, 8 décembre 1909, 2 mars 1910 cités par *Arg. des Ass.*, 12 avril 1910.

2. En ce qui concerne le Conseil d'État, voir les références à de très nombreux arrêts dans *l'Argus des Assurances* du 9 oct. 1910.

En ce qui concerne la Cour de cassation, voir Arrêts du 5 mai 1909. *Rec. sp. des Acc. du Trav.*, 1909-1910, p. 49. — Ch. Civ., 22 nov. 1911. *Droit rural*, février 1912, avec note (ceux-ci sur les coopératives) ; et, au sujet des communes : Paris, 24 janv. 1913. *Arg. des Ass.*, 16 mars 1913. — Cass. civ., 4 déc. 1912. *Journ. des Ass.*, 1<sup>re</sup> avril 1913, p. 183 et 20 mars 1912. *Ibid.*, 23 février 1913. Réf. dans *Rec. Philly*, nov. 1912, n° 11 et texte notamment dans *Gaz. Pal.*, 1912, 1. 1574 ; au sujet de l'État (Postes). Pau, 22 janv. 1912. *Rec. Acc. Trav.*, 1913, p. 429.

3. La Soc. des Steeple-Chases et le Racing-Club, notamment, ont été exclus. V. T. Civ. Seine (4<sup>e</sup> Ch.), déc. 1911. *Lois et Sports*,

La loi excepte de l'assujettissement les patrons « occasionnels », c'est-à-dire les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire et qui ne recourent qu'accidentellement à la collaboration d'un ou plusieurs camarades (art. 1 § 2).

Le caractère accidentel de cette collaboration est une question de fait que les tribunaux apprécient souverainement.

Il est intéressant de noter qu'il a été jugé qu'un pareil ouvrier, dès l'instant qu'il se fait remplacer par un camarade, devient assujetti à la loi au profit de ce dernier, parce que la convention intervenue entre ledit camarade et lui constitue un véritable contrat de louage (1). Nous nous demandons si cette interprétation est fondée en droit ; il nous paraît qu'il manque à un pareil contrat un des caractères essentiels du contrat de louage, l'autorité. Dans cette espèce, nous pensons qu'il y a de la part du remplaçant une véritable « entreprise », que ce dernier est vis-à-vis du remplacé, plutôt un *fournisseur* qu'un *salarie*.

En ce qui concerne les « sous-traitants », on

---

15 février 1912 et Tables générales 1910, et 2 février 1912. *Gaz. Pal.*, 19 octobre 1912 ; la jurisprudence semble les considérer dans les espèces qu'elle a eu à juger comme des propriétaires (non assujettis) faisant exécuter des travaux sur leur propre fonds. Nous étudions ce cas un peu plus loin.

1. Cass. Civ., 21 février 1912. *Journal des Assurés* du 1<sup>er</sup> septembre 1912. — V. les tendances restrictives du Conseil d'État dans l'arrêt du 20 mars 1903. *D. P.*, 1904-3-67.

pourrait se demander si le sous-traitant est en face de l'entrepreneur principal un entrepreneur ou un préposé. La jurisprudence a adopté la deuxième solution, c'est donc l'entrepreneur principal qui est assujetti au profit du personnel embauché et commandé par les sous-traitants (1).

Une autre difficulté se présente très fréquemment ; en cas d'accident du travail survenu dans une exploitation à un ouvrier dépendant d'une autre exploitation mais momentanément prêté par son patron, lequel des chefs d'entreprise est responsable ?

Est-ce le patron de la victime, est-ce le chef de l'exploitation où il a été blessé ? La jurisprudence a adopté la première solution en prenant pour base de sa décision le contrat de travail (2). Il en serait autrement si ledit ouvrier avait été non pas prêté par son patron, mais requis par le chef d'entreprise étranger, pour effectuer pour son compte et sous son autorité un travail en vue duquel son patron ne lui avait donné aucun ordre. Alors, en effet, c'est entre le chef d'entreprise requérant et la victime qu'un contrat de travail est intervenu (3).

---

1. V. Loubat, *op. cit.*, n° 338 et Sachet, *op. cit.*, 1. 160. et Cass. Crim., 15 mai 1908 et Cass. Req., 24 juin 1908 cités par *l'Opinion* (de Lyon) du 25 juin 1910.

2. Cass. Civ., 3 juillet 1912. *Gaz. Pal.*, 21-22-23 Août 1912.

3. Lyon, 25 février 1908 dans *l'Opinion* (de Lyon) du 15 mars 1910.



Enfin, il y a lieu d'examiner le cas d'un propriétaire, d'un homme appartenant à une profession non assujettie, à une profession libérale par exemple ou n'exerçant aucune profession et qui fait exécuter, sur son fonds et sous sa direction, des travaux tels que ceux énumérés à l'article premier de la loi : construction d'un bâtiment, etc...

On peut soutenir qu'un pareil travail, en raison même de son caractère exceptionnel et momentané, ne saurait conférer à celui qui le fait exécuter la qualité d'entrepreneur, de chef d'exploitation. C'est ce qu'à décidé la Cour de Cassation (1).

Il en est autrement lorsque le travail ainsi effectué revêt un caractère de fréquence assez marqué pour devenir « habituel » et si les travaux sont exécutés pour des tiers ; il y a alors entreprise (2).

Réciproquement, le chef d'exploitation assujetti qui emploie, pour son compte personnel, à des travaux non compris dans les termes de l'article 1<sup>er</sup> de

---

1. Cass., 6 janvier et 9 décembre 1904. *Rec. Acc. Trav.*, février 1904 et décembre 1905. — 12 juin 1907. *Gaz. Pal.*, 6 juillet 1907. — Cass. Req., 3 avril 1906. *Rec. Acc. Trav.*, juillet 1907. — 29 décembre 1908. *Ibid.*, 1909-1910. — 27 avril 1910. *Assur. moderne* du 17 octobre 1911. — V. aussi les intéressants articles de M<sup>e</sup> Peyrat dans *le Paysan* (de Brive) des 18 avril 1909 et 24 novembre 1907. — En sens contraire : Cass., 8 janvier 1907 ; *Conseiller des Assurances*, n<sup>o</sup> 700 et note.

2. Cass. civ., 6 janv. 1913. *Rec. Acc. Tr.*, mars 1913, p. 429.

la loi, les ouvriers de son entreprise restent assujettis (1).

D'une façon générale on doit constater que les tribunaux ont appliqué les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> avec une extrême largeur; toutes les exploitations que le texte permettait d'assujettir l'ont été; peut-être même a-t-on été un peu loin. Nous avons signalé les tendances contraires de la plus haute jurisprudence administrative, le Conseil d'État. Nous devons ajouter qu'en pratique, ces tendances n'ont pas d'influence notable; cela tient à ce fait que le conseil n'est généralement appelé à statuer, en l'espèce, qu'au point de vue fiscal, en raison des centimes additionnels à la patente destinés à alimenter le fonds national de garantie (art. 25 de la loi).

### § 3. — LES OUVRIERS BÉNÉFICIAIRES

Quels sont les ouvriers qui bénéficient de la loi?

L'article 1<sup>er</sup> dit : « Les ouvriers et employés occupés dans... »

L'expression est un peu vague; on est d'accord pour penser qu'il s'agit de tous les ouvriers liés par

---

1. Cass. civ., 10 juillet 1911. *Rec. Acc. Tr.*, 1911. 253 et 29 janv. 1912 dans *Argus des Assur.*, 18 août 1912 et note sur les conclusions intéressantes de l'avocat général Mérillon.

La Cour suprême s'était prononcée antérieurement dans un sens contraire: Ch. civ., 28 février 1910, *Gaz. Pal.*, 6 avril 1910.

un contrat de louage de service avec le chef d'entreprise.

Ce critérium est important, car il en résulte que, lorsque le contrat de louage est entaché de nullité, l'ouvrier n'est pas recevable à invoquer les dispositions de la loi de 1898.

C'est ainsi que les ouvriers âgés de moins de treize ans entrés dans une entreprise industrielle assujettie, en violation des dispositions de la loi du 2 novembre 1892, se voient débouter de leur demande en paiement d'indemnité en cas d'accident (1), même si le chef d'entreprise connaissait le caractère irrégulier du contrat (arrêt du 21 mai 1912 précité).

Mais la victime conserve alors contre son patron l'action des articles 1382 et suivants du Code civil (2).

De même, s'il n'est pas intervenu de contrat de louage entre la victime et le patron, ou si le contrat intervenu n'est pas un contrat de louage, la victime ne peut exercer l'action de la loi de 1898. C'est le cas de beaucoup de *tâcherons*. On appelle ainsi les individus qui effectuent un travail moyennant une rétribution stipulée « à la tâche », par exemple, tant par mètre cube de pierre ou de sable extrait, tant par corde de bois abattue, fagottée et entassée, etc...

---

1. Cass. civ., 8 décembre 1909. *Arg. des Ass.*, 16 juillet 1910; 28 février 1910. *Gaz. des Trib.*, 13 mai 1910; 21 mai 1912. *Arg. des Ass.*, 2 février 1913.

2. Grenoble, 17 juillet 1912 dans *R. des Ass. mut.*, janvier 1913.

Le mode de paiement dit à la tâche n'est pas un élément décisif. Il peut être simplement l'une des conditions du contrat de louage, celle qui fixe le mode de calcul du salaire.

Le point important, celui qui caractérise le contrat de travail, c'est le lien de subordination. Le tâcheron est-il libre de travailler à son temps, comme il l'entend, avec ses outils, étant seulement astreint à achever pour telle date, dans un tel laps de temps, l'ouvrage convenu ? C'est alors un véritable entrepreneur, le contrat passé par lui est un contrat de fourniture.

Si, au contraire, il est tenu de travailler aux jours et heures fixés par son co-contractant, si celui-ci exerce non pas une surveillance sur la tâche, mais bien une direction, une autorité sur le tâcheron, celui-ci est un salarié (1).

Le voyageur de commerce qui est lié par un contrat de commission avec plusieurs maisons est justement réputé entrepreneur ; au contraire, il est salarié s'il est lié avec une seule maison, sous la dépendance absolue de son chef, avec itinéraires imposés, etc... (2).

---

1. V. Cass. Req. 19 février 1912, *J. des Assurances*, 1<sup>er</sup> octobre 1912 et *Gaz. Pal.*, 29 fév. 1912. — 4 janvier 1911, *Gaz. Pal.*, 5 et 6 nov. 1911 avec notes donnant références — Cass. Civ., 21 fév. 1912. *Gaz. Pal.*, 5 mars 1912.

2. V. sur le premier point : Débats parlem. *J. Off.*, 8 juin 1904, p. 1313 ; 11 avril 1906, p. 1708. — Sachet, *op. cit.*, 5<sup>e</sup> édit., n° 173. —

Le même fondement, existence d'un contrat de travail, conduit à admettre que l'un des membres d'une équipe coopérative (d'ouvriers maçons) blessé par le fait d'un travail entrepris par l'équipe, ne peut invoquer contre son équipe les dispositions de la loi. Le contrat qui le lie à ses co-coopérateurs est, en effet, un contrat d'association, non pas un contrat de louage (1).

Lorsque un ouvrier est au service d'un patron exerçant deux professions, l'une assujettie, l'autre qui ne l'est pas, quelle est la situation de l'ouvrier blessé ?

Il nous paraît évident qu'il est protégé par la loi de 1898 s'il a été blessé au cours des travaux afférents à l'exploitation assujettie, et qu'il ne l'est pas dans le cas contraire (2).

Toutefois, si l'on remonte au principe même du risque professionnel, on devrait, semble-t-il, admettre que si le blessé est habituellement employé dans celle des deux exploitations qui est assujettie, il doit bénéficier de la loi dans tous les cas, et dans le cas contraire, jamais. Si le patron exerce les deux pro-

---

Loubat, *op. cit.*, n° 2.337. — Sur le second : Trib. Civ. Lyon 3 juillet 1908. *Rec. Acc. du Trav.*, 1908, 1909, p. 177, avec note signée Pierre Millevoe.

1. V. Cass. Req., 2 mars 1910 et 8 avril 1910 cités par l'Arg. des Ass., avec de nombreuses références.

2. En ce sens : Cass. Req., 17 janvier 1910. *L'ass. Mut.*, Nov. 1910 et Cass. Civ., 28 fév. 1910. *Gaz. Pal.*, 6 avril 1910.



fessions dans des locaux, dans des conditions et avec un personnel tels que toute distinction soit impossible, la jurisprudence admet que tous les blessés ont droit au bénéfice de la loi (1).

#### § 4. — LES ACCIDENTS GARANTIS

Pour savoir quels accidents sont garantis, il faut d'abord définir le mot « accident ».

La loi a omis cette définition, il a fallu y suppléer.

Il y avait lieu, à cet effet, d'étudier l'accident, comme fait *pathologique*, afin par exemple de connaître en quoi il se distingue de la maladie, et comme fait *économique* afin de connaître quels sont les accidents qui peuvent être qualifiés d'accidents du travail et comment ils se distinguent des autres.

Nous adopterons cette division.

##### 1° *L'accident pathologique.*

La doctrine admettait depuis longtemps qu'un accident est un fait brusque, anormal et exceptionnel, un événement fortuit dû à une cause subite, extérieure et violente, un traumatisme qui suppose habituellement l'idée d'un choc (2).

---

1. Cass. Req., 25 janv. 1911. *D. P.* 1911. I, 100 et *Rec. Acc. du travail*, 1911. 24.

2. Cass. req., 7 janvier 1913. *Rec. acc. trav.*, novembre 1913, p. 449.

La jurisprudence semble se ranger à cet avis, mais non sans quelques difficultés (1).

Elle admet cependant qu'une infirmité résultant d'une cause latente et durable, se rattachant à l'exercice normal de la profession, sans qu'on puisse en rattacher le but et le développement à une circonstance produite à une date déterminée, n'est pas un accident (2).

Dès qu'une violence, même légère, intervient au début, il y a accident (3).

Il y a des cas « limites » bien embarrassants pour les juges du fait : l'asphyxie par exemple. Elle a été traitée comme n'étant pas un accident par la Cour suprême.

Au contraire, la variole et le charbon ont été réputés accidents du travail (4).

Une autre question se pose : que décider en cas de maladie préexistante ayant reçu, du fait de l'accident, un développement, une aggravation certaine ?

---

1. V. en effet Cass., 22 décembre 1909. *Mon. des Ass.*, 15 juin 1910, p. 249.

2. V. Paris, 7<sup>e</sup> Ch., 2 juillet 1912. *Gaz. Pal.*, 28 novembre 1912. — Cass. req., 27 mars 1912. *Gaz. Pal.*, 30 mars 1912. — 8 nov. 1910. *Gaz. Pal.*, 27-28 nov. 1910.

3. V. Limoges, 17 décembre 1909. *Gaz. Pal.*, 4 juin 1910 et Cass. civ. 21 février 1912. *Rev. des Ass. mut.* de février 1912.

4. Cass. Req., 13 février 1912. *Gaz. Pal.*, 22 janvier 1913. L'Ass. Mut., février 1912. — Paris, 4 mai 1906, *Comité des Houillères* (*Bulletin de Jurisprudence*, n° 320 du 1<sup>er</sup> mars 1907). — Req., 3 nov. 1903. D. P., 1907. I. 87.

On admet que si le développement et la marche de la maladie ont seulement été hâtés par l'accident il ne doit pas en être tenu compte (1).

Mais s'il y a aggravation marquée, il en est autrement (2).

Ce qui nous amène à parler de la hernie : peu d'espèces ont fait couler autant d'encre. On paraît s'être mis d'accord sur la distinction suivante : si la hernie est dite « de faiblesse » elle n'est pas un accident du travail et rentre dans le cas précédent (3). Si c'est une hernie « de force », c'est la solution contraire qui s'impose. La hernie de force doit apparaître au cours du travail sous l'action d'un effort anormal, brusque et violent ; elle est accompagnée alors de syndromes nettement définis et qui ont été décrits avec assez de précision (4).

Que penser des maladies postérieures ?

On admet qu'elles ne doivent pas être retenues, si

---

1. Paris, 7<sup>e</sup> Ch., 28 nov. 1911, *Jour. des Assurances* du 1<sup>er</sup> nov., 1912.

2. Poitiers, 18 novembre 1912. *Rec. Acc. du trav.*, mars 1913, p. 432.

3. Sur 130 expertises pratiquées par M. Berger, ce chirurgien n'a constaté que deux hernies de force v. Prof. Reclus, *les Hernies et les Accidents du travail*.

4. V. notamment : Lyon première Chambre, 26 avril 1912, *Cons. des Ass.*, 9 janvier 1912. — Douai, 18 octobre 1911. *Rec. Douai*, 1912-212. — Paris, septième Chambre, 2 juillet 1912. *Gaz. Pal.*, 25-26 décembre 1912. — Cass. Req., 1<sup>er</sup> mai 1912. *Cons. des Ass.* 1912, n° 809. Sous l'arrêt de Paris précité, note indiquant des références intéressantes.

elles ne sont pas la conséquence directe de l'accident (1).

Mais le moindre lien entre l'accident et la maladie suffit pour que celle-ci serve à l'appréciation du préjudice subi et au calcul de l'indemnité (2).

Bien entendu, la victime doit établir le lien de causalité qui doit exister entre l'accident et la lésion (3).

Nous devons constater que les tribunaux se montrent extraordinairement coulants à ce sujet (4).

L'inconvénient de cette largeur d'idées, c'est que les victimes sont excessivement enclines à tirer du moindre fait pathologique les avantages que la loi de 1898 assure aux accidentés.

Sous l'influence de cette propension bien naturelle, mais qui a, en fait, dépassé toutes limites, on a vu naître et se développer une hantise, une obsession qui a fini par constituer ou du moins par engendrer elle-même une véritable affection pathologique ; on l'a appelée avec à-propos la « sinistrose ». Elle a

---

1. Cass. civ., 21 février 1912. *Jour. des Assurés*. 1<sup>er</sup> septembre 1912. — 8 novembre 1909. *Arg. des Assur.* 9 janvier 1910. — Req., 7 janvier 1913. *Jour. des Assurés*, 1<sup>er</sup> mars 1913.

2. Nancy, 2 mai 1910. *Gaz Pal.*, 4 novembre 1910. — Bordeaux, 15 décembre 1908. *Gaz Pal.*, 22 octobre 1909.

3. Riom, deuxième Chambre, 24 juin 1910. *l'Ass. Mod.*, 5 novembre 1912.

4. V. notamment Cass. civ. 24 janvier 1912. *Jour. des Assur.*, 1<sup>er</sup> mai 1912 et Orléans 3 juillet 1912. *Rec. Acc. Trav.* décembre 1912, n° 6.

été décrite avec autant de précision que d'autorité par le professeur Brissaud (1).

Il s'est trouvé des tribunaux pour qualifier cette affection bien caractéristique d'accident du travail et en faire supporter la charge au chef d'entreprise (2).

Toutefois, la jurisprudence paraît maintenant se fixer en sens contraire (3).

## 2° *L'Accident économique*

La loi emploie des termes très larges ; elle s'applique, dit l'article premier, aux accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail.

Cet « ou » qu'on substitua finalement au mot « et » incitait les tribunaux à se montrer peu exigeants.

On peut dire que cette invitation a été entendue.

La preuve de la relation entre l'accident et le travail incombe bien à la victime, mais que le lien invoqué — et admis — est donc parfois tenu !

Il suffit que la nature du travail, le lieu où il

---

1. V. E. Brissaud, dans *le Bulletin médico-chirurgical des accidents du travail*, du 7 juin 1906 et la note du professeur Rémy à la suite du rapport Brissaud.

2. V. Paris, septième Chambre, 7 avril 1908. *Arg. des Assur.*, 28 mars 1909. — Nancy, 17 nov. 1908, *L'Ass. mod.*, 19 mars 1910.

3. Paris, septième Chambre, 28 juillet 1908. *Arg. des Ass.*, 28 mars 1909, et 28 février 1911. *Gaz. Pal.*, 15-18 avril 1911. — Amiens, première Chambre, 4 octobre 1910. *Rec. acc. trav.*, déc. 1910. — Cass. civ., 23 nov. 1909. *Gaz. Pal.*, 9 déc. 1909.



s'effectuait, ait pu même exposer plus spécialement l'ouvrier à l'action des forces de la nature (le soleil, la foudre) pour que l'insolation, le foudroiement soient des accidents du travail (1).

La cause peut être étrangère à l'outillage, aux camarades du blessé, aux préposés de son patron, peu importe, si l'accident est arrivé à l'occasion du travail ; tel est le cas de l'ouvrier blessé par la toupie d'un enfant (2). Il peut n'être pas à son travail, il suffit qu'il se trouve sur le lieu du travail, dans l'usine, sur le chantier, alors même qu'il se serait dissimulé en raison de son état d'ébriété pour y pénétrer (3).

Ainsi est qualifié victime d'un accident du travail l'ouvrier qui, ayant soif pendant son travail, a absorbé par erreur un liquide caustique ; le charbonnier qui, se lavant les mains, en dehors du temps du travail dans le canal proche du chantier, tombe à l'eau et se noie ; tel autre qui, étant allé dans un autre atelier pour voir fonctionner une machine, a été happé par une courroie de transmission (4).

---

1. V. Amiens, 28 Juin 1912. *Cons. des Ass.*, 9 janv. 1913. — Cass. req., 30 avril 1912. *Arg. des Ass.*, 9 mars 1913. — V. cependant Poitiers, 19 février 1912. *Cons. des Assur.*, 22 août 1912.

2. Cass. civ., 1<sup>er</sup> août 1906. *Comité des Houillères, loc. cit.*

3. Paris, 29 décembre 1905. *Com. des Houill.*, *loc. cit.* — Nancy, 8 mai 1906, *ibid.*

4. Cass., 16 fév. 1908 et 2 mai 1908. *Arg. des Ass.*, 15 juin 1910. — Paris, 29 déc. 1905. *Com. des Houill.*, *loc. cit.*

L'accident survenu au cours du repos, d'un jeu, d'une rixe (née à l'occasion du travail) sont réputés accidents du travail, du moment qu'ils se sont produits sur le lieu du travail (1).

La Chambre des requêtes a admis qu'il faut que la rixe soit née à l'occasion du travail (2).

Mais la Chambre civile semble peu disposée à cette concession et ne voit dans le fait que la rixe avait été provoquée par la victime qu'une faute inexcusable de celle-ci, autorisant seulement le juge du fait à diminuer la rente (3).

Notamment les faits de grève y compris le meurtre, constituent des accidents du travail (4).

Il suffit que l'accident soit survenu sur le lieu du travail pour que les tribunaux admettent une présomption en faveur de la victime (5).

Mais l'ouvrier se trouve sur le lieu du travail partout où l'envoie son patron, et même quand il retourne chez lui, son travail achevé, du moment qu'il se sert, par exemple s'il est employé du chemin

---

1. Amiens 23 mars 1909. — Douai 16 juin 1909 Cons. des Ass., 4 novembre 1909, 260. — Cass. Civ., 27 décembre 1911, dans *l'Opinion* (de Lyon) du 15 février 1912.

2. Arrêts précités et aussi Cass. Req., 13 avril 1910. *Journ. des Ass.* 1<sup>er</sup> janvier 1911.

3. Cass. Civ., 20 avril 1912. *Argus des Ass.*, 23 février 1913.

4. Paris 7<sup>e</sup> chambre, 27 février 1912. *Argus des Ass.*, 1<sup>er</sup> septembre 1912 et références en note, notamment a des arrêts de Cassation.

5. Cass. Req., 10 octobre 1910 dans *l'Opinion* (de Lyon) du 15 février 1911.

de fer, de la voie dont l'accès était autorisé tacitement (1).

Il en est ainsi, même quand l'ouvrier effectuait au dehors une course ordonnée par son patron mais n'ayant aucun rapport avec l'exploitation (2).

Cependant, nous l'avons vu, l'ouvrier qui, ayant à affectuer une livraison, procède, sur la demande du client, à un travail supplémentaire (descente en cave d'un fût, pose d'une table en ciment) alors que son patron ne l'y avait point autorisé et n'a point profité du travail ainsi effectué, est sans droit contre lui (3).

#### § 5. — EVALUATION DU DOMMAGE ET FIXATION DE L'INDEMNITÉ (art. 3)

On s'est demandé si le juge devait considérer la capacité de travail professionnelle de l'ouvrier ou sa capacité physiologique.

En général c'est la première thèse qui a triomphé (4), mais avec certains tempéraments. C'est

---

1. Paris, 7<sup>e</sup> ch., 30 avril 1912. *Rec. Acc. Trav.*, juin 1912. — Cass. civ., 17 juillet 1907. — *Cons. des Assur.*, 13 avril 1908.

2. Cass. Req., 28 juin 1911. *Cons. des Ass.*, 19 octobre 1911.

3. Cass. civ., 5 déc. 1910. *Gaz. Pal.*, 1-3 janvier 1911. — 10 mars 1913. *Gaz. Pal.*, 22-25 mars 1913. sur pourvoi admis par la Ch. des Req. contre un arrêt de Paris, 7<sup>e</sup> Ch., rendu dans ce sens le 3 juillet 1911 et dont on trouvera le texte dans le *Journal des assurés* du 16 nov. 1911 avec une note.

4. Nancy, 18 décembre 1912. *Gaz. Pal.*, 30 janv. 1913.

ainsi que l'on ne conclut à l'incapacité permanente totale que s'il y a pour la victime impossibilité de se livrer à aucune autre profession (1).

Mais qu'est-ce qu'une diminution de capacité ?

On a soutenu que toute lésion corporelle, même la plus légère (par exemple une perte de substance, l'ablation d'une petite quantité de chair à la pulpe d'une phalangette) diminue « l'intégralité physiologique » de la victime et, par suite, sa capacité de travail. D'autres ne tiraient une pareille conclusion que d'une lésion squelettique (ablation d'une partie de phalangette par exemple).

Cette théorie paraît bien avoir joui d'une certaine faveur, du moins dans le début, au ministère du Travail.

Elle a été non moins bien accueillie, tout d'abord, par les tribunaux, on a vu l'orchite traumatique simple et l'ablation subséquente d'un testicule considérés comme infirmité permanente partielle et donner lieu à l'allocation d'une rente.

Puis, on en vint peu à peu à admettre un système moins rigide (2).

Dès lors se trouvait posée la question importante des « petites infirmités ».

---

1. V. sur ce point Cass. Req., 9 nov. 1909. *Gaz. Pal.*, 5 janvier 1910. — Sachet *op. cit.*, I, 526. — Loubat, *op. cit.*, 885. — Exemples : Besançon, 28 fév. 1900. D. P. 1900, I, 228 et Paris 16 fév. 1901. D. P. 1901, II, 457.

2. Cass., civ., 8 mai 1912 : *Mon. Comm. et Ind.*, 1<sup>er</sup> octobre 1912.

Les conséquences du premier système n'avaient pas tardé, en effet, à devenir choquantes; nombre d'ouvriers, après s'être vu attribuer une rente, continuaient à travailler, comme si rien n'était, avec un salaire égal (1).

On se demanda alors s'il fallait allouer une rente, même quand l'incapacité de travail était minime (5 o/o par exemple).

Ainsi posée, la question ne pouvait recevoir qu'une réponse négative. La loi, en effet, est formelle, et les travaux préparatoires ne laissent aucun doute sur les raisons auxquelles ont obéi ses auteurs; on ne pouvait, pour décider s'il y avait ou non incapacité, prendre pour criterium le maintien du salaire; car il aurait dépendu de la générosité du patron,

---

1. En Allemagne, les abus ont atteint un développement tel qu'ils ont eu un écho retentissant dans la presse et au Landtag prussien. MM. Schröder, Schmedding, Kiltzing, Hirsch et M. de Posadowsky lui-même ont constaté le mal. Beaucoup ont demandé alors que la loi consacraît l'usage adopté presque partout sur ce point et qui consiste à n'attribuer aucune rente, en cas d'incapacité non supérieure à 13 1/2 o/o.

Il est juste de dire qu'il s'agissait des exploitations agricoles où, faisait-on observer avec raison, un ouvrier a moins besoin de toute son adresse, de tous ses moyens, pour effectuer les travaux dont il est chargé. On a appelé les petites rentes ainsi accordées sans raisons pratiquement suffisantes, des rentes de cabaret « schnapsrenten » V. sur ce point Ed. Fuster, *les accidents du travail et l'expérience allemande*, dans le *Bulletin des Ass. Soc.* avril 1908; le discours très intéressant de M. Posadowsky a été traduit et publié par le même dans le *Bull. du Com. Perm. des Cong. Intern. des Acc. du Trav.*, année 1905.



nécessairement précaire, qu'un blessé reçût ou non une rente, et celui-ci se serait trouvé forclos une fois expiré le délai de révision (trois ans) (1).

Mais rien ne s'oppose à ce que l'on constate qu'une lésion, même squelettique, peut n'avoir, en fait, aucune conséquence appréciable sur la capacité du travail d'un blessé. C'est une question d'espèce, un fait que les tribunaux apprécient souverainement (2).

C'est parce que ceux-ci ont souvent confondu, dans la pratique, les deux idées (3) que nous venons d'exposer qu'on a pu relever, bien à tort, dans la jurisprudence de la Cour de Cassation, une contradiction qui en est, au contraire, absolument absente (4).

Mais, en revanche, on a jugé qu'il n'y avait pas lieu, lorsqu'on évalue la diminution de capacité provenant d'un accident, d'écarter la part de cette diminution

---

1. Cass. civ., 20 mars 1912. *La Semaine*, 24 mars 1912; — 10 mars 1913 (3 arrêts). *Gaz. Pal.*, 29 mars — 1<sup>er</sup> avril 1913; — 14 mai 1912. *Rev. des ass. mut.*, septembre, octobre, novembre 1912.

2. Rouen 1<sup>re</sup> Ch. 8 juin 1912 *Rec. Ac. Trav.* Nov. 1912. — Nancy 2<sup>e</sup> Ch. 3 octobre 1911 *Rec. Ac. Trav.* déc. 1912 n. 6. — Cass. Civ. 8 mai 1912 précité et Cass. Req. 11 nov. 1912. *Jour. des assurances* du 1<sup>er</sup> avril 1913. p. 182.

3. V. d'une part, Douai 5 avril 1909 *l'Assur. Mod.* 15 8 <sup>brc.</sup>, 1909 et d'autre part, Nancy 1<sup>re</sup> Ch. 19 juin 1911. *Gaz. Pal.* 10 8 <sup>brc.</sup>, 1911; — Chambéry 3 et 10 février 1909 *Assur. Mod.* 15 octobre 1909. — Cass. Req. 20 février 1911. *Gaz. Pal.* 3 mars 1911.

4. V. Cass. civ. 8 mai 1912, D. 1912-1-361 avec note signée Dupuich.

qui pourrait incomber à une morbidité antérieure (1). Mais non pas si l'accident a seulement hâté l'évolution de la maladie (2).

Enfin, la loi a prévu avec raison que la gêne plus ou moins considérable qui, dans les premiers mois surtout, est la conséquence de toute amputation, de toute ankylose, etc... pourrait, avec le temps, la mécanothérapie, les massages et la rééducation, s'atténuer dans une large mesure (accommodation). Elle a prévu aussi que l'état d'une maladie pourrait s'aggraver ; c'est pourquoi elle a admis la possibilité de la revision. Le délai est assez court : trois ans. Cette brièveté se justifie par des raisons économiques et médicales qui tombent sous le sens.

Au sujet de l'incapacité temporaire, on a fait remarquer avec juste raison que si l'ouvrier est hospitalisé, il est logé et nourri à l'hôpital ; ces frais d'entretien étant à la charge du patron, il serait juste de déduire, pendant tout le temps de l'hospitalisation, de l'allocation journalière qui continue à lui être due, la valeur de ces frais d'entretien. Il a été objecté (3) que les termes formels de la loi ne le per-

---

1. Cass. Req. 12 avril 1907. *Rev. des Ass.* 9 janv. 1906 et Ch. Civ. 28 mai 1910. *Gaz. Pal.*, 3 juin 1910.

2. Paris 7<sup>e</sup> Ch. 28 novembre 1911. *Arg. des Ass.*, 19 octobre 1912 et au sujet de l'alcoolisme, Trib. Nice 16 février 1909. *Rec. Ass.* 1910-52.

3. Cass. civ., 23 juillet 1912. *Rec. Acc. Trav.*, nov. 1912 et *Gaz. Pal.*, 15 nov. 1912. — 29 nov. 1911, *Arg. Ass.*, 2 fév. 1913.

mettent point (V. art 3 § 4 et art. 4 § 3). L'objection paraît décisive.

Les ascendants doivent faire la preuve qu'ils étaient à la charge du blessé décédé. La jurisprudence, avec raison, prend le mot dans son sens précis et analyse avec beaucoup d'attention l'importance et la destination des ressources reçues par les ascendants (1).

#### § 6. — SALAIRE DE BASE

Le salaire ne sert intégralement de base que jusqu'à concurrence de 2.400 francs. Le surplus, avant d'entrer en ligne de compte, doit être réduit au quart de sa valeur. Nous avons vu les motifs de cette sage disposition (2).

---

1. V. Rouen, 2<sup>e</sup> Ch., 13 juillet 1907. *Journ. des Assur.*, 1<sup>er</sup> mars 1908. — Lyon, 16 juin 1909. *L'Opinion* du 15 avril 1911. — Nancy, 9 juillet 1909. *Ibid.* — Bordeaux, 27 oct. 1910. *Gaz. Pal.*, 30 avr. 1<sup>er</sup> mai 1911. — Lyon, 13 juillet 1911. *Gaz. Pal.*, 29 janvier 1912.

2. On a opposé le paragraphe 2 de l'article 2 au paragraphe 3 de l'article 3 pour soutenir que cette réduction ne devait être opérée qu'à la charge du blessé lui-même, non à celle de ses ayants-droit. Ce système qui avait été adopté par la Cour de Paris dans un arrêt retentissant a été abandonné par elle presque aussitôt, pour des motifs excellents : 9 juillet 1912. *Gaz. pal.*, 23 janvier 1913.

La Cour de cassation a approuvé cette sage retraite (Ch. civ., 30 décembre 1912. *Rev. des Ass. Mut.*, mars 1913).

De quoi se compose le salaire ?

De tout ce qui, en nature et en argent, constitue la rémunération du travail fourni par l'ouvrier effectivement reçue par lui (art. 10) (1).

En nature, avons-nous dit : le logement, la nourriture, le prix des fournitures d'instruments de travail (lorsque les sommes représentatives de ces fournitures ont été retenues sur le salaire) doivent être comprises dans le salaire pour leur valeur.

Les pourboires reçus des clients sont également compris quand ils entrent en ligne de compte dans la fixation du salaire au moment où l'ouvrier est embauché (2), autrement non.

Les gratifications données par le patron, même en raison de circonstances exceptionnelles et particulières, sont aussi comprises du moment qu'elles rémunèrent un travail (3).

Il n'est pas jusqu'aux frais de déplacement qu'on n'y ait fait rentrer (4), à tort croyons nous, quand ces frais ne représentent que le remboursement des dépenses effectivement avancées par l'ouvrier.

---

1. Cass. req., 23 mars 1908. *L'opinion* (de Lyon) du 15 septembre 1910.

2. Cass. req., 21 décembre 1909. *L'Ass. Mod.*, 15 fév. 1911, et Poitiers, 4 nov. 1912. *Cons. des Assur.*, 17 avril 1913.

3. Cass. civ., 3 août 1909. *Arg. des Ass.*, 10 octobre 1909.

4. Limoges, 15 décembre 1905. *Com. des Houil. Ball. de Jur.*, n° 307, 1<sup>er</sup> mars 1907. — Cass. civ., 5 avril 1909. *Arg. des Ass.*, 11 avril 1911.

Mais on a exclu, avec raison, du salaire, les primes de secours de famille, proportionnelles au nombre des enfants (1).

La même exclusion a frappé jusqu'ici le bénéfice réalisé par l'ouvrier en dehors de l'entreprise qui l'a embauché, lorsqu'il s'agit d'une entreprise où le travail est continu. Toutefois la Chambre civile de la Cour de cassation aura à se prononcer sur ce point prochainement en ce qui concerne un ouvrier de culture qui exploite lui-même, d'autre part, un petit bien et en retire un profit (2).

Le salaire effectivement reçu, cela s'entend sans peine d'un ouvrier occupé depuis des années, régulièrement, dans l'entreprise, mais il n'en est pas toujours ainsi.

La loi règle les divers cas qui peuvent se présenter (art. 3 § 4 et 6 ; art. 8 et 10).

Il faut distinguer entre les cas d'incapacité temporaire et ceux d'incapacité permanente ou de mort.

Dans le premier cas, l'allocation journalière (demi-salaire) est calculée sur le salaire quotidien touché au moment de l'accident ; si ce salaire est variable, sur le salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident.

Pour parvenir à cette moyenne, on additionne les

---

1. Trib. Chartres, 11 avril 1906. *Ibid.*

2. V. Nancy, 21 décembre 1905. *Ibid.* — Cass. req., 8 janv. 1913. *Rec. Acc. Trav.*, mars 1913, p. 433.



sommes reçues par l'ouvrier pendant ledit mois et on divise ce total par 30. Le quotient constitue le salaire de base (1).

Quelques juges de paix ont trouvé plus juste de retenir comme salaire de base, en cas de travail discontinu, le salaire moyen des journées de travail effectif pendant le mois qui a précédé l'accident. C'est-à-dire qu'ils divisent le total des sommes reçues non pas par 30 mais par le nombre de journées de travail (7, 10, etc.). Comme, dans les cas que nous avons examinés, le salaire était précisément d'autant plus élevé que le travail était discontinu, l'allocation journalière était égale au salaire réel moyen.

Le résultat fut tel que, dans l'entreprise d'où dépendaient les blessés, le nombre des accidents par rapport au personnel employé et au travail effectué s'accrut, de 1904 à 1907, de 678 0/0. (En 1904, 47 accidents ; en 1906, 186 ; dans le premier semestre de 1907, 183). Le total des indemnités versées s'accrut pendant le même temps de 1.608 0/0, passant de 3.177 fr. 80 en 1904 à 35.601 fr. 95 en 1907 (2).

Les rentes, au contraire, sont basées sur le salaire reçu par l'ouvrier pendant les douze mois qui ont précédé l'accident (art. 10).

---

1. Cass. civ., 16 fév. 1910. *Gaz. Pal.*, 19 mars 1910.

2. V. l'intéressant article paru à ce sujet dans *l'Arg. des Ass.* du 12 janv. 1909.

S'il est embauché depuis moins de douze mois, on ajoute, pour le surplus, au salaire reçu par lui le salaire moyen des ouvriers de même catégorie pendant la période écoulée jusqu'à son entrée (1).

Si le travail n'est pas continu, on ajoute au salaire reçu pendant la période d'activité le gain réalisé par l'ouvrier pendant le reste des douze mois.

En cas de chômage exceptionnel et indépendant de la volonté de la victime, il est fait état du salaire moyen qui eût correspondu à ce chômage (art. 10 § 2, 3 et 4). Les chômages exclus, a-t-on prétendu, sont ceux uniquement imputables aux mauvaises dispositions et aux habitudes vicieuses de l'ouvrier, à sa paresse ou à son incurie (2) ; on y ajoute cependant le chômage légal : jours de repos hebdomadaire et fêtes légales (3).

Bien entendu, la « discontinuité » dont parle le paragraphe 3 de l'article sus-visé est celle qui tient à la nature et au fonctionnement de l'industrie (sucre-rie, distillerie agricole, battage, vinification, etc.) et non à la nature ou à la durée du contrat de louage intervenu entre le patron et l'ouvrier (4).

---

1. V. sur ce point, l'arrêt suivant : Cass. civ., 11 juin 1912. *Jour. des Ass.*, 1<sup>er</sup> février 1913.

2. Chambéry, 13 avril 1910. *Ass. mod.*, 30 nov. 1911.

3. Nîmes, 25 avril 1911. *La Semaine*, 19 nov. 1911.

4. Nîmes, 27 décembre 1909. *Gaz. Pal.*, 22 juillet 1910.

## § 7. — TRAITEMENT MÉDICAL

La loi met à la charge du chef d'entreprise la totalité des frais de médecin, de pharmacien et d'hôpital (art. 4).

La victime peut choisir elle-même son médecin et son pharmacien. Dans ce cas, le chef d'entreprise n'est tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que dans les limites d'un tarif arrêté par le ministre du Travail (art. 4).

Ce tarif, arrêté pour la première fois le 30 sept. 1905 et communément nommé « Tarif Dubief » (du nom du ministre d'alors), a été révisé en 1912 en ce qui concerne les frais pharmaceutiques seulement : ceux-ci n'ont d'ailleurs donné lieu, semble-t-il, à aucune difficulté importante.

Les frais sont dus par le patron depuis la date de l'accident jusqu'à la guérison ou jusqu'à la consolidation de la blessure ; ceux qui seraient exposés ensuite restent à la charge de la victime (1).

A propos de ce tarif, une question de principe s'est posée : est-il limitatif ? et, en conséquence, faut-il décider que tous les soins qui n'y sont pas prévus, mais qui cependant peuvent être exigés par l'état

---

1. Nancy, 1<sup>re</sup> chambre, 20 novembre 1912. *Rec. Acc. Trav.*, mars 1913, p. 432

du blessé (tels que bains sulfureux, par exemple), ne sont pas dus par le patron ?

Non, a répondu la Cour suprême ; le tarif « laisse en dehors de ses prévisions les différents moyens curatifs qui, ordonnés par le médecin traitant, ne sont cependant pas mis en œuvre par lui-même et ne nécessitent pas non plus l'intervention du pharmacien (1) ».

Les tribunaux apprécient alors souvenairement le fondement des réclamations et leur valeur (2).

Notamment, le prix des massages est dû par le chef d'entreprise, mais seulement s'ils ont été ordonnés par le médecin et effectués par un spécialiste (même arrêt).

Quant aux frais d'hospitalisation, ils ne peuvent excéder 4 francs par jour pour Paris et 3 fr. 50 partout ailleurs.

On s'est demandé si le mot « hospitalisation » s'applique seulement au séjour et au traitement effectués dans les hôpitaux publics, ou s'il comprend même les établissements privés (cliniques, maisons de santé, etc.).

On infère généralement du silence gardé par le législateur au sujet de ces derniers, silence qui serait

---

1. Cass. civ., 16 mai 1911. *Gaz. Pal.*, du 14 juin 1911 avec notes contenant d'utiles références.

2. Cass. civ. 21 décembre 1909. *Gaz. Pal.* 1910. 1. 101.

inexplicable s'ils avaient été visés, qu'on a entendu les exclure (1).

La loi confère-t-elle l'action en paiement des frais de traitement contre le patron au blessé seulement, ou bien même aux créanciers du blessé (médecin, pharmacien, etc.)?...

Il paraît bien que le blessé seul peut exercer cette action contre le patron, puisqu'elle est fondée sur le risque professionnel et qu'elle prend sa source dans le contrat de travail.

Il s'ensuit que toute personne qui accomplit une prestation ayant pour objet le traitement d'un blessé et nécessitée par les circonstances (blessé recueilli dans une auberge, opéré d'urgence par un médecin qui passait par hasard, etc.) ne peut se faire rembourser que par la victime ; or, celle-ci est généralement insolvable.

Les tribunaux ont tourné la difficulté : ils admettent, en pareil cas, que le tiers qui est intervenu est un *negotiorum gestor*, ayant agi pour le compte du patron contre lequel il est ainsi fondé à se retourner (2).

Les difficultés auxquelles a donné et donne encore lieu le traitement médical sont trop connues pour

---

1. V. Réf. utiles du *Moniteur du Com. et Ind.*, 16 août 1911.

2. Trib. civ. de Maubeuge, 2 déc. 1908. *Assur. mod.*, 19 mars 1910. — Cass. civ., 22 mars 1909 et Cass. req., 28 février 1910, *Arg. Assur.*, 19 mai 1910.



que nous les passions complètement sous silence (1).

Nous n'en parlerons cependant qu'avec la plus grande réserve. Ce modeste travail ne devant accueillir aucun écho des polémiques quelquefois un peu vives qui se sont élevées à ce sujet.

Notons seulement qu'on ne saurait parler, en cette matière, du « corps médical ». A la vérité, celui-ci paraît divisé.

La campagne est menée par quelques syndicats médicaux qui sont loin de grouper la majorité des médecins; elle est désapprouvée nettement par beaucoup d'entre eux. D'ailleurs, les abus incontestables qui se sont produits (2) ne sont le fait que d'un nombre relativement restreint de praticiens. Mais l'espèce d'impunité dont ils ont joui longtemps paraît en avoir considérablement accru l'importance.

Le tarif Dubief est dit, assez improprement, « à la visite » c'est-à-dire qu'il fixe le prix de chaque « acte » médical. Il n'en limite le nombre ni par accident, ni par catégorie ou nature d'accidents.

Un médecin peut donc observer le tarif et, en multipliant la quantité des visites, pansements, mas-

---

1. V. interventions et rapports au Congrès des accidents du travail de Rome (1904) de MM. Millerand, chef de la délégation française, Villemin, Mayen et G. Paulet. — Les abus se sont produits, aussi graves, à l'étranger, notamment en Allemagne, en Italie, en Hollande, etc., V. *l'Aide sociale*, 1908, p. 142, 347, 469, et 585.

2. V. Beaumont, *les Acc. du Trav.*, étude critique, 2<sup>e</sup> édition, 1904, éditée par le *Mon. des Ass.*, 16, rue Milton.

sages et interventions de toutes sortes, élever le montant de la note autant qu'il lui plait. Il faut reconnaître qu'on a été parfois fort loin dans cette voie. On a vu s'aligner des centaines de mètres de flanelle et de toile à pansement, le coton hydrophile s'entasser par kilos et ce, pour les accidents les plus bénins (1). On a vu les visites, les pansements, les massages se multiplier avec une inconcevable aisance ; il fallut, à la fin, que les tribunaux se décidassent à intervenir et à exercer un droit de contrôle qui semblait près de tomber en désuétude (2).

Il était temps. Déjà, tant à Paris que dans les grandes villes de province, on avait vu se fonder et prospérer des « cliniques spéciales pour les accidents du travail », établissements dans lesquels l'exploitation (dans toute la force commerciale du mot) des accidents semble avoir atteint les derniers perfec-

---

1. V. notamment *Revue des Ass. mut.*, janv. 1908, p. 17 et suiv.

2. V. notamment à titre d'exemples réellement caractérisés : Trib. de Paix de Paris, XIV<sup>e</sup>, 16 nov. 1907. *Arg. des Ass.*, 24 nov. 1907. — XIV<sup>e</sup>, 27 sept. 1907. *ibid.* — De Roubaix et Bordeaux dans *Mon. Com. et Ind.*, 15 nov. 1907. — De Villeurbanne du 12 déc. 1911. *Arg. Ass.*, 1<sup>er</sup> sept. 1912. — De Lyon, *Gaz. pal.*, 22 juin 1912 et *Bulletin chirurgical des Acc. du Trav.*, du 1<sup>er</sup> janv. 1913. — De Nîmes, 2<sup>e</sup> C., 14 janv. 1912. *Rec. Acc. Trav.*, déc. 1912. — De Nogent-sur-Marne, 10 nov. 1911. *Gaz. Pal.*, 18 janv. 1912. — Trib. civ. de Lyon, 12 mars 1912. *La Loi* du 19 juill. 1912. — De Lille (2<sup>e</sup> Ch.), 24 nov. 1908. *Arg. des Ass.*, 17 janv. 1909; — 11 fév. 1908. *Rev. des Ass. Mut.*, 1908, p. 423. — Cass. req., 9 avr. 1910. *Arg. Ass.*, 4 sept. 1910. — V. la collection du *Bulletin chirurgical des Accidents du travail*, notamment, 1<sup>er</sup> mai 1913.

tionnements : registre de visites signé d'avance par la victime (1) et le reste. On vit même des médecins pousser le goût du dévouement envers les blessés du travail à un point tel que tout client qui se présentait recevait premièrement une prime de 5 francs « pour ses frais de déplacements » et deuxièmement la promesse (religieusement tenue) de nouvelles primes de 5 francs chacune par chaque « camarade » amené (1).

Il fallut sévir (2). On se trouvait en présence d'une situation si fortement établie, déjà si développée, qu'elle ne paraît pas avoir autrement souffert des indiscreètes interventions de la justice.

Au Congrès de Toulouse, M. Griffuelhes, sommé de s'expliquer sur sa gestion financière, se plaignait d'avoir été joué par les médecins qui dirigent le

---

1. En 1911 encore, ces cliniques soignaient à Paris la moitié des blessés. V. Delmas, *Déformation de la loi de 1898*, dans le *Bull. Ass. Soc.*, août 1912. — Cette prime offerte aux blessés a été approuvée par le rapporteur au Congrès des Praticiens tenu à Paris en 1907; mais le Congrès a refusé de suivre son rapporteur et a blâmé formellement ce procédé. V. *Bull. médic. des Acc. du Trav.*, 8 août 1907; les Tribunaux ont manifesté une égale réprobation: Trib. corr. Seine, 9<sup>e</sup> Ch., 23 août 1912, *le Matin*, 24 août 1912.

2. V. notamment : Trib. de Paix de Paris, XV<sup>e</sup> arrondissement, 14 nov. 1912. *L'Ass. Mod.*, 31 janvier 1913. — De Saint-Denis, 19 avril 1912. *Rec. Acc. Trav.*, nov. 1912. — Trib. civ. Seine, 4<sup>e</sup> Ch., 1<sup>er</sup> juillet 1912. *Ibid.* — Trib. Corr. Seine, 10<sup>e</sup> Ch., 24 mai 1909 et 8<sup>e</sup> Ch., 27 mai 1908. *Arg. Ass.*, 1908, p. 487. — Cour d'Agen sur renvoi de Cass. de Bordeaux dans *Gaz. Pal.*, 4 mars 1911.

service chirurgical mis à la disposition des blessés du travail par la Confédération générale du Travail : ils ne remettent à la C. G. T. que 25 o/o des bénéfices qu'ils réalisent, tandis que d'autres versent aux organisations ouvrières 50 o/o. M. Griffuelhes s'excusait de l'avoir su trop tard (1).

Ce sont là des faits exceptionnels sans aucun doute mais d'une certaine importance toutefois.

Dans une mesure plus restreinte, d'autres médecins ont cherché à éluder ou à éviter le tarif Dubief (2). Dans maintes localités, dans quelques départements même, des groupements syndicaux ont mis tout en œuvre pour imposer aux chefs d'entreprise le tarif de leur choix (3). On en a vu aller jusqu'à organiser la grève médicale pour contraindre les patrons à en passer par leurs exigences ; on parle même, dans certains milieux, d'une grève générale des médecins affiliés (4). \*

A la Commission prévue par la loi pour la révision du tarif, toutes les tentatives faites pour arriver à une entente ont échoué : il a fallu modifier la composition

---

1. *Le Matin*, 6 octobre 1910.

2. *Journ. de l'Assureur et de l'Assuré*, 31 juillet, 5 août 1910.

3. V. toute la collection du *Concours médical et du Droit médical*, et aussi, *Bull. union synd. méd. de France*, 28, rue Serpente, 16 fév. 1913.

4. V. *le Concours médical*, 16 février 1913 ; *L'Écho de Paris* du 30 janvier 1908 ; *Bull. off. union synd. méd. de France*, 16 fév. 1913.

primitive de la Commission par l'introduction d'un nombre imposant d'« indépendants » pour arriver à rendre possible la constitution d'une majorité. La mesure est trop récente pour avoir pu encore produire ses effets (1). Il est permis de se demander si la Commission ne devra pas se résoudre finalement à élaborer un tarif forfaitaire. Si large qu'il soit, il vaudrait mieux que le tarif actuel et il éviterait ainsi le remède, infiniment plus rude, auquel conduirait nécessairement un jour l'état de choses actuel : la suppression du libre choix (2).

#### § 8. — PROCÉDURE. — REVISION

1° *Instances*(art. 15-16 et 17).— La loi dit que d'une façon générale, les instances relatives à ses dispositions seront jugées comme affaires sommaires.

Elle rend le juge de paix compétent en dernier ressort, quel que soit le chiffre de la demande, en matière d'allocation temporaire et, en premier ressort,

---

1. Elle est fort mal accueillie par les opposants. V. *Concours médical*, 28 août 1912.

2. En Belgique, le libre choix est supprimé quand il y a convention contraire préalable entre l'employeur et son personnel ; il l'est également quand l'employeur a installé un service médical fonctionnant à sa seule charge. Loi du 24 déc. 1903, art. 5. — V. contre le libre choix : D<sup>r</sup> Van Trooyen, dans *l'Aide Sociale*, 30 juin 1910. V. Augagneur, député du Rhône, dans *la Grande Revue*, 10 nov. 1912.



quel que soit leur chiffre (au-dessus de 300 francs) en matière de frais médicaux et pharmaceutiques. Ses décisions ne sont susceptibles de pourvoi en cassation que pour excès de pouvoir, et pour violation de la loi seulement en matière d'indemnité journalière (1).

Elle réduit les délais d'opposition et d'appel et fixe à une année le délai de prescription de l'action en paiement d'indemnité même contre les départements et les communes (art. 18).

2° *Préliminaires* (art. 11 à 14 et 16). — La loi institue en outre une procédure particulière dont voici les points importants.

La déclaration de l'accident à la mairie est obligatoire avec sanctions (art. 14) pour le patron (art. 11); elle est transmise par le maire au juge de paix qui, si l'accident paraît devoir entraîner une infirmité permanente ou la mort, procède à une enquête et transmet le dossier au Président du tribunal civil. Celui-ci convoque les parties devant lui; si elles sont d'accord, il constate cet accord, qu'on a qualifié de « contrat judiciaire »; sinon, il constate la « non

---

1. On ne saurait admettre que, par analogie avec l'allocation journalière, les décisions relatives aux frais médicaux soient susceptibles de pourvois pour violation de la loi. Elles ne le sont que pour excès de pouvoir. V. Cass. civ., 3 janv, 1911. *Rec. Acc. Trav.*, 1911, p. 180.

conciliation » et les renvoie à se pourvoir aux termes d'une ordonnance que l'on considère généralement comme un acte de juridiction gracieuse.

3° *Revision* (art. 19). — Enfin la loi prévoit l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité de la victime et, à cet effet, a organisé une procédure de revision rapide, qui s'ouvre par une déclaration au greffe et saisit le Président du tribunal, puis en cas de désaccord, le tribunal comme il est dit ci-dessus.

Le délai de revision est de trois ans.

4° *Assistance* (art. 22). — Enfin l'assistance judiciaire est accordée de plein droit au blessé, devant le juge de paix et le tribunal de première instance ; elle est étendue aussi à l'acte d'appel ; pour le surplus de la procédure d'appel, le blessé doit la demander, mais il est dispensé de justifier de son indigence (art. 22, modifié par la loi du 17 avril 1906).

## § 9. — LES GARANTIES

Les garanties organisées par la loi sont de plusieurs sortes :

1° D'abord la loi exige des sociétés d'assurance la constitution d'un cautionnement, les soumet à un contrôle officiel et leur impose l'insertion dans leurs statuts ou dans les conditions générales de leurs

polices de certaines clauses ; elle prévoit des organismes spéciaux : les syndicats de garantie, sortes d'associations de garantie mutuelle comportant, en ce qui concerne le paiement des rentes, l'obligation solidaire de tous leurs adhérents (art. 27 ; décrets des 28 février 1899, 27 décembre 1906 ; arrêtés du 29 mars et 5 mai 1899).

2° En second lieu, elle étend à la créance du blessé le bénéfice du privilège de l'article 2102 du Code civil où cette créance est inscrite sous le n° 6.

3° En cas d'insolvabilité du débiteur, patron ou assureur, elle assure le paiement au moyen du fonds national de garantie, constitué par quatre centimes additionnels ajoutés au principal de la patente (1) de tous les chefs d'entreprise assujettis (sauf les mines qui, elles, sont astreintes à payer une taxe de 5 centimes par hectare concédé) et géré par la Caisse nationale des retraites.

## § 10. — CARACTÈRE GÉNÉRAL DE LA LOI

Elle est d'ordre public : en conséquence, toute convention contraire est nulle, de nullité absolue ou dirimante. C'est-à-dire que la nullité peut toujours

---

1. Ce système avait été inventé, croyons-nous par la Chambre de commerce de Charleville et fut repris par M. Prévot au Sénat, *V. Jour. off.*, 28 nov. 1895, p. 984 et 985. Cette contribution a été fixée pour 1913. à 0,018 et 0,072. (Décret du 26 avril 1913).

être invoquée et qu'elle doit être prononcée par justice en tout état de cause, même au profit de la partie défaillante.

La convention contraire est nulle même si elle a été conclue postérieurement à l'accident. Le juge peut juger *ultra petita* car il doit appliquer la loi dans tous les cas (1).

La victime n'a contre le chef d'entreprise aucune autre action que celle qu'il tire de notre loi (art. 2). Il en est de même de ses ayants droit. Il s'ensuit que ceux de ses héritiers qui n'ont droit à aucune rente (les collatéraux par exemple), ne pouvant même pas invoquer contre le patron du défunt l'action de l'article 1382, sont sans droit contre lui (2).

Les indemnités sont incessibles et insaisissables (art. 3, 15<sup>e</sup> alinéa); elles sont non pas « alimentaires » mais « forfaitaires ». En conséquence, l'indemnité journalière est due même au blessé incarcéré ou appelé sous les drapeaux (3).

Bien entendu, le blessé ne doit contribuer en rien au paiement des primes d'assurances; le patron doit supporter seul la charge de la loi et la supporter intégralement sauf l'exception prévue aux articles 5

---

1. Cass. civ., 22 décembre 1909.

2. Bordeaux, 14 mai 1907. *Jour. des Ass.*, 1<sup>er</sup> mars 1908.

3. Trib. Paix du VIII<sup>e</sup> arr. de Paris, 27 avril 1911. *Gaz. Pal.*, 9-12 septembre 1911, avec note et nombreuses références.

et 6. C'est pourquoi la victime peut cumuler les rentes de la loi avec les retraites patronales, sauf si celles-ci ont été constituées sans prélèvement sur le salaire ou d'une façon générale sans aucune contribution de l'ouvrier (1).

---

1. Cas. civ., 10 novembre 1909. *Gaz. Pal.*, 19 novembre 1909. — 20 décembre 1910. *Gaz. Pal.*, 14 janvier 1911. — 4 juillet 1911. *Arg. Ass.*, 16 novembre 1911. — 15 juillet 1907. *Jour. des Ass.*, 1<sup>er</sup> janvier 1908. — 8 mai 1912. *Ibid.*, novembre 1912.





## CHAPITRE II

LA LOI D'EXTENSION DU 12 AVRIL 1906.

---

Nous ne parlerons pas des lois modificatives du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905, car nous avons fait état, dans l'étude de la loi de 1898, du texte tel qu'il a été amendé par elle.

Nous ne ferons également que mentionner ici la loi du 12 avril 1906 qui a étendu les dispositions de la loi du 9 avril 1898 « à toutes les exploitations commerciales » (art. 1<sup>er</sup>). Nous en avons également fait état quand nous avons étudié le champ d'application de la loi de 1898.

Il sied cependant de dire quelques mots d'une difficulté qui se présente en ce qui concerne les exploitations assujetties. Que doit-on penser des coopératives de consommation ? Ce sont des sociétés civiles, mais elles achètent pour revendre et, par là, rentrent dans la définition des exploitations *commerciales* telles que la Cour de cassation, — nous l'avons vu — l'a établie quand elle a été amenée à les distinguer des entreprises *industrielles*.

Mais elles ne vendent qu'à leurs membres, c'est-à-dire qu'en réalité elles ne revendent pas. Ce sont des groupements de consommateurs qui se réunissent pour acheter en commun, et par conséquent à meilleur compte, des objets qu'ils consomment. Ce n'est donc pas un acte de commerce.

Elles ne doivent donc pas être assujetties.

En vain a-t-on objecté :

Qu'elles ont une personnalité distincte de celle de leurs membres ; détail sans portée puisque cette personnalité distincte appartient aussi bien aux sociétés civiles qu'aux sociétés commerciales.

Qu'elles distribuent des répartitions à leurs porteurs de parts ; faits qui n'ont aucune influence sur leur nature juridique ;

Que leurs magasins et entrepôts ont, au moins pour certaines d'entre elles, une importance considérable ; mais l'importance des magasins et entrepôts est un fait qui n'a jamais été pris en considération par la loi de 1898 ni par celle de 1906 ;

Qu'elles sont assujetties à la patente ; simple mesure fiscale, qui frappe bien d'autres non-commerçants (par exemple les avocats) et ne saurait suffire à leur conférer le caractère de commerçants (1).

---

1. Cass. civ., 21 nov. 1911. Soc. de Cons. de l'Est contre Vve Traxelles. *L'Opinion* (de Lyon), 15 sept. 1912 et S. 1912.1.25.

Nous retiendrons principalement les dispositions de l'article 4 relatives à l'alimentation du fonds de garantie, parce qu'elles fournissent une contribution utile à l'étude de cette même question que nous aborderons lorsqu'elle se posera pour les exploitations agricoles.

La taxe établie par la loi du 9 avril 1898 a été réduite de 4 centimes  $1/2$  à 1 centime  $1/2$  pour « les exploitations exclusivement commerciales y compris les chantiers de manutention ou de dépôt » (art. 4 § 2).

Nous ne savons quelle pudeur a empêché la commission et la Chambre elle-même d'adopter pour ces exploitations le système infiniment plus rationnel qui a été vigoureusement soutenu lors de la discussion par M. P. Beauregard et dont la base a seulement été retenue en ce qui concerne les exploitations autres que celles désignées au paragraphe que nous venons de voir.

Il consiste à écarter la patente, base irrationnelle parce qu'elle n'a aucun rapport avec la valeur du risque, pour y substituer cette même valeur du risque exprimée par la prime d'assurance; c'est une contribution proportionnelle à cette prime, et déterminée suivant les besoins, tous les cinq ans, par la loi de finances, que doivent payer ces exploitations.

Quant à celles d'entre elles qui ne sont pas assu-

rées, on leur a infligé un troisième système (1). Il aurait été plus simple de leur appliquer le même, en se basant sur la prime partielle dont parle l'article 6-3<sup>e</sup> du décret du 28 février 1899 (pour l'exécution de l'article 27 de la loi de 1898) et fixée par les arrêtés ministériels du 30 mars 1899 (2) et des 28 novembre 1906 et 28 décembre 1908.

On a préféré leur imposer une contribution proportionnelle à l'importance des capitaux constitutifs des rentes mises à leur charge et fixée tous les cinq ans, aussi par la loi de finances, dans les mêmes conditions que précédemment.

---

1. L'idée d'imposer l'alimentation du fonds national de garantie aux seuls non assurés avait été émise et soutenue en excellents termes, par M. Silhol au Sénat. V. Débats parl. Sén., 28 nov. 1895, p. 1896; M. Prévet s'y était rallié aussitôt (*ibid.*).

2. V. *Journ. off.*, 2 avril 1899.



## CHAPITRE III

### LA LOI DU 30 JUIN 1899 ET LE MACHINISME AGRICOLE

---

#### § 1. — TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Durant les longs et plantureux débats qui ont abouti au vote de la loi de 1898, le sort de l'agriculture n'avait pas été fixé d'une façon bien précise.

Les uns l'avaient déclarée formellement exclue de la nouvelle loi, notamment M. H. Boucher, ministre du Commerce (1) qui tenait le risque agricole pour infiniment moins dangereux que les risques industriels (nous verrons dans la suite jusqu'à quel point il se trompait).

Les autres étaient d'un avis contraire.

Une inquiétude se manifestait, de plus en plus pressante, dans le monde agricole. La question fut

---

1. V. aussi MM. Bérenger, de Marcère, Darboux, *J. off.*, 3 mars 1898. *Déb. parl.*, Sénat, p. 236-237.

posée à la Chambre, par M. Julien Goujon qui déposa le 1<sup>er</sup> juin 1899 une proposition additionnelle à la loi du 20 mai 1899 sur la Caisse nationale, proposition contenant un alinéa décisif ; il déclarait que la loi du 9 avril 1898 ne s'appliquerait pas à l'agriculteur qui se sert accidentellement de moteurs inanimés.

Le rapporteur ayant déclaré que la loi de 1898 ne s'appliquait pas à l'agriculture et que, partant, la disposition proposée par M. Julien Goujon était inutile, M. Lorient insista ; le rapporteur dut préciser qu'elle s'appliquerait tout de même aux industries annexes telles que : battage, distillerie à vapeur, etc. Mais que le risque proprement agricole demeurerait exclu.

Cette exclusion souleva les protestations de M. Ricard, président de la commission.

Surprise et même désorientée par cette opposition au moins inattendue, entre le président et le rapporteur de sa commission, la Chambre en conclut que la question restait posée.

C'est alors que M. Julien Goujon déposa et soutint un amendement stipulant que la loi du 9 avril 1898 ne serait pas applicable à l'agriculture.

Le lendemain 2 juin, le rapporteur concluait au nom de la commission au rejet de l'amendement, mais déclarait expressément que la loi ne s'applique-

rait qu'aux agriculteurs qui emploient *habituellement* des moteurs inanimés (moulins, etc.).

Comme M. Julien Goujon insistait et non sans raison, car la déclaration de la commission n'engageait nullement les tribunaux qui sont tenus d'appliquer les lois dans leur sens complet d'après leur texte et non pas d'après les intentions de leurs auteurs, M. Mirman déposa à son tour et défendit vigoureusement la proposition suivante :

« Tous les accidents dus au fonctionnement des machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes les personnes employées à la conduite ou au service de ces machines, sont à la charge des chefs d'entreprise desdits moteurs dans les conditions de la loi de 1898 (1). »

M. Paul Déroulède, qui songeait évidemment aux travaux de battage, demanda de sa place qu'on substituât à l'expression « chef d'entreprise » qui paraissait insuffisamment précise, l'expression « propriétaire ou loueur de la machine ». M. de Ramel ajouta : « Le vrai mot, c'est *l'exploitant* de la machine. »

L'essentiel était dégagé ; le texte adopté fut transmis au Sénat qui ajouta le paragraphe décisif : « En

---

1. Cet assujettissement du *machinisme* agricole seulement répondait à des préoccupations constantes. V. notamment MM. Ricard, Rapp. Ch. des dép., 25 juin 1888. *Journ. off.*, p. 1870. — Poirrier, Sénat, 13 juin 1895. *Journ. off.*, p. 601-603 et André Lebon, *ibid.*

dehors du cas déterminé ci-dessus, la loi de 1898 n'est pas applicable à l'agriculture. »

La Chambre vota le projet ainsi complété le 30 juin 1899 ; il fut promulgué aussitôt.

Voici le texte de cette loi :

ARTICLE UNIQUE. — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service des moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur.

Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898 d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture.

## § 2. — ÉTUDE CRITIQUE DU TEXTE

Cette loi, en réalité, n'étend pas l'application du système du risque professionnel tel qu'il a été institué par la loi de 1898 ; elle le restreint.

Elle le restreint au machinisme agricole.

## Pourquoi le machinisme ?

C'est la conséquence d'une idée fausse.

Pendant toute la durée des débats avait persisté cette idée : c'est que le machinisme était la principale cause des accidents (1).

Rien n'est plus faux. Toutes les statistiques donnent en effet à cette affirmation un démenti formel (2).

En Allemagne, il a été déclaré, pendant l'année 1906, 139.726 accidents (3).

Sur ce nombre, 31.784 seulement sont dus au machinisme, soit 22 0/0, tout le reste a été occasionné par les causes naturelles (chutes, déplacements d'objets, coups provenant des animaux, maniement des outils manuels, etc...) (4).

---

1. V. observations présentées par MM. Graux, Ch. des dép., 11 mars 1888. *Journ. off.* p. 543, et Teisserenc de Bort, Sén., 13 juin 1895 p. 603-606.

2. V. *Mouv. de la Pop. en 1884 en Suisse*, 63<sup>e</sup> volume de la statistique officielle : message du Conseil fédéral du 7 juin 1886. — Gibon, rapp. au Congrès de Paris 1889 — Poirier, Déb. parl. Sénat, 10 juin 1895. *Journ. off.*, du 11, p. 581, col. 1 et 2. — Jay, *Question ouvrière en Suisse*, 1891. — Tarbouriech, *op. cit.* — Hubert Valéroux, *L'Écon. français*, 7 novembre 1891, p. 879 et suiv. — Morisseaux, rapp. au Congrès de Paris, 1889.

3. Il faut se souvenir qu'en Allemagne, les accidents dont les suites n'ont pas duré plus de treize semaines sont compris dans l'assurance maladie et par conséquent exclus des statistiques d'accidents indemnisés; ils sont compris dans les statistiques d'accidents déclarés.

4. V. Ed. Fuster, *Statistique de l'assurance-accidents en Allemagne*, 1906, dans *Bull. des Assoc. soc.*, janv.-avril 1908, p. 79 et suiv.



En Autriche (1) où le machinisme agricole est assujéti à l'exclusion des autres travaux cultureux, il vient au treizième rang, avec 300 accidents, en moyenne, sur 10.000 « vollarbeiter » (2), après, notamment le bâtiment, les entreprises de transport par terre, les entreprises de contruction, les carrières de pierre, les exploitations de la terre, tourbières, etc., etc., et même les entrepôts de marchandises (période quinquennale 1897-1901).

En 1903, nous relevons ces chiffres : pour 10.000 vollarbeiter, il a été déclaré :

Dans le machinisme agricole : 345 accidents ; tandis qu'il en a été déclaré :

|                                                                                |       |
|--------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Dans les entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer..... | 839   |
| Dans les transports par eau (gens de mer exclus)...                            | 999   |
| Dans les magasins et entrepôts.....                                            | 766   |
| Dans les minières.....                                                         | 649   |
| Dans les installations de chauffage et d'éclairage....                         | 513   |
| Dans les entreprises de construction.....                                      | 1.056 |
| Dans le bâtiment.....                                                          | 932   |
| Etc.                                                                           |       |

---

1. Les mines ne sont pas comprises dans cette statistique, elles ont un régime particulier. V. sur cette statistique Fuster, *la Statistique du risque prof. et les enquêtes autrichiennes* (Rec. de doc. publiés par le ministère du Travail. Berger-Levrault, éd., 1907, n° 26).

2. Vollarbeiter : travailleur complet ; ce mot désigne l'unité de travail annuelle de trois cents jours.

Si l'on considère le montant annuel par « vollarbeiter » des charges nettes supportées par les établissements régionaux d'assurance ouvrière, on note, pour la période quinquennale 1897-1901, les rapports suivants :

|                                                      |       |
|------------------------------------------------------|-------|
| Machinisme agricole (en couronnes).....              | 17,84 |
| Transports par terre autres que les chemins de fer.. | 27,45 |
| Transports par eau (gens de mer exclus).....         | 30,53 |
| Magasins et entrepôts.....                           | 17,08 |
| Minières.....                                        | 32,31 |
| Entreprises de construction.....                     | 22,50 |
| Bâtiment (1).....                                    | 31,35 |

En Allemagne, où l'agriculture tout entière est assujettie, le machinisme apparaît comme le risque le moins dangereux.

En 1891, il n'occasionnait que 13,58 o/o des accidents.

Et cette proportion baisse constamment ; en 1901 elle n'est plus que de 9,85 o/o, en 1904 de 7,7 o/o, en 1906 de 7,5 o/o.

Cette baisse est d'autant plus remarquable que l'importance du machinisme, et notamment le personnel qui y est occupé ne cessent de s'accroître (2).

---

1. V. Ed. Fuster, *Statistique des Acc. du Trav. en Autriche* (*Recueil de doc. sur les acc. trav. publié par le ministère du Travail*, Berger-Levrault, éd., n° 28, 1907).

2. Ed. Fuster, *les Acc. du trav. et l'expérience allemande* (*Bull. des Ass. soc.*, janvier-avril 1908).

La loi de 1899 a réduit cette restriction au machinisme à ses plus étroites proportions : elle ne vise, en effet, que les accidents causés par le fonctionnement ou la mise en marche du moteur ou de la machine. Il faut que l'accident soit causé par la machine ou le moteur eux-mêmes ; engrenages, éclatement de chaudière, organes de transmission, etc., etc.

Mais la loi a d'autre part étendu le système du risque professionnel quant aux bénéficiaires ; elle l'applique en effet non plus seulement aux ouvriers, c'est-à-dire aux individus liés au chef d'entreprise par un contrat de travail, mais bien à « toutes personnes quelles qu'elles soient ». Cette extension est du reste immédiatement corrigée par une nouvelle restriction : il faut que ces personnes soient « occupées à la conduite ou au service des moteur ou machine. »

Nous étudierons un peu plus loin les conséquences pratiques de ces diverses et graves modifications apportées au système.

Nous voulons seulement ici expliquer le pourquoi des deux modifications les plus remarquables, la substitution au « chef d'entreprise » de l'« exploitant du moteur » et celle des « personnes quelles qu'elles soient » aux « ouvriers ».

Le législateur, dans l'espèce, a eu en vue, parmi les formes que revêt le machinisme agricole, celle qui

est de beaucoup la plus fréquente : le battage des grains.

Or, on sait comment fonctionne le battage la plupart du temps.

Les cultivateurs qui possèdent un moteur et s'en servent pour actionner une batteuse sont encore les plus rares. On ne les rencontre guère que dans les régions de grande culture (Beauce, Brie, Vexin, Valois, etc.) et, depuis peu, dans quelques-unes des régions de chutes d'eaux (en Poitou par exemple).

Habituellement les cultivateurs s'adressent à un entrepreneur de battage.

Le contrat qu'ils passent avec lui affecte des formes diverses dont nous rappellerons ici la plus confuse.

Il est souvent convenu que le cultivateur « loue » à l'entrepreneur son matériel (locomobile et batteuse) ; il doit en outre acheter le charbon et l'amener à pied d'œuvre ; transporter par ses propres moyens le matériel aussi à pied d'œuvre ou bien, au contraire, le transporter, après le battage, chez le client suivant ; embaucher et payer le personnel de la « batterie » et notamment payer le salaire en argent et en nature du personnel fourni par l'entrepreneur, qui ne comprend, presque toujours, que le mécanicien et le chauffeur et aussi quelquefois l'engreneur.

Enfin, le prix de la location du matériel est géné-

ralement fixé à tant par hectolitre de grain ou par heure de fonctionnement.

Ainsi, l'entrepreneur ne paraît point. Le cultivateur qui commande les travaux de battage et les dirige seul, prend tout à fait figure de « chef d'exploitation ». Il a loué le matériel et s'en sert à son gré. La loi de 1898 le rendrait responsable de tous les accidents survenus à l'occasion de ces travaux à tout le personnel commandé et payé par lui.

Le législateur a voulu éviter cette conséquence ; il a bien vu que le cultivateur qui en réalité ignore tout de la mécanique en général, et en particulier du fonctionnement d'une machine à vapeur, ne pouvait en rien être considéré comme le chef d'entreprise en ce qui concerne le matériel de battage auquel il est incapable d'apporter la moindre direction effective, au sens industriel du mot (1).

Il a donc voulu que la responsabilité des accidents occasionnés par ce matériel (les seuls qu'il visât) incombât à celui qui, réellement, et malgré les apparences, reste le véritable chef d'entreprise, à l'entrepreneur de battage, représenté dans les travaux par le mécanicien et le chauffeur qui sont véritablement ses préposés. En effet, que le salaire dû à ces deux

---

1. V. à ce sujet les déclarations très explicites du rapporteur à la Chambre des députés citées dans D. 1899. 4, 93, n° 5 *in fine*, et Sachet, *loc. cit.*, I, 537.



hommes soit payé par le cultivateur et non par l'entrepreneur de battage, cela importe peu ; ce n'est là qu'une des conditions du contrat intervenu entre les deux parties ; ce salaire, il est fixé, imposé par l'entrepreneur ; il n'est autre que celui qui a été arrêté entre lui et ses deux ouvriers (mécanicien et chauffeur) lorsqu'il les a embauchés ; c'est lui seul qu'ils connaissent, lui qui les a embauchés et qui leur ordonne, chaque jour, d'aller battre à tel endroit, chez « Un tel » ; c'est contre lui seulement qu'ils ont une action en paiement de leur salaire. Le contrat intervenu entre l'entrepreneur et le cultivateur, ce n'est donc pas un contrat de location, c'est un contrat de fourniture ou d'entreprise. Le mécanicien et le chauffeur ne sont sous l'autorité du cultivateur que pour l'exécution du travail, non pour la conduite technique du matériel ; ils sont vis-à-vis de lui dans la situation examinée plus haut d'ouvriers d'un chef d'entreprise prêtés par celui-ci à un autre chef d'entreprise. Comme nous l'avons vu, c'est leur patron qui doit être alors déclaré responsable, non celui qui les emploie momentanément.

Le législateur a clairement indiqué son intention en rendant responsable l'*exploitant* du moteur ; M. de Ramel, en vrai jurisconsulte, avait trouvé le mot juste.

Mais les conditions du battage sont telles, nous l'avons vu, que les principes généraux de la loi de

1898 devaient nécessairement être modifiés pour que l'entrepreneur de battage fût déclaré responsable des accidents causés par son matériel aux personnes qui s'en occupent. S'il fournit, en effet, le mécanicien et le chauffeur, c'est le cultivateur qui fournit, embauche, dirige et paie les autres individus occupés au service de la machine, ceux qu'on appelle dans le Centre les « gars de batterie ».

Toujours en vertu de la même idée que le cultivateur, ignorant le fonctionnement du matériel, et, par conséquent, incapable de le conduire, ne saurait être rendu responsable des accidents causés par ce fonctionnement, le législateur a estimé qu'en réalité tout le personnel occupé au service de la machine ou du moteur était, en fait, sous la direction technique du mécanicien, préposé de l'entrepreneur de battage, et c'est ce dernier qu'il a rendu responsable des accidents à eux occasionnés par le moteur ou la machine mis en œuvre.

Notons enfin, parce que nous aurons à nous en souvenir, que le législateur a marqué nettement le caractère tout à fait exceptionnel de son œuvre en proclamant « qu'en dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi de 1898 n'est pas applicable à l'agriculture ».

Cette insistance est remarquable. Nous aurons à en tirer d'importantes conséquences.

---

## CHAPITRE IV

LA LOI DU 18 JUILLET 1907 :

EFFETS DE L'ASSUJETTISSEMENT VOLONTAIRE  
DANS L'AGRICULTURE

---

On pense bien que l'exclusion de l'agriculture dans son ensemble n'avait pas été sans provoquer des protestations ou des réserves chez ceux-là mêmes qui ne s'étaient résignés qu'avec regret à procéder « par étapes ».

Déjà, en rapportant le projet qui devait devenir la loi du 30 juin 1899, M. Mirman avait exprimé, au nom de la commission, très énergiquement, l'espoir que le gouvernement déposerait sans tarder un projet relatif à l'agriculture.

En fait, le gouvernement tardait : nous avons dit pourquoi. On comprend sans peine ses hésitations à imposer une charge très lourde au monde agricole déjà éprouvé par la crise de la main-d'œuvre, et qui voit succéder à chaque période relativement prospère des périodes de crise extrêmement dures à sup-

porter ; on le comprend d'autant plus que les bénéficiaires du nouveau régime sont notablement moins nombreux que les assujettis, les salariés agricoles étant, par rapport aux exploitants, comme 3 1/2 est à 5.

Mais ces attermoiements, exploités d'ailleurs par les meneurs de quelques syndicats ouvriers d'un caractère nettement révolutionnaire (1), donnaient lieu à des conflits entre patrons et ouvriers, surtout en matière d'exploitations forestières.

Pour devancer l'action de la loi qu'ils réclamaient, ces organisations avaient songé à exploiter la grève en vue d'imposer aux employeurs un contrat de travail dont l'une des conditions était l'assujettissement volontaire à la loi de 1898 (2). Mais la jurisprudence avait montré quelque répugnance à admettre la validité d'un tel assujettissement ; elle objectait, avec raison, qu'un certain nombre des dispositions de cette loi empêchaient qu'on se prêtât à de pareilles tractations, notamment celle qui prive l'ouvrier bénéficiaire de l'action née des articles 1382

---

1. Notamment en Nivernais, en Berry, en Bas-Languedoc et dans les régions de Provins et de Pontoise. La plupart de ces syndicats sont aujourd'hui dissous. Ces syndicats étaient, au reste, fort peu nombreux, et comprenaient peu de membres.

2. V. Vœux adoptés par les Congrès des Bûcherons tenus à Auxerre en 1904 et à Dun-sur-Auron les 22 et 23 septembre 1907. *L'Émancipateur* (de Bourges) du 5 octobre 1907 et *l'Aide sociale* du 31 mars 1908.

et suivants, celle-ci ayant un caractère d'ordre public.

C'est pourquoi l'intervention du législateur devint indispensable. Elle se manifesta par la loi du 18 juillet 1907.

Cette loi donne à tout employeur, non assujetti à la législation concernant les responsabilités des accidents du travail, la faculté d'adhérer à cette législation pour tous les accidents qui surviendraient à ses ouvriers, employés ou domestiques, par le fait du travail ou à l'occasion du travail.

Moyennant une déclaration à la mairie du siège de l'exploitation du patron qui veut s'assujettir ou, s'il n'y a pas exploitation, à la mairie de sa résidence personnelle, la législation sur les accidents du travail devient de plein droit applicable à tous ses ouvriers, employés ou domestiques qui auront exprimé leur adhésion au carnet présenté par lui et sur lequel il est fait mention de sa déclaration.

Il faut noter à ce sujet que l'employeur peut également, par une déclaration spéciale à la mairie, faire cesser pour l'avenir cet assujettissement ; mais, d'autre part, cette renonciation ne peut avoir d'effet que vis-à-vis des ouvriers, employés ou domestiques embauchés par lui postérieurement à cette nouvelle déclaration ; bien entendu, la déclaration était d'ailleurs restée sans effet à l'égard de ceux qui n'avaient pas voulu exprimer leur adhésion au carnet prévu



par l'article 1<sup>er</sup>. La cessation d'assujettissement n'a point d'effet vis-à-vis des ouvriers, employés ou domestiques qui ont accepté, dans les formes prévues à l'article précédent, d'être soumis à la législation sur les accidents du travail.

Cette loi permet l'extension volontaire du principe du risque professionnel aux exploitations agricoles. Les cultivateurs n'ont fait que rarement usage de la faculté qui leur est offerte. Individuellement, certains agriculteurs se sont volontairement assujettis aux dispositions de la loi de 1898, mais ce sont des cas isolés.

Ce peu d'empressement n'est pas spécial à notre pays. Il s'est manifesté aussi nettement à l'étranger et notamment en Autriche, où fonctionne un système à peu près analogue (1).

Il s'explique facilement. On ne met guère d'empressement d'ordinaire à augmenter ses charges ; on n'en met encore moins si l'on ne doit en retirer aucun avantage corrélatif. Or, c'est bien le cas. On avait pensé que la loi de 1898, en substituant aux incertitudes du système de la responsabilité

---

1. En 1903, les assujettis étaient, en Autriche, au nombre de 2.621.929. Dans ce nombre on comptait seulement 15.229 assujettis volontaires, soit 0,58 o/o. En 1897, le rapport (11. 081 volontaires sur 2.077.000) était de 0,53 o/o. Il y a donc en somme, en matière d'assujettissement volontaire, une réelle décroissance (V. Fuster, *op. cit.*, p. 6).

délictuelle un régime précis, apporterait avec elle la paix sociale.

Ç'avait été l'un des plus puissants arguments des partisans de la réforme qui, à cent reprises, avaient escompté « la fin des procès ». On peut dire que cet espoir a été déçu au delà de ce qu'on pouvait imaginer. Quant aux procès, leur nombre a augmenté dans des proportions tellement formidables qu'il a fallu, pour ainsi dire, organiser un service d'ordre (1).

Quant à la paix sociale, elle ne paraît pas avoir été conquise du coup. Nous n'avons que discrètement parlé des abus auxquels a donné lieu l'application de la loi de 1898. Nous n'avons guère insisté, et encore bien brièvement, qu'en ce qui concerne le traitement médical.

On en aura une idée en prenant connaissance, dans les rapports annuels du ministre du Travail au Président de la République, de l'accroissement incessant du nombre des accidents déclarés et indem-

---

1. Dans nombre d'études d'avoués, il y a maintenant un « *clerc des accidents du travail* » ; dans beaucoup de tribunaux, on a affecté aux affaires d'accidents du travail des audiences spéciales. Il a même fallu créer de nouveaux postes de magistrats : à Paris notamment, la 4<sup>e</sup> Chambre s'est vue doter d'une troisième section, uniquement absorbée par les affaires accidents. En 1904, elle avait jugé 1200 affaires ; depuis, le nombre a tellement augmenté que cette section a été dédoublée.

nisés, du coût moyen des accidents d'incapacité temporaire et du traitement médical (1).

Il n'est donc pas étonnant que les non-assujettis et parmi eux, les cultivateurs, ne se soient pas précipités avec beaucoup d'entrain sur les facilités que leur offre la loi de 1907.

Les groupements ouvriers locaux dont nous avons parlé plus haut furent ainsi amenés à s'adresser de nouveau au Parlement. Des interpellations furent déposées par quelques députés des régions troublées (notamment par M. Roblin, député de la Nièvre).

Legouvernement songea alors — sur les suggestions de certains — à user des moyens que l'État tenait de sa qualité de propriétaire domanial. Un beau jour, le ministre de l'Agriculture inséra, dans les cahiers des charges des adjudications de coupes des forêts de l'État, une clause obligeant les adjudicataires à s'assujettir volontairement aux dispositions de la loi du 9 avril 1898. Une pareille exigence devait soulever des résistances. Les adjudicataires firent grève dans plusieurs régions, si bien que l'État se vit un moment

---

1. Nous oserons ajouter qu'on trouvera également des renseignements fort intéressants dans les rapports adressés chaque année aux Assemblées générales des grandes sociétés d'assurance par leurs conseils d'administration et notamment dans ceux adressées aux Assemblées générales de la Préservatrice, au nom du Conseil d'administration, par M. Delmas, son directeur. Voir aussi Delmas dans *le Bull. des Ass. soc.*, août 1912. — Villemin, *Huit années d'application de la loi sur les Accidents du travail*, édité à Paris, 4 bis, rue Saint-Martin.

empêché d'exploiter ses forêts. Cette situation critique dura peu. L'assurance aidant, les adjudicataires s'arrangèrent de cette charge nouvelle ; on peut croire qu'ils trouvèrent une compensation dans les prix d'adjudication...

Il faut ajouter, d'ailleurs, qu'un très grand nombre de non-assujettis, et notamment les cultivateurs, ont assuré, plus ou moins heureusement, le sort de leurs blessés au moyen de contrats d'assurance.

---





## CHAPITRE V

### SITUATION ACTUELLE DE L'AGRICULTURE EN FACE DU RISQUE PROFESSIONNEL

---

Il nous reste maintenant à examiner ce qu'est devenue, en raison de ces lois successives, la situation de l'agriculture en face du risque professionnel. Le droit commun, la loi de 1898, la loi de 1899 lui sont tour à tour applicables suivant les cas. On pense bien que la coexistence de ces trois législations ne va pas sans heurts ni conflits. Il s'agit de déterminer la sphère de chacune d'elles et d'étudier les conséquences qu'ont produites les deux régimes différents de risque professionnel tels qu'ils résultent des lois de 1898 et de 1899.

C'est qu'en effet la loi de 1899 avait plutôt affirmé une intention ; elle n'avait pas fixé nettement les limites qui séparent les cas qu'elle visait de ceux qui doivent rester assujettis à la loi du 9 avril 1898.

La jurisprudence eut souvent une tâche ardue. Il

lui fallut apporter une attention soutenue à l'examen des espèces qui se présentèrent.

### § 1. — BATTAGE

Nous ne reparlerons pas du droit commun ; nous avons cherché plus haut à dégager les tendances actuelles de la doctrine et de la jurisprudence en ce qui concerne son application. Nous avons vu que, dès qu'ils se trouvent placés entre un patron et un ouvrier, les tribunaux ont une tendance de plus en plus marquée à considérer le premier comme une sorte de *paterfamilias*, chargé au profit de son personnel, d'une obligation tutélaire de veiller à sa sécurité ; la plus légère imprudence, l'omission la plus restreinte de la diligence qu'on lui impose, diligence si active, si perspicace, si ingénieuse qu'elle absorberait à elle seule toute l'attention d'un homme bien doué, lui sont imputées à faute. Au fond, l'idée de la responsabilité contractuelle a profondément pénétré dans les esprits ; elle a laissé de fortes empreintes dans le sens qu'on donne actuellement aux dispositions des articles 1382 et suivants, en matière d'accidents de travail (1).

---

1. V. R. Sagot, Rapport aux IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Congrès nationaux des syndicats agricoles, tenus à Arras en 1904 et à Périgueux en 1905 et H. Sagot, *la Resp. civ. et les acc. trav.* Thèse de Paris, 1904, p. 15-28.

Nous étudierons d'un peu plus près les résultats des lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899.

Nous avons dit que cette dernière ne vise que le machinisme agricole.

Où le machinisme commence-t-il à devenir agricole ?

Toute une série de cas ne donne lieu à aucune hésitation ; nous avons déjà cité le battage des grains ; il en est de même des machines dont la destination et l'usage sont aussi exclusivement nécessaires aux travaux de la ferme que les hache-paille, les coupe-racines, les concasseurs, etc. Mais il n'en est pas toujours ainsi, comme nous allons le voir.

Et d'abord, le battage lui-même donne quelquefois matière à discuter.

Nous avons expliqué pour quelles raisons le législateur avait rendu responsable l'exploitant du moteur, en fait, dans le plus fréquent des cas qui se présentent, l'entrepreneur de battage. La jurisprudence a parfaitement saisi la pensée qui avait inspiré la loi. Elle ne s'est pas laissée tromper par les apparences plus ou moins troublantes des contrats qui interviennent entre cultivateur et entrepreneur ; quelques arrêts sont motivés, à cet égard, en des termes remarquablement explicites (1).

---

1. Grenoble, 2<sup>e</sup> Ch., 29 juin 1906. *Cons. des ass.*, octobre 1906.

Mais on s'est demandé quelle était la situation exacte de l'entrepreneur de battage vis-à-vis de son propre personnel. La question nous intéresse, parce que nombre de coopératives ou de syndicats de battage se sont constitués et fonctionnent, et aussi parce que la jurisprudence incline à considérer comme entrepreneur, quand il « bat » pour le compte des voisins, le cultivateur qui possède un matériel de battage (ou tout au moins un moteur mobile).

On comprend, a-t-on dit, que la loi, en visant le machinisme agricole, ait assujetti à un risque professionnel particulier (celui de la loi de 1899) le cultivateur qui emploie des moteurs à actionner ses machines agricoles ; on conçoit même que la loi ait étendu ce régime particulier à l'entrepreneur de battage en ce qui concerne le personnel agricole qui prend part au battage, c'est-à-dire les ouvriers fournis par le cultivateur ; mais l'entrepreneur n'est-il pas, en fait, un industriel ? Dès lors cet industriel qui dirige une exploitation où l'on fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux ne doit-il pas, en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1898, être assujetti à cette loi au profit de son propre personnel, des ouvriers qu'il embauche et qu'il commande : le mécanicien et le chauffeur, quelquefois l'engreneur, par exemple ?

Après quelques flottements, la jurisprudence a adopté la négative. Elle estime que l'entrepreneur de battage se livre à un travail d'un caractère nettement et exclusivement agricole.

En conséquence, il ne peut être assujetti qu'en vertu de la loi de 1899 et dans les conditions prévues par elle (1). Il faut remarquer d'ailleurs que, dans les espèces ainsi jugées, l'entrepreneur ne possédait aucune « usine » si réduite fût-elle, aucun atelier de construction ni même de réparation de machines, et qu'il se bornait à envoyer son matériel et ses hommes chez les cultivateurs avec qui il avait traité pour battre leurs grains.

Mais la difficulté paraît s'accroître dans une autre série de cas.

---

1. Cass. Req., 8 nov. 1910. *L'Opinion* (de Lyon), 15 décembre 1910. — Nîmes, 20 février 1911., *Gaz. Pal.*, 25-26 juin 1911 et *Mon. Jud.*, Lyon, 9 avril 1911. — Poitiers, 1<sup>re</sup> Ch., 13 mai 1912, *Gaz. Pal.*, 26-27 sept. 1912. — Cass. civ., 20 mars 1912, *Journal des Assurances*, 1<sup>er</sup> octobre 1912.

---



§ 2. — DIRECTION UNIQUE  
DE DEUX EXPLOITATIONS DIFFÉRENTES

Il arrive que, sous la direction d'un même chef, fonctionnent deux exploitations différentes et telles que, si elles étaient dirigées par deux patrons, l'un d'eux serait sans contredit un industriel ou un commerçant assujetti à la loi de 1898, l'autre un cultivateur soumis au droit commun et éventuellement aux dispositions de la loi de 1899.

Quelle est la situation du chef unique de ces deux exploitations ?

Prenons une espèce connue : un patron dirige à la fois une sucrerie et une exploitation agricole.

La première solution qui se présente est celle que nous avons étudiée plus haut : elle repose sur cette idée fondamentale qu'en pareille matière il faut considérer, non pas le travail effectué par l'ouvrier blessé, mais celle des professions exercées par le patron en vue de laquelle le blessé avait été embauché. On est ainsi conduit à décider que le patron, étant assujetti pour la sucrerie et ne l'étant pas pour sa culture, tous les ouvriers de la sucrerie bénéficieront de la loi de 1898, même quand ils auront été blessés à l'occasion d'un des travaux de la ferme ; ceux de la ferme ne le seront jamais (sinon dans les termes de la loi de 1899), même s'ils sont blessés à l'occasion

d'un travail ressortissant à la sucrerie. Il y a des travaux dont on ne saurait dire exactement à laquelle des deux exploitations ils ressortissent, par exemple les travaux de transport des betteraves des champs à l'usine. Quel est le sort des charretiers qui y sont employés ? S'ils font partie, nettement, soit du personnel de la ferme, soit de celui de l'usine, rien de plus simple ; mais si cette attribution demeure incertaine ?

La jurisprudence les déclare alors dans tous les cas bénéficiaires de la loi du 9 avril 1898 (1).

Nous parlons ici de deux exploitations distinctes ; bien entendu, il n'en serait pas de même si un industriel assujetti faisait procéder, par son personnel habituel, à un travail agricole donné. C'est ainsi qu'un marchand de fruits, assujetti en vertu de la loi de 1906, qui achète une récolte pendante et fait exécuter la cueillette par le personnel de sa maison de commerce, reste assujetti en cas d'accidents survenus à l'occasion de la cueillette (2).

Au contraire, si un marchand de bois achète une coupe sur pied, ce qui est le cas la plupart du temps et s'il fait procéder à l'abatage et au fagotage du bois par un personnel de bûcherons embauchés *ad hoc*,

---

1. Cass. req., 25 janvier 1911. D. P., 1912. I. 100. *Rec. acc. trav.*, 1911. 24 et *Journ. des ass.*, 1911. 319. — Cass. civ., 13 juin 1908.

2. Cass. civ., 11 mars 1913. *Gaz. Pal.*, 15 avril 1913.

il dirige ainsi une véritable exploitation agricole avec un personnel distinct et n'est pas assujéti du fait de cette exploitation et vis-à-vis de ce personnel. Il importe peu que cette exploitation soit un des éléments de son commerce, la loi de 1899 étant formelle : en dehors du cas ci-dessus déterminé (emploi de moteurs inanimés), la loi de 1898 n'est pas applicable à l'agriculture (1).

Il est remarquable que la jurisprudence comprenne, dans cette exclusion, même le transport du bois au chantier de l'exploitant ou chez ses clients, bien que ces transports soient souvent effectués par le personnel de la maison de commerce et qu'ils soient bien évidemment, surtout dans le second cas, une besogne nécessaire du commerçant (2).

Mais, dans une certaine catégorie de cas qui nous intéresse particulièrement, la jurisprudence a manifesté ces derniers temps une tendance tout à fait différente qui a causé dans le monde rural les plus vives inquiétudes.

---

1. La jurisprudence s'est fixée en ce sens après quelques hésitations dont on trouvera la trace notamment dans un arrêt de Nancy (1<sup>re</sup> Ch.), 27 décembre 1911. *Journ. des ass.*, 1<sup>er</sup> oct. 1913. — V. aussi Chambéry, 16 décembre 1909. *Rec. acc. trav.*, 1909-1910, p. 429; 1911-1912, p. 97, 277 et 401.

La Cour de cassation a adopté définitivement la thèse que nous exposons : Cass. civ. (3 arrêts), 20 mars 1912. *Gaz. Pal.*, 5 sept. 1912 avec note. — 21 mai 1912. *L'Opinion* (de Lyon) du 5 sept. 1912.

2. V. les trois arrêts du 20 mars précités et Dijon, 18 août 1910. *Rec. acc. trav.*, 1910-1911, p. 249.

§ 3. — INDUSTRIES ANNEXES

Nous voulons parler de ce qu'on appelle, à tort pensons-nous, les industries annexes d'exploitations agricoles.

On sait que nombre de cultivateurs ont installé dans leur exploitation un matériel de féculerie, de sucrerie ou de distillerie par exemple. Ils s'en servent pour transformer eux-mêmes leurs pommes de terre en fécule, leurs betteraves en sucre ou en alcool; besogne qui ne diffère en rien, au point de vue économique, de celle qui consiste à transformer le raisin en vin ou en alcool, les noix ou les olives en huile, les pommes ou les poires en cidre, etc.

Il nous paraît évident qu'il n'y avait pas lieu d'établir une distinction entre l'emploi de pareils matériels et celui des concasseurs, coupe-racines, hache-paille, etc., mus par des moteurs inanimés; en effet, dans tous ces cas divers, le cultivateur ne fait rien autre chose que de se servir, selon la formule de la loi du 30 juin 1899, « de machines agricoles mues par des moteurs inanimés ».

La jurisprudence en a jugé autrement. Elle a dégagé dans l'espèce que nous étudions un élément qui lui a paru extrêmement suspect : la transformation des produits. Elle a estimé que la transforma-

tion des produits agricoles par un cultivateur ne pouvait pas être considérée comme un travail agricole, et nous nous sommes épuisés à rechercher en vain les raisons d'une pareille opinion. Elle a décidé que transformation signifie « industrie » et doit, par conséquent, être assujettie à la loi du 9 avril 1898, et non pas à la loi de 1899.

Pourtant, la loi de 1898 ne parle nulle part de la « transformation des produits ». Son article 1<sup>er</sup> énumère un certain nombre d'industries dont quelques-unes, d'ailleurs, comme les entreprises de transport, de chargement, les mines, etc., ne transforment rien du tout. Il y ajoute les « usines, manufactures, et chantiers » et les « exploitations où il est fait usage de machines mues par des moteurs inanimés ». Ces derniers termes ne peuvent être invoqués, car la loi de 1899 s'en est emparé et précisément pour les soumettre, lorsqu'ils se réfèrent à des travaux « agricoles », à ses propres dispositions.

Il n'y a donc que les mots « usines, manufactures, chantiers » qu'on puisse invoquer.

Mais nous nous demandons comment on peut voir un chantier, une usine, une manufacture, dans cette partie des bâtiments de la ferme où est installé le matériel de la sucrerie, de la distillerie, de la féculerie, alors qu'on ne le voit point dans cette autre partie des mêmes bâtiments où fonctionnent les



coupe-racines, hache-paille, concasseurs également actionnés par un moteur inanimé.

Ce ne peut donc être que la transformation de la matière qui amène à une pareille distinction; nous avons vu plus haut que les diverses lois de 1898, 1899, 1906 ne faisaient aucune allusion, directe ou indirecte, à un pareil phénomène. Nous avouons ne pas comprendre.

Il convient de dire, d'ailleurs, que la jurisprudence n'en est arrivée à une pareille solution qu'après des hésitations.

Tout d'abord, elle a estimé que, si le cultivateur ne transformait que ses propres produits, il effectuait une besogne purement agricole. Peu importait d'ailleurs qu'il lui arrivât d'acheter accidentellement ou en faible quantité les produits d'un voisin pour les joindre aux siens; on sait, en effet, que le rendement du sol est extrêmement variable, et c'est souvent une nécessité pour un cultivateur, s'il ne veut pas faire fonctionner son matériel à perte, d'acheter de la matière première afin d'obtenir, en la joignant à la sienne, une quantité minimum suffisante (1).

Cette doctrine était, à notre avis, mal fondée; mais au moins le criterium était-il net, basé sur un élément facile à connaître, et, en pratique, la presque

---

1. V. Cass., 5 avril 1909. *L'Arg. des ass.*, 4 juillet 1909 et S. 1912. 1. 37.

totalité des cultivateurs restaient soumis à la loi de 1899, car il est tout à fait rare qu'ils ne se contentent pas de transformer leurs propres produits.

Mais ce criterium fut bientôt abandonné.

Un beau jour la Cour de cassation adopta le criterium dit « de la transformation indispensable ».

Elle décide qu'un agriculteur qui transforme ses produits parce qu'il ne peut pas faire autrement, reste un agriculteur employant des machines agricoles à un travail agricole ; mais que, s'il transforme, à la même place, avec le même matériel et les mêmes ouvriers, les mêmes produits, alors qu'il pourrait les vendre tels quels, il devient un industriel (1).

Il est permis de se demander quelle est la compétence des tribunaux pour apprécier le caractère de nécessité ou de non-nécessité de telle ou telle transformation.

Et d'abord, quel est donc le produit que l'on ne peut vendre, strictement, que transformé ? Les betteraves et le grain, les olives et les noix, les pommes de terre, le raisin, les pommes et les poires et tous les fruits d'ailleurs, peuvent être vendus tels qu'ils sont récoltés. Croit-on que le producteur les vende toujours à bénéfice ? Paraît-on se douter que les cours sont sujets aux fluctuations les plus graves,

---

1. V. Cass. civ., 6 avril 1909. *Rec. Acc. Trav.*, mai 1909. — 8 nov. 1910. *Gaz. Pal.*, 1910.2.536. — 24 janvier 1912. *Gaz. Pal.* 18-19 fév. 1912 et S. 1912. 1. 196.

sans qu'on puisse toujours déterminer aisément les causes, ni, par conséquent, la durée des périodes de hausse et de baisse, souvent fort longues ? Oublie-t-on que le prix de revient varie avec la valeur du sol, celle de la main-d'œuvre et de cent autres éléments divers, la température, les saisons, les régions, etc... (1)

Sur quoi se basera-t-on pour décider si la transformation est indispensable ou non ? Sur la distance de la sucrerie, de la distillerie voisine ? L'importance des prix offerts par elle, comparée au prix de revient des produits ? Comment apprécier celui-ci ? Est-ce que la transformation, par exemple, du grain en alcool, reconnue indispensable dans telle commune, va être jugée superfétatoire dans la commune voisine ? aura-t-on des jurisprudences de « terroir » ? (le mot a été dit).

En réalité, on a cru tout bonnement que le cultivateur qui transforme ses produits cherche seulement à réaliser un bénéfice plus considérable. Nous ne le savions pas si hardiment novateur. Il s'en faut, hélas ! Lorsqu'un agriculteur se résigne à introduire chez lui le matériel nécessaire à une telle œuvre, c'est qu'il

---

1. Pendant la campagne sucrière 1912-1913, le jus de betterave soumis à la défécation a atteint 80.498.877 hl. 60 contre 47.768.373 en 1911-1912 ; le sucre fabriqué 8.687.000 quintaux contre 4.653.850 en 1911-1912 ; et ce, alors que la surface commencée en betteraves est la même pour les deux exercices (*Bull. Comice Agric. de Château-Thierry*, mars-avril 1913).

y est poussé par la nécessité. Nous n'avons pas perdu le souvenir des luttes ardentes soutenues par les producteurs de betteraves contre les sucriers ; des éleveurs contre les beurriers ; les âpres discussions qui divisèrent les bouilleurs de cru du Centre et du Midi et les distillateurs de grains et de betteraves du Nord, s'accusant les uns les autres de la baisse des prix de l'alcool ; et qui donc ignore que l'origine des troubles de la Champagne n'est autre que l'effondrement des prix d'achat des récoltes (1) ? Et que le Bas-Languedoc faillit être ensanglanté par l'émeute, en raison de la mévente des vins ? Le Parlement lui-même eut souvent à s'occuper de telles crises.

Il convient d'ailleurs de remarquer que les tribunaux, en réalité, ne donnent aucune des raisons sur lesquelles ils s'appuient pour qualifier d'indispensables telles ou telles transformations ; ils se contentent d'affirmer (V. les arrêts précités).

Ils invoquent d'ailleurs une présomption légale à

---

1. La production des vignobles en Champagne est si faible que le paysan ne gagne rien quand il vend son vin 200 francs l'hectolitre. Quant au sucre, depuis que la Conférence de Bruxelles a dénoncé les conventions de 1902, les prix sont tombés à un niveau tel que seules les grosses sucreries ont pu résister ; les cultivateurs distillent leurs betteraves afin de vendre l'alcool qu'ils en tirent et de nourrir leurs bestiaux avec les pulpes qui leur restent ; ceux qui se contentent de vendre leurs betteraves à des sucriers ou à des distillateurs ne retirent de leur culture *aucun bénéfice* ; le fait est incontesté ; le seul avantage qu'ils obtiennent est d'avoir pour l'année suivante des terres particulièrement aptes à produire du blé.

l'encontre du cultivateur et lui imposent, pour y échapper, l'obligation de prouver l'indispensabilité de la transformation ; ils se basent sur ce fait que la loi de 1899 est une loi d'exception aux dispositions de la loi de 1898 (1).

Nous nous refusons, quant à nous, à admettre un système qui qualifie d'*industriel* le cultivateur qui transforme ses betteraves en alcool, son lait en beurre, son raisin en vin ou en alcool (2), alors qu'il tient pour *agriculteur* un entrepreneur de battage dans ses rapports avec son personnel propre.

A bien examiner, on s'aperçoit vite qu'il y a là un système commode d'assujettir à la loi de 1898 à peu près toutes les exploitations agricoles de la France, pour une partie de leurs travaux. C'est, dans la région du Nord, le grain qu'on distille ; en Picardie, dans l'Ile-de-France, l'Orléanais, c'est la betterave à sucre ; dans presque tout l'Ouest (Picardie, Normandie, Bretagne, Maine, Perche, Mayenne, Anjou, Poitou, Charente, etc.), ce sont les pommes et souvent les poires dont on tire du cidre ; dans le Centre, ce sont les noix qu'on transforme en huile ; en Provence et sur le reste des côtes de la Méditerranée, les olives ; en Bourgogne, Languedoc, dans le Bordelais, la vallée de la Loire, celles de la Meuse et de la

---

1. Cass. civ., 6 nov. 1912. *Gaz. Pal.*, 24-25 nov. 1912.

2. Cass. civ., 6 nov. 1912, précité.



Moselle, les côtes du Rhône, l'Anjou, la Touraine, le Périgord, etc..., c'est la fabrication du vin ; un peu partout, la distillation des fruits de toutes sortes : prunes, cerises, etc...

Enfin, il n'y a plus guère de régions d'élevage où les exploitants n'aient été amenés à transformer leur lait en beurre ou fromage. Dans la Lorraine, la Franche-Comté, la Savoie, le Dauphiné, la Provence, les Charentes, le Poitou, la Bretagne, la Normandie, un mouvement considérable se développe en ce sens ; aux laiteries fondées par des sociétés anonymes s'opposent partout des laiteries coopératives, défenses suprêmes de la petite culture contre l'avisement des prix. Nous définissons qu'on nous explique comment on s'y prendra pour éviter aux unes, notamment aux viticulteurs qui font eux-mêmes le vin, le sort qu'on a imposé aux autres. Nous nous demandons alors ce que devient le dernier alinéa de la loi du 30 juin 1899 : « En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi de 1898 n'est pas applicable à l'agriculture. »

Mais, à vrai dire, ce système général reste discuté, même dans la magistrature (1).

---

1. V. les conclusions développées par M. l'avocat général Feuilleux devant la Cour suprême avec une force singulière lors de l'arrêt de 1900 dans *Jurisc. acc. du trav. Rec. mob.* V° *Distilleries agricoles*, n° 68-199 et *Gaz. des trib.*, déc. 1910. V. aussi la note signée Naquet. S. 1912. 1. 17.

Il arrive que la Cour de cassation manifeste des velléités de revenir à son criterium antérieur qui, nous l'avons dit, consiste à distinguer la transformation des produits récoltés de celle des produits étrangers. C'est ce qui vient de se produire pour un planteur des Antilles (1) ; si bien que les paysans vont apprendre avec stupeur que la distillation, par un récoltant, de ses cannes à sucre est agricole, mais de ses betteraves, industrielle.

Nous préférons, quant à nous, considérer toujours, en pareille matière, la nature de l'exploitation *principale*. C'est de beaucoup le plus sûr et le plus vrai.

S'agit-il d'un individu dirigeant une exploitation agricole principale, et, en outre, une distillerie, féculerie, etc., accessoire de la première ? Nous le considérerons comme un cultivateur et le soumettrons, en ce qui concerne l'accessoire, à la loi de 1899.

S'agit-il d'un individu dirigeant une sucrerie, distillerie, etc., principale, et en outre une exploitation agricole accessoire ? Nous le considérerons comme un industriel, et l'assujettirons, comme tel, à la loi de 1898, au profit de tout le personnel de l'entreprise principale et du personnel mixte.

En revanche, il nous paraît impossible d'adopter

---

1. Cass. req., 17 mars 1913. *Gaz. Pal.*, 25 avril 1913. Rejet d'un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'appel de la Guadeloupe du 6 mars 1911. Aff. Viot c. Beauperthuy.

un pareil système en ce qui concerne les « commerces annexes » d'exploitations agricoles. D'abord, en cette matière, il y a, en fait, une démarcation beaucoup moins nette entre les deux catégories. Entre le cultivateur qui s'occupe accidentellement de faire commerce de grains ou de bestiaux et le marchand de grains ou de bestiaux qui s'occupe accessoirement d'élevage ou de culture, il y a toute une série de situations intermédiaires dont chacune ne présente, avec ses voisines, que des différences peu sensibles, ce qui rendrait singulièrement malaisé le choix d'un critère usuel.

Ensuite, et surtout, la situation légale n'est pas la même. La loi de 1906 a assujéti à la loi de 1898 toutes les exploitations commerciales, en bloc, et sans qu'elle ait, ni elle, ni aucune autre loi, prévu d'exception en faveur de l'agriculture.

Nous pensons seulement qu'on ne saurait considérer comme « exploitation commerciale » assujéti le fait pour un cultivateur de se livrer, de temps à autre, à l'occasion, à quelques opérations d'achat et de revente de quelques bestiaux ou de quelques voitures de grains (1).

---

1. On a été jusqu'à réclamer l'assujétissement des malheureux qui poussent l'audace jusqu'à installer des dépôts de vente afin de faciliter l'écoulement de leurs produits, tels que les horticulteurs, champignonnistes, etc. (Trib. de paix Ivry-sur-Seine, 31 juillet

#### § 4. — COOPÉRATIVES AGRICOLES DE PRODUCTION

Il nous reste cependant à examiner une dernière question : celle des coopératives agricoles de production. Nous voulons parler des caves, laiteries, beurrieres ou fromageries coopératives, etc.

Faut-il les considérer comme des industries ? ou sont-elles des entreprises agricoles ne pouvant être assujetties à la loi de 1898 que dans les conditions prévues par la loi du 30 juin 1899 ?

Nous estimons qu'il faut adopter cette dernière solution.

Peu nous importe que de pareilles exploitations ne paraissent point être l'annexe d'exploitations agricoles. N'a-t-on pas admis que les entrepreneurs de battage, bien qu'ils n'exploitent d'autre part aucune culture, effectuent un travail agricole ?

En réalité, d'ailleurs, on se trouve en présence de petits cultivateurs qui se sont réunis afin de procéder en commun à l'exécution d'une opération agricole qu'ils ne pouvaient effectuer chacun chez soi, faute

---

1907). La jurisprudence a refusé, avec raison, d'entrer dans cette voie (Cass. req., 6 juillet 1911. *L'Ass. mod.*, 20 janvier 1913. — Caen, 9 juillet 1901 et Orléans, 18 nov. 1905.

de capitaux et de production suffisante. Il n'y a aucune raison de les assujettir *réunis*, en raison de l'exécution d'un travail qui ne permettrait pas de les assujettir *séparés*.

On a cependant assujetti récemment à la loi de 1898 une laiterie coopérative, parce que la transformation du lait en beurre et fromage n'était pas indispensable (1). Nous avons dit ce que nous pensions de ce système ; nous n'y reviendrons pas. Il faut avouer, au surplus, que l'espèce était bien mal choisie ; s'il est une matière périssable, c'est bien le lait. Or, il n'arrive guère que les débouchés soient tels qu'on puisse être assuré, toute l'année, de l'écoulement quotidien de la totalité du lait disponible. Il faut donc le transformer en beurre et fromage.

On objectera qu'il suffit alors de transformer seulement le lait invendu. C'est tenir bien peu compte des nécessités ; pour être assuré de vendre le beurre et le fromage qu'on est ainsi amené à produire, il faut passer des marchés soit avec les clients à qui on livre périodiquement la quantité dont ils ont besoin, soit, surtout, avec les revendeurs au détail. On est ainsi conduit à prendre des engagements nécessaires qu'il faut tenir. On voit par là où mène le criterium actuellement en faveur.

Nous ne parlons pas des divers arguments tirés,

---

1. Angers, 31 décembre 1912. *Rev. acc. trav.*, mars 1913.



contre les coopératives, de leur caractère propre ; la question a été jugée pour les coopératives de consommation par des motifs qui, tous, s'appliquent aux coopératives agricoles de production et nous les avons examinés plus haut.

### § 5. — LES ACCIDENTS GARANTIS

Cette distinction entre l'assujettissement pur et simple à la loi de 1898 et l'assujettissement particulier prévu par la loi de 1899 est importante. Nous avons vu plus haut pourquoi.

Il nous reste à voir quelles ont été dans la pratique les conséquences que la jurisprudence a tirées des principes que nous avons dégagés.

Nous avons vu que le bénéfice de la loi s'étend, non plus seulement aux ouvriers liés par un contrat de travail avec le chef d'entreprise, mais même à toutes les personnes, quelles qu'elles soient, pourvu qu'elles soient occupées à la conduite ou au service du moteur ou de la machine.

Il s'ensuit que le cultivateur chez qui l'on bat peut lui-même bénéficier de la loi (1).

Une double condition est donc nécessaire pour que le blessé puisse invoquer la loi :

---

1. Poitiers, 23 mars 1909.

D'abord qu'il soit occupé au service du moteur ou de la machine;

Ensuite qu'il ait été blessé par le fonctionnement ou la mise en marche desdits moteur ou machine.

Ainsi l'homme qui, monté sur la meule de blé, est chargé de passer les gerbes aux ouvriers installés sur la plate-forme de la batteuse et qui, en gagnant son poste, glisse et tombe sur la machine où son pied est happé et broyé par le batteur, ne peut invoquer la loi de 1898; c'est qu'il n'était pas occupé au service ou à la conduite du matériel (1).

De même, le mécanicien occupé à replacer un organe de transmission, alors que le moteur était sous pression, mais non pas en marche, et qui se blesse, n'est pas soumis à ladite loi car le moteur n'était pas en marche (2).

Mais il importe peu (en ce qui concerne la deuxième condition) que la blessure ait été occasionnée seulement d'une manière indirecte, par le fonctionnement de la machine ou du moteur. Ainsi les accidents provenant de l'incertitude des gestes, de la précipitation du travail, rendues inévitables par la trépi-

---

1. Riom (2<sup>e</sup> Ch.), 30 décembre 1909. *Rec. acc. trav.*, 1909, 250. — Cass. req., 15 et 28 juillet 1908 et 11 décembre 1908. *Gaz. Trib.*, 17 juillet et 20 décembre 1908.

2. Cass. civ., 20 juin 1908. *L'Opinion* (de Lyon), 15 mai 1910. — Cass. req., 8 nov. 1910. *Gaz. Pal.*, 4-5 déc. 1910. — 9 janv. 1907. *Rev. des ass. mut.*, 1907, 288.

dation de la batteuse, par la rapidité de son fonctionnement, sont garantis (1).

Il appartient, bien entendu, à la victime ou à ses ayants cause de prouver le concours de la double condition exigée. Les tribunaux apprécient souverainement les faits articulés.

Enfin, il est intéressant de noter que la plupart des cultivateurs ayant des moteurs ne sont pas assujettis à la patente; il s'ensuit qu'ils ne contribuent pas à l'alimentation du fonds de garantie... qu'ils n'y contribuaient pas, plutôt, car la loi du 12 avril 1906 a réparé cet oubli (art. 5); nous avons vu comment.

---

1. Rouen (2<sup>e</sup> Ch.), 13 avril 1910. *Rec. acc. trav.*, décembre 1910. — Paris, 2 mars 1909. *L'Opinion* (de Lyon), 15 juillet 1910. — Cass. req., 16 décembre 1908. *Argus des assur.*, 17 janvier 1909. — 8 nov. 1910. *Gaz. Pal.*, 4-5 déc. 1910.

---



## TROISIÈME PARTIE

---

LE RISQUE PROFESSIONNEL  
ET  
SON APPLICATION A L'AGRICULTURE





## CHAPITRE PREMIER

---

### LES TENTATIVES D'EXTENSION PURE ET SIMPLE A L'AGRICULTURE DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898

Le système du risque professionnel appliqué aux entreprises industrielles et commerciales, aux exploitations agricoles dans lesquelles il est fait usage de moteurs inanimés, par des lois que les tribunaux ne manquèrent pas d'interpréter très largement, il était naturel que les ouvriers des campagnes, se trouvant dans la vie de tous les jours de plus en plus rapprochés de leurs camarades de l'industrie, réclamassent pour eux aussi les bénéfices avantageux dont ceux-ci profitaient du fait de la législation nouvelle.

Au surplus personne ne conteste plus qu'on doive faire application à l'agriculture du risque professionnel désormais indiscuté. Le risque agricole n'est pas imaginaire, tant s'en faut, il n'est que trop réel.

Les accidents qui surviennent au cours des travaux agricoles sont multiples ; il suffit pour s'en rendre compte de quelques jours passés à la campagne ou en compagnie de cultivateurs, ou d'un coup d'œil rapide jeté sur les statistiques (1). Mais étant admis le principe d'un risque professionnel agricole, il est bon, au moment où le législateur est tenté de consacrer l'extension du nouveau système à l'agriculture, d'attirer l'attention sur la distinction qu'il y a lieu de faire entre les conditions du travail agricole et les conditions du travail industriel : entreprise industrielle et exploitation agricole sont chacune un organisme économique différent ; la vie de l'ouvrier y est subordonnée ; son sort ne sera pas le même, en cas d'accident, suivant qu'il travaillera dans les champs ou à l'usine. Et même, selon qu'il travaillera ici ou là, le chef d'entreprise et le chef d'exploitation n'exigeront pas du travailleur les mêmes aptitudes. A la campagne, le travail qu'on lui demandera exigera plus de force que d'habileté, il en sera tout le contraire s'il porte son travail à l'usine. Ainsi il paraît évident que le serrurier, l'ébéniste, et *a fortiori*, l'ajusteur dans les fabriques d'automobiles ou de machines-outils, le metteur en marche dans une fabrique de papier ont à déployer plus d'habileté que le charretier qui conduit la charrue, l'ouvrier de

---

1. V. ci-après chap. II § 2.

ferme qui entasse les sacs de grains, dont on exige une résistance au travail qui suppose plutôt une force musculaire développée qu'une adresse éprouvée.

Cela est si vrai que les groupements intéressés qui ont eu à se prononcer sur la matière en ont fait clairement la distinction. C'est ainsi que, dans le compte rendu du IV<sup>e</sup> Congrès national des syndicats agricoles tenu à Arras les 9, 10 et 11 juin 1904, nous relevons à la fin d'un rapport sur l'assurance-accidents dans les travaux agricoles (1) les propositions qui suivent :

« Le Congrès émet le vœu :

» Que si le principe du risque professionnel est appliqué à l'agriculture, cette application fasse l'objet d'une loi spéciale et complète sans aucune référence à la loi du 9 avril 1898 ;

» Que dans l'élaboration de cette loi, les législateurs veuillent bien s'entourer de tous renseignements utiles auprès des intéressés ;

» Qu'ils veuillent bien, en particulier, entendre des délégués des syndicats agricoles que leur qualité de syndicats mixtes constitue les défenseurs naturels des intérêts des patrons et des ouvriers, etc. »

Et le compte rendu ajoute : « ces propositions, successivement soumises au vote de l'assemblée, sont adoptées à l'unanimité ».

---

1. Rapport présenté par M. R. Sagot. Bour, imp. Paris, 1907.

Ce vœu fut reproduit et formulé de nouveau dans la plupart des groupements agricoles qui ont porté leur attention sur un sujet qui aura pour l'agriculture une si grande importance.

L'année suivante, le Congrès de Périgueux (15, 17 et 19 mai 1905) insistait dans le même sens, par l'adoption du vœu que voici, voté à l'unanimité :

« Le Congrès, après avoir entendu le rapport présenté par M. Remy Sagot, directeur de la Caisse syndicale d'assurance mutuelle des Agriculteurs de France, émet le vœu :

» Que la commission chargée d'élaborer le projet de loi ayant pour but d'étendre à l'agriculture le système du risque professionnel veuille bien s'inspirer des observations et des desiderata qui y sont contenus.

» Et que, dès aujourd'hui, pour éviter toute surprise, les syndicats agricoles s'appliquent à fonder, dans leurs circonscriptions, de petites caisses mutuelles locales établies conformément à la loi du 4 juillet 1900 et ayant pour objet d'assurer une partie des risques de droit commun en matière de travail agricole. »

C'est la preuve que le monde agricole acceptait sans difficultés le principe du risque professionnel agricole, mais subordonné à l'élaboration d'une loi spéciale et non par voie d'extension pure et simple de la loi du 9 avril 1898. Il faut remarquer que les

agriculteurs ont particulièrement lieu de craindre une pareille extension, la loi du 12 avril 1906 ayant étendu à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898.

---





## SECTION I

---

### PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT DU 5 NOVEMBRE 1906

Que se passa-t-il, en effet, lorsqu'il s'agit d'étendre le nouveau principe à l'agriculture ? Tout le contraire de ce qu'on aurait pu imaginer.

Le gouvernement se borna à nommer une commission extra-parlementaire d'où étaient exclus les représentants autorisés du monde agricole ; celle-ci jugea inutile de procéder à une enquête préalable auprès des intéressés et de leurs représentants autorisés ; elle se contenta d'entendre une seule délégation de la Société des Agriculteurs de France et finit par déposer un projet étendant les dispositions de la loi du 9 avril 1898 ; c'était le projet qu'à plusieurs reprises le gouvernement avait pris l'engagement de présenter à la Chambre(1), et qui devait assurer une protection

---

1. Particulièrement les 9 juin 1904, un projet de résolution Mirman. — 13 décembre 1905, sur question Émile Chauvin. — 30 janvier 1906, sur question Paul Constans. — 20 avril 1906, en réponse à M. Debaune. — 14 juin 1906, en réponse à M. Paul Constans.

légale contre les risques professionnels aux travailleurs de l'agriculture.

§ 1. — ÉTUDE DU TEXTE. — LA RESPONSABILITÉ

L'article premier proclamait expressément et dès le début la méthode adoptée par le gouvernement, c'est-à-dire l'extension pure et simple de la loi de 1898 à l'agriculture :

« La législation concernant les responsabilités des accidents du travail est applicable aux ouvriers, domestiques et employés occupés dans les exploitations agricoles et forestières. »

Mais il est bon de reconnaître que le principe ainsi proclamé n'est pas absolu, il comporte quelques modifications indispensables portant d'ailleurs sur des détails d'application ; on y lit en effet : « sous réserve des dispositions spéciales ci-après. »

Néanmoins la volonté exprimée ici est bien nette ; on soumet les exploitations agricoles à la législation spéciale votée en 1898 en faveur des salariés de l'industrie ; il était bon de souligner que l'article premier débutait par un *renvoi pur et simple à la loi de 1898* pour tous les points qui ne font pas l'objet de dispositions spéciales. En ce qui concerne la responsabilité, nous ne relevons, à titre de disposition spéciale, que l'abaissement de 2.400 francs à

800 francs du plein du salaire de base. Cet abaissement s'explique aisément par la différence considérable des salaires dans l'agriculture et dans l'industrie.

Pour le surplus, les victimes n'auront droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

Ce premier paragraphe de l'article 5 est typique ; il montre parfaitement quel est l'esprit qui a dominé l'élaboration de ce projet et que nous signalions dès le paragraphe 1 de l'article premier : renvoi à la loi de 1898, mais sous réserves de certaines dispositions spéciales. Nous trouvons ici l'un et l'autre.

L'article 4 prévoit le cas d'un accident survenu à une personne occupée à la garde d'animaux appartenant à plusieurs exploitants, ce qui est particulièrement fréquent dans les régions montagneuses où on a coutume, en été, de conduire tous les troupeaux d'un même village, ou d'une contrée, sur les plateaux élevés. Il est décidé ici que la responsabilité incombe à tous les exploitants solidairement, sauf recours entre eux d'après les règles du droit commun.

Notons, en passant, qu'une omission a été ici commise, que nous trouverons comblée dans l'une des propositions faisant suite à ce projet. C'est le cas où l'accident ayant été causé par l'un des ani-

maux gardés, le propriétaire de cet animal a pu être déterminé.

Puis l'article 4 ajoute que si l'ensemble du risque a été dûment assuré par un des co-exploitants ou par un tiers, celui qui a payé les primes a un recours contre les co-exploitants, qui ne restent plus alors tenus solidairement que vis-à-vis de lui et jusqu'à concurrence du montant des primes.

## § 2. — EXPLOITATIONS ASSUJETTIES

Suit l'énumération des exploitations qui seront assujetties à la nouvelle loi : exploitations agricoles, forestières, haras, entreprises de dressage ou d'entraînement et dépôts de vente se rattachant exclusivement à des exploitations agricoles.

Pour ce qui est des cas fort nombreux où le propriétaire n'exploite pas lui-même sa propriété, il est décidé dans l'article 3 que le fermier, le métayer ou tout autre exploitant sera seul responsable des indemnités vis-à-vis des victimes d'accident ou de leurs ayants droit. La victime ne peut en aucun cas rechercher le propriétaire.

« S'il n'y a pas eu assurance, le métayer ou en son lieu et place la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans le cas prévu par l'article 26 de la loi du 9 avril 1898, a un recours contre le

bailleur jusqu'à concurrence de la moitié des indemnités, nonobstant convention contraire. Ce recours ne pourra être exercé lorsque le métayer aura été dûment assuré contre l'intégralité du risque, soit par lui-même, soit par les soins du bailleur, sauf convention entre eux sur la charge de la prime. »

Nous verrons que cet article a été reproduit mot pour mot dans les propositions qui ont fait suite au projet du gouvernement. Il répond du reste entièrement aux exigences de la situation et fait une parfaite application des règles juridiques généralement admises.

L'article 1<sup>er</sup> apporte une restriction considérable au champ d'application de la loi; il excepte de l'assujettissement les « exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide exclusive de leur famille », même avec la « collaboration accidentelle d'une ou deux autres personnes, salariées ou non ».

On a voulu justifier cette exemption en invoquant la nécessité de favoriser les familles nombreuses, sans s'apercevoir que cette faveur se retournait contre elles; en réalité, c'est réduire à néant la portée de la loi dans presque toute la nation, car la grande culture ne se rencontre guère que dans le Nord et une partie du centre de la France; elle est exceptionnelle dans le reste du pays. C'est instituer une véritable catégorie de privilégiés, légiférer pour ou plutôt contre une catégorie restreinte d'exploitants; rien



ne nous paraît plus contraire, non seulement au principe même du risque professionnel, mais encore à la justice la plus élémentaire.

### § 3. — LES OUVRIERS BÉNÉFICIAIRES

Le bénéfice de la présente loi profitera à tous ouvriers, domestiques (sans qu'il soit dit si les domestiques exclusivement attachés à la personne en font partie) et employés occupés dans les exploitations précitées ; bénéficieront encore de la nouvelle législation toutes personnes qui, même sans salaire, prêtent leur concours à l'exploitation. On a eu en vue les échanges de bons procédés qui sont d'usage entre voisins dans les moments de presse et pour l'exécution de certains travaux (battage, vendange, etc.).

L'article 6 prévoit une dérogation à l'article 3 de la loi du 9 avril 1898. Il y est stipulé que les ouvriers étrangers victimes d'accidents, qui ne résideraient pas ou cesseraient de résider sur le territoire français, ne recevront pas d'indemnité journalière, sauf les clauses contraires des traités prévus par ledit article. D'après la loi de 1898, en effet, les frais médicaux et pharmaceutiques, ainsi que l'indemnité journalière de demi-salaire et les frais funéraires sont dus à l'étranger quand bien même il ne résiderait pas en France au moment de l'accident, ou bien

irait se faire soigner dans son pays. Ladite loi ne prévoit d'exception que pour l'étranger titulaire d'une rente viagère; il ne la conserve « qu'autant qu'il continue à résider sur le territoire français; s'il l'abandonne, il reçoit pour toute indemnité un capital égal à trois fois sa rente » (1).

Ces clauses répondent au souci de ne pas prévoir en faveur de certains États des dispositions plus favorables que celles faites par eux à nos nationaux (2).

#### § 4. — LES ACCIDENTS GARANTIS

L'article 2 détermine quels accidents, dans les exploitations énumérées, seront présumés accidents du travail: ce sont tous les accidents survenus au cours du travail. Ce qui signifie, et cela est grave, étant donné l'organisation de la vie agricole, que tous accidents survenus à quelque heure du jour et

---

1. V. Capitant, *les Conventions internationales sur les accidents du travail* (*Revue du droit international privé et de droit pénal international*, 1909-1910). — Pierre Fontaine, *des Indemnités prévues par la Législation française des accidents du travail*. Paris, 1912.

2. Relevons sans la discuter, que pareille préoccupation n'était pas venue à l'esprit du législateur d'autres pays, tels que l'Angleterre, l'Italie, l'Autriche, qui ont consacré le régime de l'assimilation, sans désavantage pour leurs nationaux, d'ailleurs, ceux-ci étant bien plus nombreux en France que ne sont les Français en Italie, en Autriche et en Angleterre.

de la nuit (1), à quelque distance que ce soit de l'exploitation, avec ou sans témoins, en dehors des heures de repas déterminées, sont présumés accidents du travail et par conséquent déterminent l'application de la nouvelle législation ; nous ne voyons pas bien comment le patron pourra éviter pratiquement qu'on lui fasse payer tous les accidents qui surviendront à ses ouvriers, même en dehors de leur travail.

#### § 5. — LE SALAIRE DE BASE

Dans son paragraphe 2, l'article 5 apporte une modification à la loi de 1898 en ce qui concerne le salaire de base, mais seulement en vue de la fixation de l'allocation journalière. Il décide que cette dernière, en cas de salaire variable, sera calculée sur le salaire touché par la victime au moment de l'accident, jusqu'au moment où devait prendre fin son travail dans l'exploitation ; par la suite, elle sera calculée sur le salaire moyen des ouvriers agricoles de sa catégorie employés à l'année dans le département, salaire moyen arrêté tous les cinq ans par le Conseil général.

---

1. Nombre d'ouvriers, en effet, sont de service même pendant la nuit ; ainsi les charretiers qui couchent dans les écuries et doivent surveiller les chevaux.

En cas de salaire en nature, celui-ci est fixé de la même façon par le Conseil général ; de même si la victime n'est pas salariée.

Ce régime en faveur des victimes non salariées n'est pas nouveau. On le retrouve, en effet, dans la loi du 30 juin 1899 concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés ; cette loi stipule, en effet, que « si la victime n'est pas salariée ou n'a pas de salaire fixe, l'indemnité due est calculée selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune ».

#### § 6. — LES GARANTIES

L'article 7 prévoit pour l'exploitant la possibilité de s'assurer pour les indemnités autres que les rentes, à des mutualités communales ou cantonales d'assurances constituées dans les formes prévues par la loi du 4 juillet 1900. Cette loi de 1900, que l'on appelle communément la loi Viger, du nom de son auteur, prévoit la constitution de sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles gérées et administrées gratuitement, ne réalisant aucun bénéfice et qui, à ces conditions, sont dispensées des formalités prescrites pour la constitution de semblables sociétés et exemptes de tous droits de

timbre et d'enregistrement. Elles sont affranchies des *formalités* prescrites par la loi du 24 février 1867 et par le décret du 22 janvier 1868 ; leur constitution n'est subordonnée qu'aux prescriptions très larges de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, par extension de l'article 6 de ladite loi qui autorisait déjà des caisses de secours syndicales.

Ces mutualités avaient, dans l'esprit du gouvernement, une certaine utilité ; elles devaient, étant sur les lieux, assurer un contrôle permanent sur l'état de la victime, les frais médicaux et pharmaceutiques. La mesure n'est pas indifférente, car les abus sont nombreux. Par prudence le projet soumet la formation de ces caisses mutuelles à certaines conditions savoir :

1° Que l'objet de ces mutualités soit statutairement limité à l'application du présent article, afin qu'elles restent dans leur rôle d'organismes purement corporatifs et locaux ;

2° Qu'elles comprennent au moins cinquante adhérents ;

3° Que le paiement des indemnités susvisées soit garanti par une société d'assurance contre les accidents du travail, fonctionnant en conformité de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898. C'était prévoir les cas d'accidents assez graves pour amener la ruine de la petite mutuelle et la suspension du paiement des indemnités.



Pour ce qui est des risques de mort et d'incapacité permanente, le projet ne permettait pas aux mutualités de les prendre à leur charge. Il aurait fallu, pour leur en donner la possibilité, les soumettre à la constitution d'un cautionnement qui les aurait fait sortir du cadre pour lequel on les avait imaginées. Aussi le dernier alinéa de l'article 7 prescrit-il que, quant aux rentes, la mutualité peut, par police collective, assurer à une des sociétés visées à l'alinéa précédent tout ou partie de ses membres, sauf répartition entre eux du montant de la prime, dans les conditions stipulées aux statuts.

L'article 9 prononce l'extension pure et simple à toutes les exploitations agricoles qui seront soumises à la loi future du système de contribution institué par l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 pour être appliqué aux exploitations régies par les lois du 9 avril 1898 et 30 juin 1899 non soumises à l'impôt des patentes et qui avaient été exonérées de toute participation au fonds de garantie jusqu'à la loi du 12 avril 1906 (1).

Les conditions d'affichage de la loi et des règlements d'administration relatifs à son exécution prévues par l'article 31 de la loi de 98 sont supprimées par l'article 10 du projet. Les chefs d'explo-

---

1. Cf. article 13 du projet Chauvin et article 24 du projet Beauregard ; voir plus haut deuxième partie, chap. II.



tation ne pouvaient être soumis à aucune obligation semblable à celle qui impose aux industriels de procéder à cet affichage dans chaque atelier et devenue ici impraticable. Peut-être y avait-il moyen de substituer une autre formalité à celle qui était supprimée. On ne l'a pas cherché.

L'article 12 décide qu'à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail comprendra, outre ses membres actuels, quatre membres nouveaux : le directeur de l'agriculture au ministère de l'Agriculture, un inspecteur général de l'agriculture et deux membres du Conseil supérieur de l'agriculture, désignés par le ministre de l'Agriculture.

## § 7. — PROCÉDURE

Donc, à part quelques dérogations, c'est la loi de 1898 qui s'applique : il en est ainsi pour ce qui concerne la déclaration des accidents et les enquêtes, au sujet desquelles l'article 8 du projet stipule seulement qu'un décret déterminera les conditions dans lesquelles les avis d'accidents devront être transmis par les mairies. Pour ces mêmes accidents, le projet tient compte ici des distances plus considérables et des difficultés d'aller et de venir, qui peuvent exister à la campagne entre le lieu de l'accident et la justice de paix ; aussi, lorsque l'accident paraît devoir entraî-

ner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle ou lorsque la victime est décédée, le délai d'enquête imparti au juge de paix, qui est de vingt-quatre heures d'après l'article 12 de la loi de 1898, est porté ici à trois jours.

Pour tout ce que l'enquête devra établir ainsi que pour les formes dans lesquelles elle devra être faite, le projet renvoie aux articles 12 et 13 de la loi de 1898 ; de même encore pour tout ce qu'il y avait à dire des peines qui seraient encourues pour ceux qui auront contrevenu aux dispositions de la loi, ainsi que pour tout ce qui concerne les juridictions compétentes, la procédure, les formes et délais de la revision et les garanties accordées pour la créance de la victime ou de ses ayants droit, le projet renvoie purement et simplement à la législation antérieure.

#### § 8. — MESURES TRANSITOIRES

L'article 4 envisage plusieurs questions :

1° Il décide que la présente loi sera applicable six mois après sa promulgation et que, au terme du même délai, la loi du 30 juin 1899 sera abrogée ;

2° Il permet, dans les six mois qui suivront la promulgation, la dénonciation par l'assureur ou par l'assuré des contrats d'assurance souscrits antérieurement, garantissant les exploitations énumérées à l'article premier, non contre le risque prévu par la

loi du 9 avril 1898, mais contre tous autres, même celui spécifié par la loi du 30 juin 1899, ceux-ci se trouvant complètement transformés par la nouvelle loi.

Les primes restant à payer au jour de la résiliation ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Quant aux primes payées d'avance, elles lui resteront acquises seulement jusqu'à concurrence de six mois de risques au maximum à compter du jour de la résiliation, à la condition que le contrat n'ait pas été dénoncé par lui. Le surplus sera restitué à l'assuré.

Enfin l'article 13 dispose qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

---

## SECTION II

---

### PROJET DE LOI

DE LA COMMISSION D'ASSURANCE ET DE PRÉVOYANCE SOCIALES  
DU 27 NOVEMBRE 1907

Le projet du gouvernement déposé à la Chambre fut renvoyé à la commission d'assurance et de prévoyance sociales qui l'examina, se préoccupa de recevoir les observations des services intéressés des ministères du Travail et des Finances et, en fin de compte, proposa à la Chambre un nouveau texte. Celui-ci, à vrai dire, est, de l'avis même du rapporteur, sensiblement conforme au projet du gouvernement.

C'est ce texte que nous allons maintenant examiner.

#### § I. — APPLICATION A L'AGRICULTURE DE LA LÉGISLATION SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le rapport de M. Chauvin qui précède le projet de la commission débute par des considérations

d'ordre général en tête desquelles nous trouvons affirmée très clairement la proposition suivante :

« Votre commission a pensé en premier lieu que la protection des travailleurs agricoles, par une extension de la loi du 9 avril 1898, était *nécessaire et pratiquement réalisable* » (1).

La nouvelle proposition de loi, comme le projet du gouvernement, ne devait donc pas davantage tenir compte de la première proposition formulée dans les vœux émis en 1904 et en 1905 par les Congrès des syndicats agricoles d'Arras et de Périgueux. La protection légale des travailleurs agricoles ne ferait pas l'objet d'une loi spéciale et complète, indépendante de la loi de 1898, telle que le monde agricole l'avait réclamée.

En effet, dans des termes identiques à ceux du projet du gouvernement, l'article premier pose en principe que c'est la législation de 1898, concernant les responsabilités des accidents du travail, qui doit s'appliquer aux accidents agricoles, sauf, comme dans le précédent projet, les modifications spéciales qui y seront apportées. Et le rapporteur précise en ces termes :

« Ceci est à la fois un renvoi à la loi du 9 avril 1898 pour toutes les questions non résolues par la

---

1. Rapport Chauvin, annexe au procès-verbal de la séance du 22 février 1907, p. 3.

loi actuelle et une règle d'interprétation faisant de la loi fondamentale de 1898 une *règle* à laquelle ne sont par suite apportées que des dérogations *stricti juris* ».

Voilà qui est clair.

Le plein du salaire de base est reporté à 2.400 frs comme dans l'industrie.

## § 2. — LES EXPLOITATIONS ASSUJETTIES

Le projet du gouvernement subit deux modifications : la commission a ajouté, heureusement, à l'énumération « les exploitations d'élevage, de quelque nature qu'elles soient », au lieu des seuls haras visés par le gouvernement. En outre, elle n'assujettit à la loi nouvelle que ceux des dépôts et magasins de vente qui ne sont pas déjà soumis à la loi de 1898.

Le rapporteur croit devoir ajouter que l'énumération n'est pas limitative ; elle viserait également les travaux accessoires de l'agriculture la fabrication du beurre, du fromage, du cidre, du vin, etc., et en général, dit le rapporteur, tous les travaux qui ne rentrent ni dans le cadre des professions libérales, ni dans la sphère d'application des lois de 1898 et de 1906 (1).

Par « dépôts et magasins de vente », le texte de la

---

1. Rapport Chauvin, p. 19.



commission vise les établissements que possèdent dans les villes certaines exploitations agricoles pour la vente des produits de leur exploitation. Il fallait que ceux de ces établissements qui échappaient à la loi du 12 avril 1906 n'échappassent point à la loi nouvelle.

L'article 7 reproduit textuellement l'article 3 du projet du gouvernement ; il traite de la responsabilité des accidents survenus aux ouvriers du fermier et du métayer ou de tout autre exploitant et déclare que ceux-ci seront seuls responsables à l'exclusion du propriétaire qui sera le plus souvent inconnu ou éloigné de la victime. L'insolvabilité du débiteur n'est pas à craindre, le fonds de garantie préserve l'ouvrier de ce risque.

Le principe est absolu en ce qui concerne le fermier ; il comporte des exceptions pour le cas où il y aura métayer. Le fermier aura toujours la charge des risques de l'entreprise dont il est réellement le chef, ayant la direction et la responsabilité de l'exploitation ; mais le métayer considéré beaucoup plus comme un associé ou comme un salarié que comme un exploitant autonome, jouit d'un régime particulier. Dans le cas où aucune assurance n'a été contractée, le métayer, ou en son lieu et place la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, si elle a payé pour lui sa dette au moyen du fonds de garantie, a un recours contre le bailleur jusqu'à concur-

rence de la moitié de l'indemnité versée à la victime, nonobstant conventions contraires. Le métayer et le propriétaire partagent habituellement les revenus de l'exploitation ; il n'y a pas de raison pour que, par voie de conséquence, ils ne partagent pas aussi ce risque accidents.

Ce recours disparaîtra lorsqu'une assurance aura été contractée pour l'intégralité du risque, soit par le métayer, soit par les soins du bailleur, sauf conventions entre eux sur la charge de la prime.

L'article 8 prévoit la garde en commun par une seule personne des bestiaux appartenant à des propriétaires différents ; il reproduit intégralement l'article 4 du projet du gouvernement.

Enfin, la Commission assujettit, brusquement et en sortant ainsi tout à fait de son sujet, toute personne quelconque en raison de l'entretien ou de la mise en état des parcs et des jardins.

Or, il est piquant de faire remarquer que la commission reconnaît ne pas faire ici application du principe du risque professionnel pour légitimer sa déclaration d'assujettissement. Elle savait qu'on ne pouvait imposer la responsabilité des accidents professionnels qu'aux exploitants espérant tirer du travail d'autrui un bénéfice, ce qui n'est pas le cas du propriétaire qui fait planter des fleurs ou des arbres ou tailler des quinconces dans son parc. D'autres considérations ont déterminé la Commission à adop-

ter cette solution : le danger permanent que courent les abatteurs et les élagueurs d'arbres, d'une part, et d'autre part l'aptitude spéciale des assujettis, propriétaires de parcs et de jardins à supporter la charge. Le rapport de M. Chauvin témoigne que la Commission ne s'y est pas trompée. Mais alors la loi nouvelle n'est pas seulement une loi d'extension à l'agriculture, elle a une compréhension plus large, elle englobe ceux qui rentrent dans ce cas particulier. On surprendrait bien des propriétaires de parcs et de jardins et particulièrement ceux qui en possèdent dans les villes et même à Paris si on leur disait qu'ils seront visés par une loi d'extension du risque professionnel à l'agriculture. Leur surprise grandirait encore si on leur disait que la raison de leur assujettissement, c'est leur fortune présumée qui les désigne à l'attention du législateur.

Il faut ajouter à cela que s'il agit de parcs et de jardins d'agrément, ce ne sont pas, comme on semble le croire, les jardiniers du propriétaire qui seront chargés d'abattre les arbres, ce n'est pas leur métier ; le propriétaire s'adressera à un marchand de bois, à un entrepreneur quelconque qui se chargera de la besogne. Cela est vrai, et ce l'est encore bien plus si la commission attache à l'expression de « mise en état » des jardins et des parcs le sens plus large d'exploitation des bois d'une propriété, car ici, mieux encore que tout à l'heure, ce sera un

entrepreneur responsable qui se chargera de l'élagage et de l'abatage des arbres.

Il n'en reste pas moins que si on cherche dans les travaux préparatoires de la Commission l'explication de l'article 2, on trouve, pour le justifier, deux raisons qui paraissent à tout le moins surprenantes :

1° La gravité et la fréquence du danger qui menace ceux qui abattent les arbres et les élaguent.

2° La fortune présumée du propriétaire qui ne souffrira pas beaucoup de se voir obligé d'ajouter une prime d'assurance à ses dépenses somptuaires. (1).

A coup sûr, c'est là comprendre largement le principe du risque professionnel et l'assujettissement de l'agriculture ; mais n'est-ce pas déborder les limites du sujet ? Il semble, en tous cas, que, s'il s'agit de jardiniers, il serait plus logique de faire rentrer leur risque professionnel dans une loi qui traiterait de la responsabilité des accidents du travail des domestiques et gens de maison. (2)

Ce n'est pas là le seul empiétement de la commission hors du cadre dans lequel il semble qu'elle

---

1. Rapport Chauvin, p. 25 et suiv.

2. Une proposition de la loi ayant pour objet l'application aux gens de maison du risque professionnel a été déposée à la Chambre par M. Pugliesi-Conti, député de Paris. Elle a été examinée et rapportée par la Commission d'assurance et de prévoyance sociale et sera vraisemblablement discutée dans un avenir prochain.

aurait dû se maintenir. L'article 3 règle spécialement la situation des travailleurs qui, habituellement employés aux travaux agricoles, sont accidentellement occupés à d'autres travaux. Il faut, pour imaginer l'hypothèse, supposer que c'est le même patron qui provisoirement propose une autre besogne à ses ouvriers, ce que l'article ne dit pas ; ainsi l'exemple proposé par M. Chauvin est celui d'un fermier qui emploie un jour ses charretiers et ses domestiques comme rabatteurs dans une partie de chasse. Dans ce cas l'article 3 déclare que « la présente loi s'appliquera aux accidents qui surviendraient au cours de cette autre occupation ». On dit, pour légitimer cette décision, que l'idée d'autorité qui fonde le risque professionnel existe ici manifestement et que l'ouvrier est obligé d'accepter le travail anormal sous peine le plus souvent de perdre sa place (c'est supposer le patron bien rigoureux). Enfin on ajoute que la solution admise est conforme à la loi de 1898 et à la jurisprudence qui met à la charge du patron ayant donné son autorisation l'accident survenu à un ouvrier aidant par complaisance, en dehors de son travail (1). Il n'en est pas moins très discutable qu'on puisse faire rentrer un tel risque

---

1. Voir, particulièrement, la jurisprudence consacrée par la Cour de cassation, à propos de la loi de 1898, examen du texte de la loi ; ouvriers bénéficiaires ; II<sup>e</sup> Partie, chapitre I, section II, § 3 et 4.



faire rentrer un tel risque dans les risques professionnels agricoles.

Le paragraphe premier de l'article 4 confirme et élargit la règle contenue dans le dernier paragraphe de l'article premier ; les exploitants qui travaillent d'ordinaire seuls ou avec l'aide exclusive de leurs parents ne seront pas assujettis à la loi.

Mais le second paragraphe restreint singulièrement cette règle ; en effet, il y est dit que la « collaboration accidentelle simultanée de plus de dix personnes, salariées ou non », pourvu qu'elles n'appartiennent pas à la famille de l'exploitant à titre d'ascendants, descendants, alliés au même degré, conjoint, frères et sœurs (1) a pour effet de soumettre ledit exploitant, qui d'ordinaire travaille seul, à la responsabilité forfaitaire pour tous ses collaborateurs étrangers et pour tout le temps de leur collaboration.

L'exploitant non assujetti est donc celui qui travaille habituellement seul, c'est-à-dire celui qui n'est pas un entrepreneur, qui n'a ni direction du travail d'autrui ni espoir de bénéfices sur le salaire d'autrui. Ce peut être aussi celui qui, quoique entrepreneur, n'emploie qu'accidentellement des collaborateurs ; et encore, dans ce deuxième cas, faut-il distinguer :

---

1. Les mots « alliés au même degré » précèdent les mots « frère et sœur », il s'ensuit naturellement que les beaux-frères et belles-sœurs sont exclus de cette énumération et, par suite, bénéficient de la loi.



l'exploitant ne doit pas prévoir normalement le besoin qu'il aura de s'adjoindre des collaborateurs. Par exemple, chaque année, mais pour la moisson seulement, il embauche des ouvriers ; la collaboration rentre ici dans les prévisions de l'entreprise. Mais, par suite de la maladie ou de la mort d'un parent, il est obligé de rentrer les moissons d'autrui, il embauche des ouvriers, ici la collaboration est accidentelle : dans le premier cas, il est assujetti, dit M. Chauvin, dans le second il ne l'est pas.

### § 3. — LES OUVRIERS BÉNÉFICIAIRES

Quant aux personnes protégées, ce sont surtout en premier lieu les ouvriers et employés occupés dans les exploitations assujetties, y compris les tâcherons suivant la théorie jurisprudentielle sur les mêmes ouvriers dans l'industrie (1) ; en second lieu, ce sont aussi les domestiques, autres que ceux exclusivement attachés à la personne ; cette réserve n'avait pas été faite dans le projet du gouvernement. Enfin, la protection légale s'étend même aux non salariés, étant entendu qu'il s'agit ici des voisins qui viennent prêter leur concours au cultivateur

---

1. Caen, 5 juillet 1904, *Revue judiciaire des accidents du travail*, 1904-1905, p. 339 : « Est protégé l'ouvrier travaillant à la tâche s'il est soumis à la direction de son patron et s'il reçoit de lui des instructions ». Cité par M. Chauvin dans son rapport p. 22.

pour terminer une besogne pressante et ceci généralement à charge de revanche ; c'est la solution adoptée par le législateur dans la loi du 30 juin 1899 et de plus, la commission a considéré qu'il y avait ici un salaire sous-entendu, « un salaire par échange de services espérés ou promis (1) ».

Pourtant, quelques limitations étaient admises à la règle ainsi proclamée. Les membres de la famille de l'exploitant travaillant sans salaire pour le compte et sous la direction de cet exploitant ne seront pas protégés, ces personnes devant être considérées comme des associés plutôt que comme des collaborateurs liés par un contrat de travail.

La portée de cette exception est du reste précisée à l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

D'autre part, les personnes protégées ici étant celles qui sont employées par l'exploitant, qui prêtent à lui-même ou à son préposé un concours défini et accepté, les collaborateurs non salariés qui apporteront un concours spontané sans avoir été sollicités ni acceptés par l'exploitant, ne seront pas non plus protégés ; c'est le cas du chemineau, du passant qui, spontanément, aide à retirer un charriot d'un bournier et dont le concours est plus gênant qu'utile. Enfin, sont exclus aussi, parmi les domestiques, ceux qui sont exclusivement attachés à la personne,

---

1. Rapport Chauvin, p. 23.

pourvu qu'ils ne travaillent jamais dans la ferme.

Mais, il est vrai, la commission n'a pas cru devoir faire de distinction au sujet des collaborateurs non salariés, entre celui qui est assujetti, le voisin, l'ami, et celui qui ne l'est pas ; elle n'a pas pensé qu'on doive s'arrêter à de telles considérations ; c'est au surplus la thèse de la jurisprudence qui en a décidé ainsi sous le régime de la loi de 1898 (1) ; elle se justifie encore mieux au point de vue agricole, la situation de cette catégorie de travailleurs étant identique à celle des salariés. C'est de plus la solution adoptée par la loi du 30 juin 1899.

L'article 10 énonce une règle spéciale applicable aux ouvriers étrangers. Ceux d'entre eux qui, victimes d'accidents, ne résideraient pas ou cesseraient de résider sur le territoire français, ne recevront pas d'indemnité journalière. On a craint que des ouvriers rentrassent chez eux pour se soustraire à tout contrôle médical et toucher abusivement une indemnité journalière. Il n'y avait pas de raison pour leur conserver intégralement ce droit à l'indemnité alors que, d'après la loi de 1898, en cas d'incapacité permanente, l'ouvrier perdait son droit à la rente viagère remplacée par un capital égal à trois fois la rente qui lui avait été allouée.

---

1. Cass. civ. rejet., 6 mai 1905, cité dans *Bul. Com. Perm.*, 1906, p. 280. Voyez rapport Chauvin, p. 25, note 1.

#### § 4. — LES ACCIDENTS GARANTIS

Les accidents garantis sont, d'après l'article 6 et comme dans le projet du gouvernement, tous les accidents survenus au cours du travail. La commission est donc ici beaucoup plus sévère pour le cultivateur que ne l'est la loi de 1898 (art. 1<sup>er</sup>) pour l'industriel. En effet, dans l'industrie, le patron n'est responsable que des accidents survenus à ses ouvriers « par le fait ou à l'occasion du travail ». La formule pour le cultivateur est beaucoup plus large, elle présume sa responsabilité pour tous les accidents dont sont victimes « au cours de leur travail » tous les ouvriers qu'il emploie. Il ne peut s'affranchir du fardeau de cette présomption qu'en prouvant que le sinistre n'est pas survenu au cours du travail auquel était occupée la victime, tandis que la victime n'aura plus à prouver la relation de causalité du travail à l'accident.

Deux raisons ont déterminé la commission à agir ainsi, dit M. Chauvin (1) : c'est d'abord que la définition du risque professionnel et l'équité imposent une solution plus favorable à l'ouvrier que celle admise par la jurisprudence qui oblige la victime à prouver que l'accident a eu pour cause le travail. La

---

1. Rapport Chauvin, p. 40.

seconde raison, c'est que l'ouvrier agricole ne se trouve pas dans un atelier entouré de camarades, mais, le plus souvent, seul au milieu des champs. Personne ne pourra donc établir la cause *stricto sensu* de l'accident ; qui donc, de la victime ou de l'exploitant, devra supporter injustement le fardeau du risque ? Il a semblé que l'entreprise qui recueillait les bénéfices devait aussi supporter les charges.

Mais s'il est difficile à l'ouvrier agricole de prouver que le travail a été directement la cause de l'accident, est-il plus facile au patron de prouver que le sinistre a une cause étrangère au travail auquel la victime était seule occupée au milieu des champs ? C'est pourtant la preuve que devra fournir le patron s'il veut s'affranchir des conséquences de la présomption en faveur de l'ouvrier. Or, la prétendue solitude de l'ouvrier agricole est bien relative ; presque toujours, au contraire, des camarades travaillent, non pas avec lui, mais plus ou moins près de lui. Or, la victime pourra invoquer leur témoignage tandis que le patron ne le pourra pas : étant à son service, ils sont en effet reprochables dans les termes de l'article 283 du Code de procédure civile.

La commission a introduit ici une disposition nouvelle : la victime sera déchue du bénéfice de la présomption si elle n'a pas déclaré l'accident dans le mois à la mairie de la commune où il s'est produit, sauf le cas de force majeure dûment justifiée.



§ 5. — LE SALAIRE DE BASE  
ET LE CALCUL DES INDEMNITÉS

La détermination de l'indemnité journalière et le calcul de la rente à fixer en cas d'incapacité permanente sont exposés dans l'article 9.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> traite de la détermination du salaire de base pour l'indemnité journalière en cas de salaire variable. L'article 3 de la loi de 1898, qui détermine le montant de l'indemnité journalière d'après le salaire touché au moment de l'accident, est inacceptable quand il s'agit des ouvriers agricoles. Ceux-ci, en effet, contrairement à leurs camarades de l'industrie, touchent le plus souvent un salaire qui varie suivant les époques de l'année ; par exemple, en été, moisson, vendanges, arrachage des betteraves, etc. : salaires élevés ; en hiver, quasi-chômage : bas salaires. Or, il serait peut-être très avantageux pour l'ouvrier agricole de se voir appliquer la règle de la loi de 1898 dans le cas où il serait victime d'un accident à l'époque de la moisson ; mais la même règle lui serait préjudiciable si l'accident lui était survenu à la veille du jour où il aurait pu gagner un salaire aussi important.

En conséquence, il a paru bon d'adapter à la situation spéciale du travailleur agricole des règles



spéciales qui, en cas de salaire variable, sont celles proposées par le gouvernement.

L'indemnité journalière est égale, jusqu'à l'époque à laquelle devait prendre fin le travail de la victime dans l'exploitation, à la moitié du salaire qu'elle touchait au moment de l'accident, et, par la suite, elle sera calculée sur le taux arrêté tous les trois ans pour chaque département par le préfet après avis du conseil général et après enquête suivie notamment auprès des syndicats agricoles ouvriers et patronaux, d'après le salaire moyen des domestiques employés à l'année, mais avec les modifications de détails suivantes :

Le salaire moyen est arrêté par le préfet et non plus par le conseil général ; celui-ci ne donne plus que son avis au préfet qui doit en outre consulter les syndicats agricoles, ouvriers et patronaux ; il statue tous les trois ans et non tous les cinq ans.

Le salaire ainsi déterminé sert de base aussi pour le cas où la victime n'est pas salariée ; enfin, le salaire en nature est évalué par le préfet dans les mêmes conditions.

Le paragraphe 4 fixe la détermination du salaire de base pour les rentes en cas de salaire « variable, en nature ou absent ». Les rentes seront calculées d'après un salaire annuel moyen fixé comme il est dit au paragraphe 1 précité et cela pour les mêmes raisons.

## § 6. — TRAITEMENT MÉDICAL

Pour tout ce qui concerne le traitement médical, c'est-à-dire les frais de médecin, de pharmacien et d'hôpital, le projet du gouvernement et celui de la commission sont également muets.

## § 7. — LES GARANTIES

L'article 2 vise la création de sociétés d'assurances mutuelles, communales ou cantonales. Comme l'article 7 du projet du gouvernement, il se réfère pour leur établissement à la loi du 4 juillet 1900 qui présente pour ces sociétés les avantages dont nous avons parlé plus haut. Des statuts types établis par décret rendu sur la proposition du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du ministre de l'Agriculture, seront établis et serviront de modèle à ces sociétés. Il faudra que l'objet de ces mutualités soit statutairement limité à l'assurance des indemnités journalières et des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation dus en cas d'incapacité temporaire et reproduisent, pour le surplus, les dispositions du projet du gouvernement.

L'alimentation du fonds de garantie est prévue par l'article 13. Cet article combine l'article 5 de la loi

du 12 avril 1906 avec l'article 9 du projet du gouvernement.

Il est prévu une amende de 100 à 1.000 francs pour toute contravention aux prescriptions de ce règlement.

L'article 14 reproduit d'une part le texte de l'article 10 du projet du gouvernement relatif à l'affichage, mais il déclare en outre que ledit affichage devra être effectué dans l'intérieur des mairies et des justices de paix.

#### § 8. — LA PROCÉDURE

L'article 12 laisse à un décret ultérieur le soin de déterminer les conditions dans lesquelles les avis d'accident visés au cinquième alinéa de l'article 2 de la loi de 98 devront être transmis par les mairies.

Dans un paragraphe 2, tenant compte des difficultés de communication dans la campagne, il porte à trois jours le délai de vingt-quatre heures dans lequel le juge de paix doit procéder à l'enquête prévue au deuxième paragraphe de l'article 12 de la même loi.

#### § 9. — MESURES TRANSITOIRES

L'article 15 règle trois questions d'ordre bien différent :

1° Fixation de la date d'application de la loi : trois mois après la promulgation des décrets visés aux articles 11, 12 et 13 (le gouvernement avait proposé six mois);

2° Possibilité pour l'assureur et pour l'assuré de dénoncer, à partir de la promulgation de la loi et dans les six mois qui suivront, les contrats d'assurances souscrits antérieurement, même s'ils couvraient, en dehors du risque visé dans l'article 1<sup>er</sup> de cette proposition, le risque spécifié par les lois de 1898, 1899 et 1906.

Cette résiliation devra s'effectuer dans les formes prescrites au paragraphe 3.

La loi nouvelle transformant complètement la nature des risques assurés, il est légitime que cette résiliation puisse s'effectuer. Quant aux primes restant à payer elles ne seront acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée jusqu'au jour de la résiliation. Les primes payées d'avance pour assurances à forfait ne lui resteront acquises et seulement jusqu'à concurrence de six mois de risque au maximum à compter du jour de la résiliation, que si le contrat n'a pas été dénoncé par lui, le surplus sera restitué à l'assuré.

3° L'article 15 déclare qu'à partir de la même date les deux derniers paragraphes de la loi du 30 juin 1899 seront abrogés, les deux premiers restant en vigueur. Or, de ces deux paragraphes, l'un est relatif

au calcul du salaire de base pour la victime qui n'est pas salariée ou reçoit un salaire variable, l'autre déclare l'agriculture exclue du domaine d'application de la loi de 1898. De là deux conséquences :

a) Les accidents occasionnés par les machines agricoles mues par des moteurs inanimés restent à la charge exclusive de l'exploitant desdits moteurs ;

b) Toutes les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces machines et, notamment, les membres de la famille du chef d'exploitation qui, eux, ne bénéficient pas des avantages de la loi projetée, peuvent toujours invoquer la loi de 1899 qui apparaît plus avantageuse pour eux.

Enfin, l'article 16 dispose qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application à l'Algérie et aux colonies de la présente loi.

---

## CHAPITRE II

---

### CRITIQUE DES PROJETS ÉTUDE DU RISQUE PROFESSIONNEL AGRICOLE

#### § 1. — NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME

Ces deux projets furent accueillis dans le monde agricole par une improbation unanime et qui se manifesta aussitôt par des réclamations assez vives.

Sur quels points portaient ces réclamations et sur quelles bases étaient-elles fondées ?

C'est ce que nous allons rechercher.

A coup sûr, ce n'était pas l'application à l'agriculture du système du risque professionnel qui soulevait des objections. Nous avons vu plus haut que cette application n'était plus discutée par les intéressés depuis longtemps (1).

---

1. M. Capitant a pu constater, par la suite, que les syndicats agricoles, la Société des Agriculteurs de France et l'Association française des Assurances sociales, après discussion sur la question, « reconnaissent que la logique et l'équité exigent que l'on



On reconnaît généralement l'équité de cette mesure qui répond à un besoin pressant : la législation actuelle est, en effet, aussi défavorable aux ouvriers qu'aux patrons. Les victimes ont maints griefs contre elle : l'obligation de prouver une faute à la charge du chef d'exploitation, l'impossibilité d'un recours contre celui-ci lorsque l'accident provient de la force majeure ou d'un cas fortuit, les lenteurs de la procédure avec laquelle ils se trouvent aux prises.

Les patrons, d'autre part, n'ont pas davantage à se louer du sort qui leur est fait en l'état actuel. Ils se plaignent avec juste raison de n'être pas fixés sur la nature et l'étendue de la responsabilité qu'ils encourent ; la question est complexe en effet. Nous avons vu que dans bien des cas le cultivateur se trouve soumis à la loi de 1898 qui pourtant n'est pas applicable à l'agriculture ; il en est ainsi toutes les fois qu'il installe dans son exploitation une féculerie, une distillerie, etc. Il en est de même si, voulant occuper ses chevaux et ses charretiers pendant la morte saison, il entreprend quelque transport pour des voisins. Est en outre assujetti à la loi de 1899, le cultivateur qui fait usage d'une machine mue par

---

accorde aux salariés agricoles la même protection qu'à ceux du commerce et de l'industrie ». V. H. Capitant, *les Accidents du travail dans l'agriculture*, rapport présenté à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs. Paris, Félix Alcan, 1909, p. 9. — V. aussi, L. Martin, dans *l'Aide sociale* du 31 mars 1908.

un moteur inanimé. Enfin, la plupart du temps, ce sont les règles du droit commun qui lui sont applicables, et il est responsable des accidents qu'il a occasionnés par sa faute, sa négligence ou son imprudence ou celles de ses préposés, et de ceux qui surviennent par le fait de ses animaux. Et nous avons vu jusqu'à quel point la jurisprudence des tribunaux a augmenté l'incertitude de cette législation et alourdi ses conséquences à l'égard des patrons ; en effet, les tribunaux apprécient souverainement la responsabilité du chef d'exploitation, ils fixent comme ils l'entendent l'indemnité qu'il devra payer.

On comprend que les magistrats ne résistent guère au courant qui entraîne l'opinion dans un large sentiment de générosité envers les ouvriers.

Mais faut-il considérer cette sympathie comme une raison suffisante de la sévérité avec laquelle ils apprécient les faits pouvant constituer une faute, une négligence ou une imprudence à la charge du patron ? L'arbitraire du juge est absolu ; il est redoutable aussi, car il a le même pouvoir souverain d'appréciation pour déterminer l'étendue du préjudice causé et pour fixer l'importance de la réparation. Or, l'importance des indemnités qui est proportionnelle au salaire de la victime varie, dans des hypothèses à peu près semblables, près d'une même Cour d'appel, entre 2.000 et 24.000 francs. Il faut donc bien croire que pour des appréciations si différentes,

on fait entrer en ligne de compte la situation personnelle du patron et la situation plus ou moins intéressante de la victime (1).

Ainsi, nous avons vu qu'un patron, qui a installé dans son exploitation un moteur pour actionner ses machines agricoles (hache-paille, coupe-racines, concasseurs, etc.) et qui, d'autre part, possède un matériel de distillerie ou de sucrerie, se trouve soumis à trois législations différentes ! On comprend sans peine à quels conflits une situation aussi complexe, souvent même aussi confuse, peut se prêter (2).

Nous avons exposé plus haut les controverses nées de la nouvelle législation, nous ne voulons pas nous y arrêter de nouveau.

La situation n'est pas seulement embarrassante pour l'agriculteur, elle peut être une entrave au développement de son exploitation ; la crainte d'une responsabilité à la fois trop vague et trop lourde, l'incertitude du droit auquel il sera soumis, peuvent amener des dissentiments avec le personnel, déjà difficile à recruter et à commander, et troubler gra-

---

1. V. Loubat, *Traité sur le risque professionnel*, 3<sup>e</sup> éd., 1907, t. I, n° 12, p. 35 et R. Sagot, rapport précité au Congrès d'Arras.

2. V. observations présentées par M. Ratier au Sénat. *Journ. off.*, du 14 juin 1895. Déb. parl., p. 601, et par M. Marc Sauzet à la Chambre des députés à la séance du 8 juin 1899. S. *Lois annotées*, 1899, p. 841, note 10. — Voir aussi le rapport présenté par M. R. Sagot au IV<sup>e</sup> Congrès national des Syndicats agricoles, tenu à Arras les 9, 10 et 11 juin 1904. Paris, Bour., 1907, et *supra*, 2<sup>e</sup> partie, chap. V.

vement les bases et le développement d'une bonne organisation de l'exploitation.

## § 2. — GRAVITÉ COMPARÉE DU RISQUE AGRICOLE

Il faut aussi considérer la gravité du risque agricole.

Or, depuis quelques années, on a montré si souvent la fréquence et la gravité des accidents survenus au cours des travaux agricoles, que l'opinion contraire autrefois répandue tend aujourd'hui à disparaître. Il est impossible de fournir des chiffres d'ensemble pour la France où des statistiques en matière d'accidents agricoles ne sont pas établies ; mais d'autres pays nous donnent des renseignements utiles.

En Allemagne, la statistique afférente à la période quinquennale 1905-1910 fait ressortir les chiffres suivants pour l'année 1910 (1) :

|                                  | Industrie | Agriculture |
|----------------------------------|-----------|-------------|
| Accidents déclarés.....          | 484.097   | 137.015     |
| Incapacités perm. partielles.... | 39.766    | 21.842      |
| — totales.....                   | 453       | 433         |
| Morts.....                       | 5.292     | 2.861       |

---

1. Les chiffres des années 1905 à 1909 aboutissent à des résultats équivalents. Nous avons compris dans la statistique agricole les services publics agricoles et forestiers (domaines).

Ainsi le rapport des cas d'incapacités permanentes partielles au nombre des accidents est : pour l'industrie de 5 o/o à peine ; pour l'agriculture de plus de 16 o/o.

Celui des cas d'incapacités permanentes totales est pour l'industrie de 0.93 o/oo et pour l'agriculture de 3.3 o/oo.

Celui des cas de mort est, pour l'industrie de 1 o/o environ et, pour l'agriculture de 2 o/o (si l'on exclut de l'agriculture les domaines de l'État, ce même rapport est de 2,3 o/o).

Enfin, en 1906 encore, le nombre des accidents indemnisés est, pour 1.000 « vollarbeiter » : dans l'industrie de 9 unités, dans l'agriculture de 13.

Encore faut-il noter que les transports afférents aux exploitations forestières, ainsi que les chargements et déchargements qui en résultent, risques extrêmement graves, sont exclus et compris dans l'industrie (travail industriel du bois).

D'autres chiffres vont nous donner des indications sur la proportion des accidents : dans les services publics agricoles et forestiers, la même année 1910, il y a eu 72,13 accidents déclarés pour 1.000 « vollarbeiter », tandis qu'il n'y en a eu que 58,38 dans les corporations industrielles (1).

En Suisse, le 63<sup>e</sup> volume de la statistique officielle

---

1. V. *Statistique internationale des accidents du travail* publiée par M. E. Fuster dans le *Bulletin des Assurances sociales*



fournit le classement, dans un ordre décroissant, des diverses professions d'après le nombre des accidents occasionnés par le travail aux adultes de plus de quinze ans : l'agriculture vient au huitième rang, fait bien remarquable dans un pays où l'on n'emploie guère de chevaux.

En Angleterre, le tableau dressé par le **ministère du Commerce** donne le nombre des accidents mortels survenus chaque année.

Pour la période 1898-1902, ce tableau fournit les données suivantes :

|                                      | Pour<br>10.000 vollarbeiter |
|--------------------------------------|-----------------------------|
| Mines.....                           | 12,9                        |
| Carrières .....                      | 12                          |
| Chemins de fer.....                  | 9,6                         |
| Agriculture .....                    | 6                           |
| Produits chimiques.....              | 3,9                         |
| Métallurgie.....                     | 3,2                         |
| Scieries mécaniques et charpentes... | 2,7                         |
| Verreries (1).....                   | 2,4                         |
| Etc., etc.                           |                             |

Pour la France, il est possible de recueillir quelques renseignements. Nous avons pu relever les

---

d'août 1912. La statistique concernant le rapport du nombre des accidents au nombre des ouvriers a été établie seulement pour les services publics agricoles, non pour le reste de l'agriculture.

1. Chauvin, Rapport précité, p. 5, note 1. Le risque professionnel n'a pas été appliqué à l'agriculture en Danemark, Finlande, Hollande, Hongrie, Luxembourg ; en Autriche, Italie, Norvège, le machinisme agricole seul y est soumis ; en Suède, la sylviculture seulement.



chiffres donnés par les conseils d'administration d'un certain nombre de sociétés d'assurances, dans les rapports aux assemblées générales ordinaires annuelles. Nombre d'entre eux, malheureusement, ne fournissent pas de discriminations suffisantes. Voici ce que donnent les rapports qui s'expliquent sur ce point :

1<sup>o</sup> *Industrie*

|                                                         | Années | Accidents déclarés | Cas de mort |
|---------------------------------------------------------|--------|--------------------|-------------|
| Le Secours .....                                        | 1908   | 30.484             | 109         |
|                                                         | 1909   | 30.662             | 155         |
|                                                         | 1910   | 44.130             | 172         |
|                                                         | 1911   | 37.906             | 150         |
| La Mutualité Industrielle .....                         | 1900   | 7.178              | 14          |
|                                                         | 1904   | 9.642              | 11          |
|                                                         | 1905   | 12.808             | 21          |
|                                                         | 1906   | 18.661             | 21          |
|                                                         | 1908   | 24.000             | 56          |
|                                                         | 1909   | 22.512             | 56          |
|                                                         | 1910   | 23.066             | 22          |
|                                                         | 1911   | 26.305             | 44          |
| Caisse syndicale des Industries textiles de France..... | 1904   | 2.279              | 11          |
|                                                         | 1905   | 2.922              | 8           |
|                                                         | 1906   | 4.220              | 13          |
|                                                         | 1907   | 5.414              | 10          |
|                                                         | 1908   | 5.679              | 19          |
|                                                         | 1909   | 7.193              | 12          |
|                                                         | 1900   | 7.248              | 10          |
| L'Alimentation.....                                     | 1911   | 8.296              | 9           |
| Totaux .....                                            |        | 331.265            | 923         |

En moyenne, le rapport des cas de mort au nombre des accidents déclarés ressort ainsi à 28 0/000 à peine (exactement 27,7).

## 2° Agriculture

|                                                                                              | Années | Accidents déclarés | Cas de mort |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------------------|-------------|
| Caisse syndicale d'ass.<br>mut. des Industries                                               |        |                    |             |
| sucrières.....                                                                               | 1907   | 166                | 2           |
|                                                                                              | 1908   | 148                | 3           |
|                                                                                              | 1909   | 83                 | 1           |
|                                                                                              | 1910   | 138                | 1           |
|                                                                                              | 1911   | 135                | 5           |
| Caisse syndicale d'Ass.<br>mut. des Agricul. de<br>France contre les<br>Acc. du Trav. agric. | 1910   | 3.752              | 26          |
|                                                                                              | 1911   | 4.513              | 31          |
|                                                                                              | 1912   | 5.370              | 45          |
| Totaux .....                                                                                 |        | 14.305             | 114         |

Ainsi, en moyenne, le rapport des cas de mort au nombre des accidents déclarés (1) ressort à 72,7 0/000.

La gravité des risques agricoles provient, pour la plus grande partie, de l'élevage des animaux et de leur emploi dans les travaux des champs ; des animaux et surtout des *chevaux*.

---

1. La statistique de la Caisse syndicale des Agriculteurs de France comprend tous les accidents déclarés, même ceux qui n'ont eu aucune suite. Quant à celle des autres sociétés nous n'avons pu avoir de précisions à ce sujet.

§ 3. — CARACTÈRES COMPARÉS DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE. — NÉCESSITÉ D'UNE LOI SPÉCIALE POUR L'AGRICULTURE.

La nécessité d'une réforme est acceptée par les intéressés, nous avons dit à quelles conditions : l'élaboration d'une loi spéciale préparée avec leur collaboration (1).

Rien n'est plus raisonnable.

Comment se fait-il dès lors que les projets du gouvernement et de la commission n'en aient tenu compte que dans une mesure aussi dérisoire ? (2). On a pu dire que le premier de ces projets n'avait obtenu dans le monde parlementaire, où il fit une entrée toute d'humilité, qu'un succès d'estime. N'est-ce pas qu'on apercevait déjà qu'il lui manquait l'agrément, même résigné, des intéressés ? Celui de la commission n'eut pas plus de succès.

C'est qu'on ne s'était pas assez préoccupé, en

---

1. V. *Progrès de la Somme*, 19 avril 1908. — Fernand David, *Rapp. budg. agric.* 1908. Ch. dép., n° 1245. — Beaumont, *loc. cit.* — Deléarde, *Communications de l'Ass. franç. des Assur. Soc.*, n° 9, mars 1907.

2. Ils s'étaient contentés de reproduire à peu près les solutions adoptées par le Congrès de Périgueux sur la proposition de M. R. Sagot, rapporteur, sur des points de détail : la responsabilité des métayers, le mode d'évaluation de la nourriture et la fixation du plein du salaire de base. Encore, sur ce dernier point le gouvernement n'a-t-il pas été suivi par la commission.

effet, de l'opinion des intéressés. Pourtant le monde agricole n'avait pas manqué, en diverses circonstances et dans la plupart de ses manifestations, de formuler des vœux : ceux-ci ne pouvaient laisser aucun doute au législateur qui entreprenait la réforme. Précisément les vœux adoptés par les Congrès d'Arras et de Périgueux le prémunissaient contre la tentation qu'il pouvait avoir d'élaborer un projet en dehors des cultivateurs et sans prendre l'avis de leurs représentants autorisés.

La section de législation de la Société des Agriculteurs de France s'était emparée du projet du gouvernement, et dans un rapport présenté par M. Rousselle, s'exprimait en ces termes : « Le conseil de la Société des agriculteurs de France et de l'Union centrale (des Syndicats) se sont immédiatement préoccupés des conséquences de cette extension et ont demandé que leurs délégués fussent entendus par la commission parlementaire d'assurances et de prévoyance sociales » qui se préparait à reviser le projet (1). Les délégués du monde agricole avaient été reçus et écoutés, mais on n'avait tenu aucun compte de leurs observations, ce qui revenait au même.

---

1. V. *Bull.*, de l'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France du 1<sup>er</sup> Mars 1907, p. 80 et *Bull.* de la Soc. des agriculteurs de France, 15 Avril 1907. — Comptes rendus de l'assemblée générale, 2<sup>e</sup> Fascicule p. 82.

En effet, si on avait suivi les desiderata exprimés par les représentants du monde agricole ou par leurs organes, l'article 1 du projet du gouvernement et de la proposition de la commission n'auraient pas proclamé, dès le début, ce que précisément les intéressés repoussaient avant tout : l'extension pure et simple de la loi de 1898 aux salariés agricoles. Or, nous avons vu que les deux projets précédemment étudiés proclamaient dès le premier article l'application de la législation concernant les responsabilités des accidents du travail à tous les salariés employés dans les travaux agricoles.

Dès 1898, M. Henry Boucher, alors ministre du Commerce, avait nettement justifié par avance cette légitime prétention lorsqu'il déclarait à la tribune du Sénat :

« ... Nous avons considéré qu'une même loi ne pouvait pas régler le sort des ouvriers agricoles et le sort des ouvriers industriels... Nous n'avons donc pas voulu apporter ici une loi sur les accidents agricoles ; cette loi reste à faire (1). »

Une telle déclaration est précieuse, car elle montre à quel point, dans le monde parlementaire même, certaines personnalités particulièrement autorisées étaient convaincues de la nécessité de faire sur des

---

1. Séance du 3 mars 1898. *Journ. off. Déb. parl.* 4 mars 1898. p. 236 et 237.

bases différentes une loi appliquant à l'agriculture le principe du risque professionnel. Au surplus, combien de parlementaires, qui, en 1898, ont voté la loi du 9 avril sur les accidents du travail en matière industrielle, se refusent à adopter son application pure et simple à l'agriculture.

Cette loi spéciale et complète, l'agriculture la réclamait pour des raisons que nous allons exposer et dans de multiples circonstances les différents groupements agricoles en proclamèrent le principe invariablement (1).

Les partisans de cette idée considéraient que les chefs d'entreprise aussi bien que les ouvriers avaient un intérêt évident à posséder un texte complet les dispensant de toutes recherches, que toute complication dans la législation qui réglerait leurs rapports en ferait la proie des agents d'affaires et qu'enfin il était indiscutable qu'une situation spéciale appelât une loi spéciale. Par dessus tout, il leur semblait que le risque professionnel agricole, absolument différent du risque professionnel industriel, devait être traité différemment. Les différences qui séparent ces deux

---

V. Notamment dans *Bull. de la Soc. des Agriculteurs de France*, compte rendu de l'Ass. Générale de 1907, 2<sup>e</sup> fascicule, le rapport de M. Rousselle, 15 avril 1907 et *ibid.*, 15 octobre 1907, p. 302, VI<sup>e</sup> Congrès national des Syndicats agricoles tenu à Angers les 3, 4 et 5 juillet 1907.



sortes de risques vont faire l'objet dès à présent de notre étude (1).

Il faut considérer que l'agriculture ne peut aucunement être assimilée à l'industrie.

Il n'existe pas dans l'agriculture, comme dans l'industrie, de *concentration* qui permette au patron de surveiller efficacement ses ouvriers. Le chef d'une exploitation agricole est le plus souvent dans l'impossibilité absolue de surveiller les travaux qui s'effectuent souvent très loin de lui. Il n'est pas rare, dans les pays où l'on cultive les céréales, les betteraves, la vigne, etc., que les charretiers, laboureurs, ou autres ouvriers, travaillent chacun à des endroits très différents, à plusieurs kilomètres du siège de l'exploitation (2). Cette absence de concentration est cause aussi que le chef de culture ne dispose pas des moyens préventifs, des appareils préservatifs employés généralement dans les usines et les manufactures, que même s'il en met à la disposition de ses salariés, il est dans l'impossibilité de veiller à ce qu'ils s'en servent utilement. Tandis que l'ouvrier industriel est soumis à une surveillance étroite de la

---

1. Voir à ce sujet les rapports précités aux Congrès des Syndicats agricoles tenus à Arras en 1904, Périgueux et Angers en 1905 et 1907 et *Bull. de la Soc. des Agriculteurs de France*, 15 octobre 1907, p. 302.

2. M. Chauvin relève aussi l'isolement des ouvriers agricoles, mais pour en tirer des conclusions toutes différentes. V. Rapport précité de M. Chauvin, p. 16 et 40.

part du chef d'entreprise, l'ouvrier agricole travaille dans des conditions qui sont très sensiblement les mêmes que celles dans lesquelles il se trouverait s'il travaillait pour son propre compte ou isolé. Ici la surveillance patronale peut être traitée en quantité tout à fait négligeable.

On s'en rend compte facilement : le patron industriel en raison même de la courte durée du concours de ses ouvriers et de leur groupement aux heures de travail, soit dans l'usine, soit sur un chantier déterminé, peut exercer réellement une surveillance constante et efficace, et une direction continue d'où l'on peut tirer un principe de responsabilité. Au contraire, pour peu que l'on ait traversé des régions agricoles, on est aussitôt convaincu qu'en raison, tant de son étendue, que de la *diversité* et de la multiplicité des travaux et que de la *variété* des saisons, de la température et des besoins de chaque jour, il en est tout autrement dans l'agriculture. Que l'on envisage même le cultivateur le plus actif et le plus consciencieux, on ne pourra jamais exiger de lui une surveillance comparable à celle qu'un chef d'entreprise exerce dans son usine. Le plus souvent, le soin de la direction doit se borner à indiquer chaque matin et à chacun des collaborateurs la tâche de la journée.

Bien plus, dans l'industrie, le *temps* pendant lequel les ouvriers sont à la disposition du patron est très court. Celui-ci n'exerce de surveillance sur

ses ouvriers que pendant les quelques heures qu'ils passent à l'usine ; sa responsabilité est réduite, elle naît à l'entrée des ouvriers, elle s'évanouit sitôt qu'ils sortent des ateliers après avoir achevé leur tâche : le temps de sa responsabilité est réglée par la cloche ou la sirène qui appelle au travail et sonne l'heure du départ.

Au contraire, dans l'agriculture, les ouvriers sont jour et nuit, à tous instants, à la disposition du patron (1) : ils prennent leurs repas chez lui, ils dorment sous son toit ; les charretiers couchent le plus souvent dans les écuries, les bouviers dans les étables, les bergers au milieu de leurs moutons. Le patron sera-t-il responsable à chaque instant du jour et de la nuit des risques que ses employés peuvent courir ?

D'autre part, cette sorte de *fatalité* qui naît de l'outillage, de la répétition constante du même geste ou de la même série de gestes et qui rend si évident, si inéluctable le risque professionnel dans l'industrie, n'existe pas dans l'agriculture ; les travaux agricoles même ceux qui, comme les vendanges, les moissons, la fénaison, la cueillette des fruits, etc... sont effectués en commun, ne supposent pas cet enchevêtrement de forces. Les travaux agricoles, dans la majorité des cas, n'exposent pas, comme les travaux

---

1 Bull. Soc. Ag. de France, 15 oct. 1907, p. 302.

industriels, les employés ou ouvriers aux dangers permanents d'un métier que l'outillage en action rend dangereux aux plus prudents.

La *division* et la *spécialisation* du travail, telles qu'on les trouve organisées dans l'industrie moderne, visant à rendre la tâche de l'ouvrier aussi simple que possible, impriment à cette tâche un caractère de banalité, d'automatisme tel qu'à répéter les mêmes gestes en présence du même danger, il en arrive à se familiariser avec lui, à en être tellement saturé qu'il lui devient impossible d'y attacher son attention avec une continuité et une intensité suffisantes.

Et puis, il y a la différence dans *l'intensité* du travail :

L'ouvrier agricole, il est vrai, fournit un plus grand nombre d'heures de travail, au moins en été ; mais il n'a pas, lui, le surmenage quotidien de l'ouvrier industriel ; il suit le pas lent de son cheval ou de ses bœufs, change de besogne avec les saisons, le temps et les nécessités du jour ; successivement il laboure, herse, fauche, bat le grain, conduit une voiture, abat une haie, nettoie un fossé ou remplace une tuile emportée par le vent.

Le risque agricole n'étant pas le même que le risque industriel, il mérite donc d'être soigneusement défini ; de même qu'on pourrait réclamer une plus nette détermination des accidents donnant lieu à réparation. Il n'y a pas qu'une différence de risques entre

les deux métiers, il y a aussi une différence de *condition* entre les victimes de l'un et de l'autre. L'ouvrier industriel, qu'un accident a contraint au chômage, est guetté par la misère ; la porte de l'atelier fermée, il se trouve sans ressources ; même si un voisin vient à son secours, encore faut-il que ce voisin ait lui-même le moyen de venir en aide à celui que le sort a privé de ses moyens de subsistance en lui ôtant la force de travailler.

Il n'en est pas de même pour l'ouvrier agricole. S'il est blessé, il reste à la ferme, il y est nourri ; même, loin de le considérer comme un parasite encombrant, on lui trouvera de la besogne, car il peut rendre encore de nombreux services. Ce n'est pas comme dans l'industrie où l'ouvrier est si spécialisé que quand il doit changer son ouvrage, même s'il continue à participer à la confection d'un même produit, il lui faudra souvent plusieurs semaines avant de pouvoir appliquer utilement son travail à la nouvelle tâche qui lui aura été assignée. Une exploitation agricole, au contraire, constitue une collectivité quasi-familiale, dans laquelle la nourriture est fournie à peu de frais, et où le logement est très facilement donné pour rien. L'ouvrier agricole, victime d'un accident trouvera le plus souvent à la ferme le gîte et les aliments dont son camarade de l'industrie sera totalement privé en pareil cas.

On a dit encore, et il faut aussi prendre ceci en



considération, que la vie à la campagne était infiniment plus facile et moins coûteuse que la vie dans les villes et qu'en conséquence on ne pourrait pas, sans injustice, fixer les indemnités d'après les mêmes règles qu'en matière industrielle. On peut remarquer, en effet, que pour le travailleur agricole le moindre revenu venant s'ajouter au gain de chaque jour apporte facilement l'aisance dans la famille la plus déshéritée. Peut-être conviendrait-il donc d'abaisser légèrement le montant des rentes attribuées par la loi de 1898 à la veuve et aux ascendants. Les indemnités prévues par cette loi, en effet, constitueraient, pour l'immense majorité des cultivateurs et particulièrement pour les plus petits d'entre eux qui sont le plus grand nombre, une charge dont nous craindrions qu'elle ne dépassât de beaucoup leurs facultés.

Mais si, comme il paraît être certain, la vie est moins chère à la campagne, ces indemnités n'étant plus proportionnées aux besoins auxquels il est légitime qu'elles soient destinées, leur application ne sera plus justifiée.

Il pourrait aussi y avoir lieu d'édicter des règles précises pour établir le salaire devant servir de base à l'indemnité. Cette précaution serait d'une importance capitale pour éviter des procès journaliers ; car comment arriver à une entente sur la fixation du salaire d'un homme qui gagne, dans telle ferme,



suivant les saisons, sept francs par jour, ou deux francs, ou même moins et qui, d'autre part, travaille une partie de l'année pour son propre compte ?

Pour la même raison, et quoi qu'il ait été dit, il y aurait lieu d'évaluer par région le prix de la nourriture qui, presque toujours, s'ajoute au salaire en argent dans l'agriculture, car la valeur en est très variable.

On ne peut sérieusement admettre, par ailleurs, que la perte d'un œil, ou même d'un bras cause à un vacher, à un berger, à un charretier, le même préjudice qu'à un ouvrier de la ville à quelque profession qu'il appartienne. On pourrait citer l'exemple de tel ouvrier agricole dont la main droite avait été remplacée par un crochet à la suite d'un accident, et qui, malgré cela, rendait dans l'exploitation où il était employé les mêmes services qu'à l'époque où il avait le libre usage de sa main, gagnait les mêmes gages que ses camarades et passait pour le meilleur charretier du canton (1).

Nous n'entendons pas dire par là qu'un ouvrier agricole, victime d'une telle infortune, ne mérite aucune indemnité, mais seulement qu'elle ne doit pas être la même que celle qui serait allouée dans le même cas à son camarade de l'industrie. Or, il est à craindre que faute de l'avoir préalablement déterminé, les tribunaux n'appliquent le même tarif.

---

1. Rapport précité au Congrès d'Arras, p. 10.

Ainsi, « les accidents ont, à la campagne, des conséquences moindres pour l'avenir, l'ouvrier blessé trouvant encore à s'employer dans les champs ou au village, alors que toute activité lui serait impossible à la ville (1). » et de cela il est bon de tenir compte, car du jour de l'accident, l'ouvrier peut appliquer son activité à des travaux moins compliqués et éviter de la sorte toute diminution de salaire.

Il faut tenir compte aussi des circonstances de fait qui aggraveront, *ipso facto*, pour le cultivateur les charges du risque professionnel telles qu'elles sont précisées par la loi du 9 avril 1898. Par exemple, l'article 2 de la loi déclare que les ouvriers et employés désignés à l'article premier dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs ne bénéficieront de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme et que pour le surplus ils n'auront droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité. Or, ce salaire maximum qui sert de base à la fixation des indemnités est un salaire normal dans l'industrie, il est extraordinairement rare dans l'agriculture. Il y aurait donc lieu, ici encore, de réduire la charge imposée aux agriculteurs.

Cette remarque ne s'applique, il est vrai, qu'à la proposition de loi présentée par la Commission

---

1. Proposition de loi présentée par M. Paul Beauregard, député. Exposé des motifs, p. 4.

d'Assurance et de Prévoyance sociales. Nous avons vu en effet que le projet du gouvernement dans son article 5 tient compte de ces considérations puisqu'il décide que le plein du salaire pouvant servir de base à la fixation des rentes, ne pourrait dépasser 800 fr. au maximum ; on peut même ajouter qu'abaisser ce plein à 800 francs est un peu excessif, puisque, parmi les intéressés, on consentirait à le relever jusqu'à 1.000 francs.

On fait encore remarquer que l'âge à partir duquel l'enfant peut se suffire par son travail n'est pas le même dans l'industrie et dans l'agriculture. La loi, pour l'industrie, s'est préoccupé du secours qui devrait être apporté aux enfants mineurs de la victime. Ces enfants ont droit à une rente fixée sur le salaire annuel de leur ascendant, pourvu qu'ils aient moins de seize ans. L'âge ainsi fixé paraît en effet raisonnable dans l'industrie où l'enfant, au sortir de l'école, doit fournir un long apprentissage avant de pouvoir gagner ce qui est nécessaire pour satisfaire aux besoins essentiels de son existence.

Mais il n'en est pas de même à la campagne où il n'y a pas d'apprentissage ; il serait donc possible d'abaisser l'âge au delà duquel la rente cesse de courir au profit des enfants, qui trouvent, beaucoup plus tôt qu'à la ville, à louer leurs services et par conséquent à gagner leur vie. Dès la sortie de l'école, en effet, l'enfant de la campagne, à l'âge de treize

ans, n'est pas embarrassé pour trouver une place dans une exploitation agricole où il reçoit, non seulement le logement et la nourriture, mais aussi, la plupart du temps, un salaire en argent qui peut s'élever, par exemple, à soixante francs par an dès le début.

Enfin, il serait bon de faire en sorte que l'abus considérable des *petites infirmités* pût être évité.

Nous avons vu plus haut comment se présentait cette question à l'heure actuelle dans l'industrie. On peut dire que l'agriculture doit redouter ces abus encore davantage : en Allemagne, c'est surtout à la campagne que l'abus des « schnapsrenten » s'est développé (1).

En France, on avoue que les petites infirmités simulées ou chimériques sont très nombreuses, et même, qu'elles dépassent de beaucoup les 5 o/o alloués par les experts que la jurisprudence semble amenée à considérer peu à peu, bien lentement, comme le point de départ des incapacités réelles. Ce qui explique aisément l'accroissement continu des cas d'incapacités permanentes partielles. Voici quelques chiffres édifiants :

| Année | Accidents graves | Cas d'incapacités permanentes partielles | Rapport  |
|-------|------------------|------------------------------------------|----------|
| 1900  | 6.543            | 4.842                                    | 74 o/o   |
| 1905  | 19.802           | 17.493                                   | 88 o/o   |
| 1910  | 30.266           | 27.688                                   | 91,4 o/o |

1. V. Fûster, *les Accidents du travail agricole et l'expérience allemande*. (Bull. des Ass. Soc., janvier-avril 1908).

Inutile de dire que, dans ces totaux, les cas de simulation sont innombrables (1).

En Allemagne les charges résultant de ces causes ont plus que quintuplé de 1888 à 1906, par rapport aux ouvriers assurés (elles ont passé de 0,08 à 3,39).

Une mesure préventive serait d'autant plus naturelle que l'accommodation est bien plus aisée dans l'agriculture que dans l'industrie.

A tout cela il faut encore ajouter quelques remarques qui sont aussi dignes d'attirer l'attention de ceux qui se préoccupent d'un projet d'extension pure et simple à l'agriculture.

Nous avons déjà dit que la France était un pays de petite propriété. En consultant le résultat des opérations faites pour établir les statistiques, nous trouvons que pour 5 millions de chefs d'exploitations rurales, on a 3 millions  $1/2$  de salariés ; remarquons aussitôt que les chiffres ne sont pas absolus, la ligne de démarcation entre salariés et patrons étant assez confuse. Il, arrive, en effet, bien souvent à la campagne que tel homme, qui est employé par un chef d'exploitation dans une ferme, est tout à côté chef d'une exploitation plus petite à proximité de la

---

1. V. Julliard, *Bull. des Assur. Soc.* de mars 1913 et *ibid* Villemain, Dorison, Delmas et Duchêne, articles réunis sous le titre global : *les Petites infirmités*. — V. aussi Rapport au Prés. de la Rép. par le ministre du Travail année, 1911. *Rec. Doc. s. les Acc. trav.* publié par le ministre du Travail. Berger-Levrault, éd., 1912.



grande où il s'embauche pour augmenter ses revenus (1).

Ces petits propriétaires sont nombreux, et ils ne sont pas riches ; il faudra avoir égard à leur solvabilité généralement précaire, autrement on risquerait de les conduire à la ruine. Ils ont déjà suffisamment à souffrir des intempéries et des lois économiques contre lesquelles ils se défendent avec acharnement. Combien de fois il arrive à ces malheureux à qui l'exiguïté de l'exploitation ne permet qu'une sorte de culture, qu'un orage, une trop longue sécheresse, une gelée tardive, une grêle inopinée, une grève, un déplacement des marchés économiques ou tout autre phénomène désastreux transforme en misère l'abondance qu'on escomptait légitimement. Ne semble-t-il pas que le rendement soit dans cette profession plus instable que partout ailleurs ?

C'est une série de mauvaises récoltes venant s'ajouter à la situation déjà précaire d'un grand nombre de chefs d'exploitation qui poussa à la révolte les populations du Midi et les viticulteurs de la Champagne, et pour ceux-ci on peut dire qu'il n'est point de mesures les concernant qui puissent être prises sans avoir été l'objet de recherches minutieuses pour l'avenir de peur qu'elles n'amènent les pires conséquences.

---

1. D'après les statistiques sur 3.058.346 salariés agricoles 588.950 sont en même temps propriétaires et exploitent eux-mêmes leur petit fonds.



Il ne faudrait donc pas se laisser persuader par des considérations purement sentimentales ; de ce que, à la légère, on justifie trop souvent la charge des risques de la profession imposée aux patrons, industriels et commerçants, par ce fait que ceux-ci sont riches tandis que leurs ouvriers sont pauvres, on pourrait, surtout lorsqu'il s'agit de l'agriculture, aboutir aux mécomptes les plus graves.

Il faut y prendre garde, et on ne saurait mieux démontrer le danger d'une pareille opinion qu'en donnant des chiffres : la statistique agricole de 1892 établissait que sur 5.703.000 exploitations rurales, 2.235.000 ont une surface de moins d'un hectare et 2.618.000 une superficie variant de 1 à 10 hectares (1). C'est un lieu commun de dire que la propriété est morcelée en France.

On ne s'étonnera pas de ce que certains auteurs n'ont pas craint d'affirmer que le propriétaire rural a souvent une condition moins enviable que son domestique qui n'a ni les soucis, ni les déceptions, ni les charges du chef d'exploitation (2). « Quelquefois, comme dans l'Armagnac, dit M. Larnaude, on trouve installés sur le domaine des « brassiers », sortes d'ouvriers agricoles auxquels le propriétaire

---

1. Bourguin, *les Systèmes socialistes et l'évolution économique*, p. 425.

2. Daniel Zolla, *Journ. des Débats*, 28 août 1907. *Les salariés agricoles et les accidents du travail*.

fournit le logement, un jardin ou petit champ, une partie de la nourriture et qu'il ne paie que lorsqu'il les emploie (1). »

Il y aurait beaucoup à dire, aussi, sur le traitement médical.

« La plus lourde charge, a-t-on dit, qui se trouverait incomber à l'agriculteur, par la reconnaissance du risque professionnel, serait les frais médicaux (2). »

Nous avons exposé, plus haut, quels abus étaient résultés en cette matière de l'application de la loi de 1898 (3).

On ne paraît pas se douter de ce que ces abus deviendraient si le régime médical de la loi de 1898 était transporté dans l'agriculture (4).

La question est importante. Les frais médicaux ne cessent de s'accroître d'une façon continue, à tel point qu'il faut compter normalement aujourd'hui qu'au regard de 100.000 francs versés aux blessés agricoles pour incapacités temporaires, on doit acquitter une somme de 108.000 francs pour le paiement des soins qui leur ont été donnés, à l'occasion de ces accidents (5).

---

1. V. M. Larnaude, *les Accidents du travail et l'agriculture*, p. 22.

2. R. Sagot, Congrès d'Arras, 1904 et de Périgueux, 1905.

3. Loi du 9 avril 1898. Étude du texte et références données en note.

4. Delmas, *la Déformation de la loi de 1898*, *op. cit.*

5. V. Rapport à l'assemblée générale ordinaire de la Caisse syndicale des Agriculteurs de France tenue le 23 avril 1913. En

Il y a là un abus manifeste dont il ne faut tenir grief qu'aux seuls médecins indécats, mais qui permet d'affirmer que l'application du risque professionnel à l'agriculture serait intolérable à cet égard, sans qu'un tarif net et précis fût établi et imposé à tous.

Il reste entendu que ce tarif devra être suffisamment rémunérateur, mais les honoraires qui y seront portés devraient ne dépendre ni du nombre des visites, ni d'interventions diverses qu'il est toujours facile de multiplier à volonté (pansements simples ou compliqués, massages, etc.). Il est rare, à la campagne, que victime d'accident et médecin habitent le même lieu ; le plus souvent le domicile de l'un est éloigné du domicile de l'autre, par conséquent le prix de la visite auquel viennent s'ajouter les frais de déplacement du médecin, à raison de 0 fr. 40 par kilomètre à l'aller et 0 fr. 40 au retour, est au moins doublé et revient assez souvent à 10 francs, et même à 15 et 16 francs. Il est facile, désormais, de se rendre compte à quels résultats invraisemblables conduira l'abus des visites dont le patron ne peut discuter l'opportunité.

L'indemnité kilométrique est devenue, bien souvent, un multiplicateur remarquablement docile : tel

---

1905 cette société versait 102.000 francs de frais médicaux pour 100.000 francs d'indemnité. Cette proportion a crû sans désem-  
parer depuis.

médecin se rend dans un hameau situé à 10 kilomètres de chez lui, il y visite 5 blessés. Il fait en tout  $10 + 10$  kilomètres, soit 20 kilomètres. Il en compte  $20 \times 5$ , soit 100 (c'est-à-dire un voyage aller et retour par blessé). Ce procédé, si étrange qu'il paraisse, est ouvertement et publiquement recommandé par des organes médicaux influents à leurs correspondants (1).

Il ne faut pas qu'une loi faite dans l'intérêt des ouvriers agricoles profite surtout aux médecins indelicats.

Ceux des médecins qui manifestent actuellement leur indignation contre l'insuffisance du tarif Dubief et s'efforcent de le tourner, de l'éluder ou d'y substituer purement et simplement celui qui leur convient, semblent baser sur une idée fausse leurs prétentions : ils se refusent à consentir une dérogation au tarif de leur clientèle basé sur la fortune des malades, au profit des *riches* compagnies d'assurances. Ce n'est pas la question : les assureurs ne sont que substitués, pour le paiement, aux patrons, moyennant le versement par ceux-ci d'une prime qui est toujours proportionnelle aux charges assumées par l'assureur.

Il est pourtant déjà très avantageux pour les

---

1. *Le Concours médical du 23 mars 1913*, p. XXII-724. — Divers syndicats médicaux demandent, en outre, que cette indemnité soit portée de 0 fr. 40 à 0 fr. 60, par kilomètre, à l'aller et au retour, V. *Bull. unions syndic. médic.*, 15 février 1913.

médecins que l'un des résultats de la loi de 1898 ait été, pour eux, la certitude de recouvrer leur créances contre les blessés du travail, c'est-à-dire contre des débiteurs généralement insolvables.

On a pu écrire que les accidents du travail rapportaient chaque année au corps médical français 3 millions de francs avant la loi de 1898 et 20 millions après; ils s'élèvent pour l'exercice 1910 à 41.140.590 francs (1).

Il faut ajouter à cela, que ni le patron, ni la société d'assurance, s'il y en a une, ne pourront exercer de contrôle sur l'ouvrier malhonnête qui, sous le prétexte du plus petit accident, de la moindre écorchure, demandera une prolongation d'incapacité.

Or, il semble qu'on puisse éviter de tels abus. L'un des moyens proposés pour y arriver serait d'établir un tarif groupant les blessures, en raison de leur nature et de leur gravité, en un certain nombre de classes et attribuant à chaque classe une allocation déterminée. Chacune des allocations pourrait être l'objet de majorations fixées à l'avance et correspondant à la distance kilométrique séparant le domicile du médecin de celui du blessé.

D'autre part, le projet du gouvernement (art. 7)

---

1. V. *Recueil périodique des assurances*, année 1912, n° 1 et 2. V. aussi Delmas, *la Déformation de la loi de 1898*. *Bull. des ass. soc.*, août 1912. — D<sup>rs</sup> Olive et Le Meignan, *Accidents du travail, Médecine légale*, p. 390.



et le projet de la Commission (art. 11) avaient prévu la constitution de mutualités communales auxquelles pourraient s'assurer les exploitants et qui serviraient à assurer un contrôle permanent sur l'état de la victime et les frais médicaux et pharmaceutiques. Ce moyen, joint à celui indiqué précédemment, serait une garantie certaine contre les abus excessifs qui résulteront nécessairement de l'application du risque professionnel à l'agriculture et réussiront sûrement à les prévenir dans une large mesure grâce à la surveillance mutuelle que les membres de ces petites sociétés locales exerceront les uns sur les autres.

Ces conditions spéciales qui méritent une attention particulière du législateur, elles ont été relevées par M. Mirman à la Chambre des députés en 1900 : « Les conditions du travail agricole sont, en effet, essentiellement différentes du travail industriel. A cette différence, le Parlement, déjà, s'est heurté et il a été obligé d'en tenir compte la première fois qu'il a voulu, avec précision, toucher à cette matière... (1) » et il indique les difficultés qui se sont élevées hors de l'élaboration de la loi de 1899.

Ce que nous avons voulu indiquer, c'est qu'il y a lieu de redouter les erreurs qu'on pourrait commettre à vouloir faire une application trop rapide à l'agri-

---

1. Cité par M. Nuville, *op. cit.*, p. 201 et suiv. — V. F. David, *Rapp. budg. Agric.*, 1908, p. 17. Ch. dép., 1908, n° 1245.



culture du régime imposé à l'industrie par la loi du 9 avril 1898. Après avoir accepté l'application du principe du risque professionnel, désormais entré dans nos lois et presque unanimement reconnu, il était bon de remarquer que dans l'agriculture, les salaires sont très variables et difficiles à déterminer ; la distinction entre patrons et ouvriers, entre salariés et collaborateurs bénévoles, est mal établie ; les travailleurs disséminés ne peuvent pas être soumis à une surveillance rigoureuse, le service médical est coûteux et mal contrôlé, la valeur économique de l'homme ne se mesure pas comme dans l'industrie à l'apprentissage.

§ 4. — AGGRAVATIONS APPORTÉES PAR LES PROJETS  
D'EXTENSION AUX CHARGES IMPOSÉES PAR LA LÉGIS-  
LATION DE 1898.

---

Une loi sur les accidents du travail agricole est certainement désirable, d'une part pour l'ouvrier qui sera certain d'avoir toujours et dans tous les cas une réparation, d'autre part, pour le patron qui avec une jurisprudence de plus en plus changeante devant les tribunaux et par conséquent inutilisable devant les juges de paix, ignore toujours s'il est ou non responsable et ne peut jamais prévoir, même d'une manière approximative, l'importance de la réparation qui sera mise à sa charge.

Mais, nous avons vu les différences qui séparent le travail agricole du travail industriel et les raisons qui ont amené le monde agricole à réclamer, à chacune de ses manifestations les plus importantes, une loi spéciale sans aucune référence à la loi du 9 avril 1898.

Le législateur en repoussant ce désir, aurait pu, du moins, chercher à atténuer les graves conséquences résultant des dispositions de la loi de 1898. Tout au contraire, il s'est plu, non seulement à étendre à l'agriculture les charges de cette législation, mais encore à les aggraver considérablement.

Contrairement aux lois de 1898 et 1906, le projet rend bénéficiaires de la loi les personnes employées même sans salaire par l'exploitant (§ 2, art. 1 du projet). Il est désirable, en effet, qu'on fasse bénéficier de la loi tous les salariés du travail agricole et même au besoin, les personnes employées sans salaire, mais à la condition qu'elles ne soient pas assujetties elles-mêmes à la loi et qu'elles ne soient pas unies à l'assujetti par les liens de parenté énumérés à l'article 4 du projet.

Il serait excessif, d'autre part, de faire bénéficier de la loi l'ouvrier agricole employé à une occupation non visée par la législation sur les accidents du travail. C'est le cas des domestiques de la ferme qui ont librement accepté, moyennant une allocation donnée, de faire, un jour de chasse, le rabat pour le

compte de leur patron (art. 3). Il n'y a aucune raison, semble-t-il, pour déborder ici les limites de la loi de 1893. Dans le même ordre d'idées, le projet fait bénéficier de la loi les jardiniers d'art ou d'agrément (art. 2) ; on ne peut cependant pas les faire rentrer dans la catégorie des salariés d'une exploitation tendant à un bénéfice : ce sont des domestiques personnels qui courent d'ailleurs infiniment moins de risques qu'un conducteur d'automobile, un cocher, un piqueur ou un garde-chasse et qui bénéficieront tout naturellement de la loi projetée en faveur des gens de maison.

Il serait également désirable qu'il fût stipulé que les employés agricoles, engagés comme tels, ne pourront bénéficier que de la loi nouvelle, quand bien même ils seraient occupés temporairement à un travail donnant lieu à l'application des lois de 1898 ou de 1906. Et surtout que la loi nouvelle régit non seulement les exploitations agricoles proprement dites, mais encore toutes les entreprises prétendues « commerciales » ou « industrielles » annexes des exploitations agricoles, que la jurisprudence d'aujourd'hui assujettit, avec une ardeur chaque jour croissante, à la loi du 9 avril 1898. Le projet de la commission contient à ce sujet des dispositions franchement mauvaises. Elles laissent assujettis à la loi de 1898 tous les commerces et les industries annexes, les établissements d'engraissement, les dépôts de vente,

les coopératives laitières, vinicoles, etc... Cette double législation serait un fléau.

La loi de 1898 n'a considéré comme accidents du travail que ceux survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail. La portée de l'article premier de cette loi est considérablement étendue par l'article 6 du projet agricole qui comprend tous accidents survenus *au cours du travail*, ce qui constitue, en faveur de l'ouvrier, un privilège excessif, étant donné que le plus souvent le patron, dans l'impossibilité d'exercer une surveillance effective (1) sera empêché de faire la preuve du contraire. Il serait préférable de ne considérer comme accident du travail agricole que ceux survenus à l'occasion du travail, à charge par le blessé d'en faire la déclaration à la mairie de son domicile ou du lieu de l'accident par lui-même ou par un mandataire verbal dans les quarante-huit heures. La mairie aurait charge d'en prévenir le patron.

L'article 2 de la loi de 1898 stipule que les rentes doivent être calculées sur un salaire maximum de 2.400 francs, le surplus des salaires des victimes n'entrant en compte que pour un quart. La rente ne se

---

1. La surveillance des blessés, à la campagne, étant fort malaisée et les abus constants, il serait également désirable qu'une clause pénale fut inscrite dans la loi à la charge de l'ouvrier qui aura repris son travail sans avoir fourni de certificat de reprise du travail.

trouve donc ainsi calculée souvent que sur une partie du salaire.

Conserver ce maximum de 2.400 francs dans l'agriculture, où presque jamais un ouvrier ne reçoit un salaire aussi élevé, c'est décider en fait que, contrairement à l'ouvrier industriel, l'ouvrier agricole aura toujours une rente basée sur son plein salaire. C'est pourtant ce que décidait la proposition de la Commission qui renvoyait à l'article 2 de la loi de 1898.

Au contraire, le projet du gouvernement (art. 5) limitait à 800 francs le salaire maximum sur lequel devraient être calculées les rentes ; c'était tenir compte des réalités, mais peut-être d'une manière excessive ; le monde agricole accepterait, dans son désir d'aboutir à une entente, de fixer ce maximum à 1.000 francs.

Pour le calcul de la rente, quand le travail n'est pas continu, la loi de 1898 stipule que le salaire annuel est calculé d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité et d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année (art. 10 § 3). De son côté, le projet, en cas de salaire variable, décide que, tant pour l'indemnité journalière que pour le calcul de la rente, le salaire sera celui touché par la victime au moment de l'accident jusqu'à l'époque à laquelle doit prendre fin le travail de la victime et ensuite le salaire moyen des domestiques employés



à l'année dans le département où a eu lieu l'accident. Le cas de ce salaire variable se présente surtout au moment des moissons, vendanges, etc... Or, chacun sait que les ouvriers qui se livrent à ces travaux sont, de plus en plus, et pour la presque totalité, des journaliers qui viennent des pays où le salaire est le plus bas (Morbihan, Finistère, Italic, Catalogne, Biscaye, Pologne, Flandre belge) et qu'ils y retournent dès la fin des grands travaux.

Il paraîtrait plus équitable qu'il fût décidé qu'à partir de l'époque à laquelle doit prendre fin le travail de la victime, le salaire moyen à elle attribué fût celui qu'elle aurait effectivement touché et par conséquent celui du pays qu'elle habite et non pas toujours celui du département où l'accident s'est produit (art. 9 du projet).

D'autre part, il serait bon de stipuler, comme le fait l'article 3 de la loi de 1898, et pour les mêmes raisons, que l'indemnité journalière ne sera due qu'à partir du cinquième jour après celui de l'accident. C'était la disposition qu'avait primitivement reproduite la loi de 1898. En 1905, on la remplaça par le texte actuellement en vigueur qui stipule que l'indemnité est due à compter du lendemain de l'accident si l'incapacité a duré plus de 10 jours. Le résultat immédiat de cette modification fut la disparition quasi-totale des incapacités de moins de dix jours... Les indemnités temporaires qui s'élevaient en 1904



à 11.610.777 francs passèrent à 21.478.515 francs en 1907 et en 1910 à 24.198.901 francs.

Les frais médicaux y afférents atteignirent, cette même année 12.339.279 francs.

La durée moyenne des incapacités temporaires était de quatorze jours avant la loi de 1898, elle atteint dix-huit jours en 1911. A Paris, elle est de seize jours et, dans les *cliniques des accidents du travail* de vingt-cinq jours.

Il faudrait aussi tenir compte de ce fait que le même accident qui, peut-être, forcera au chômage l'ouvrier industriel, peut très bien n'arrêter l'ouvrier agricole dans son travail que pendant un laps de temps très court et sans lui faire subir pour l'avenir aucune diminution de capacité. Pour tenir compte de cette situation spéciale et éviter d'augmenter, quand il est possible, les charges de l'agriculteur, il serait désirable que la loi prochaine stipulât qu'aucune rente ne sera due à l'ouvrier agricole en cas d'accident n'entraînant qu'une diminution de travail ne dépassant pas 15 o/o. Ce sera le seul moyen d'éviter les « schnapsrenten ».

Enfin, on pourrait, sans porter préjudice en quoi que ce soit aux intérêts qu'on se propose de protéger, limiter à l'âge de quatorze ans, au lieu de seize, le service de la rente due aux enfants. A la campagne, en effet, un enfant, au sortir de l'école, peut facilement trouver à s'employer dans une ferme où

il recevra, pour son travail, le logement, la nourriture et une petite somme d'argent.

On a demandé également d'insérer dans la loi une clause stipulant que le tarif des soins médicaux donnés aux victimes d'accidents du travail fût déterminé par l'autorité publique; que d'autre part, ne pussent refuser leurs soins aux victimes des accidents du travail, les médecins ayant accepté une fonction salariée de l'État, du département, des communes, des sociétés, établissements, compagnies ou associations jouissant d'une concession de l'État, du département ou des communes ou en recevant des allocations.

A cet égard, une exception pourrait être faite en faveur des médecins assurant le service des hôpitaux, pourvu, toutefois qu'en dehors d'eux exercent au moins deux médecins domiciliés à moins de 4 kilomètres.

Nous sommes d'avis, par ailleurs, que tous les exploitants même les plus humbles doivent être assujettis; juridiquement il est impossible de justifier une exception en leur faveur, et au surplus, personne n'a intérêt à éloigner d'eux la main-d'œuvre, au contraire (1). Or, c'est ce qui arriverait fatale-

---

1. V. sur ce point Déb. Parl. Sénat, 21, 24, 25, 27 mars 1890, p. 308, 329, 338, 354, les interventions de MM. Bardoux, Blavier et Tolain. — Chambre des députés, 18 mai 1893, p. 1452 (Léon Say). — Sénat, 4 juillet 1895, p. 724 (M. Poirrier). — 733-

ment, les ouvriers se trouvant alors dans une situation défavorable vis-à-vis de ces « dispensés » puisqu'ils n'auraient à invoquer qu'une législation moins favorable et se trouveraient devant un débiteur souvent insolvable.

Telles sont les modifications qui ont été proposées et qui sont destinées à supprimer les aggravations apportées jusqu'ici par les deux projets dont nous avons parlé, aggravations qui pèseraient lourdement sur l'agriculture si, non content de lui appliquer purement et simplement les dispositions de la loi de 1898, on se plaisait à laisser tomber sur le patron toutes les charges sans autre souci que la satisfaction de l'ouvrier, à qui, au surplus, pourraient bien ne pas toujours profiter ces dispositions.

---

735, 26 nov. 1896, p. 268 (M. Ricard). Contre l'assujettissement des petits exploitants v. F. David, rapport. budg. agric., 1908, déjà cité. — Capitant, *op. cit.*

---

## CHAPITRE II

---

### LA RIPOSTE DES INTÉRESSÉS, SES RÉSULTATS

Le monde agricole avait donc formulé des vœux sur l'application du risque professionnel à l'agriculture, vœux qu'il considérait comme essentiels. Le projet du gouvernement, malgré les démarches faites par les intéressés auprès du ministère du Travail, n'en avait que fort peu tenu compte et la Commission avait suivi cet exemple.

En même temps que ces projets s'élaboraient, les réclamations des agriculteurs se précisaient. Elles furent groupées, rédigées et constituèrent bientôt un imposant dossier, si l'on peut dire, en même temps qu'un appel pressant, une protestation justifiée, celle que nous venons de voir et qui ne pouvait plus, semble-t-il, laisser indifférent le législateur.

Qu'advint-il de ces projets et de ces réclamations ?

La Société des Agriculteurs de France porte ses doléances au groupe agricole de la Chambre et à la

Commission d'agriculture qui sollicitent tous renseignements utiles.

Sur convocation de la Commission, une délégation tenta une nouvelle démarche au cours de laquelle M. Rousselle, dans un rapport, fit ressortir combien il serait illogique d'étendre la loi du 9 avril 1898 à l'agriculture et d'assimiler ainsi les risques agricoles aux risques industriels (1).

Ces observations furent bien accueillies par le groupe agricole et la Commission d'agriculture ; même, leur président commun M. Decker-David se montra nettement hostile aux projets de loi, déclara ne pas comprendre comment de tels projets n'avaient été soumis ni au ministre de l'Agriculture ni à la Commission et fit une démarche auprès du gouvernement (2).

Le résultat ne se fit pas attendre : le projet fut retiré de l'ordre du jour et renvoyé à la Commission d'agriculture. De leur côté plusieurs membres de

---

1. V. *Bulletin de la Société des Ag. de Fr.*, 15 oct. 1907, p. 302 et *ibid.*, n° des 15 fév. 1907, p. 163 et 15 avril 1907, p. 82.

2. M. Chaigne a reproduit cette protestation dans son rapport lorsqu'il dit quelle inquiétude a éprouvé la commission au sujet de l'application à l'agriculture d'une telle loi : « C'est la question qui a gravement préoccupé votre Commission et l'a amenée à solliciter la communication officielle, pour avis, du projet de loi préparé en dehors d'elle, comme en dehors de M. le ministre de l'Agriculture lui-même, par la Commission d'assurance et de prévoyance sociales » (Rapport Chaigne, en annexe au procès-verbal de la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> juillet 1907, p. 3).

la Société des Agriculteurs de France s'étaient mis à l'œuvre pour étudier et formuler nettement les doléances de la culture.

Enfin le 4 juillet de la même année (1907) M. Chaigne, au nom de la Commission de l'agriculture présenta un avis.

---





## SECTION I

---

### LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE ET L'AVIS CHAIGNE

M. Chaigne, dès le début de cet avis, ne laissait aucun doute sur les intentions de la Commission :

« Si le législateur, y disait-il, n'avait à tenir compte que de la logique et s'il pouvait, sans se préoccuper des contingences, appliquer à tous ce qu'on pourrait appeler la justice intégrale, le principe du *risque professionnel* inscrit pour la première fois dans nos Codes par la loi du 9 avril 1898, eût dû être appliqué, dès cette date, à l'ensemble des salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, de même qu'aux salariés attachés au service des personnes. »

Autrement dit, la commission considérait le principe du risque professionnel comme éminemment juste, mais elle pensait que certaines considérations, sans rien prouver contre le principe lui-même, pouvaient bien entrer en ligne de compte dans l'examen

des conditions d'application à l'agriculture de ce principe.

Les considérations qui avaient frappé la commission étaient principalement : l'isolement de l'ouvrier dans les champs, rendant impossible toute surveillance du patron, seule condition d'une responsabilité forfaitaire ; les ressources que trouve à la ferme l'ouvrier agricole victime d'un accident ; le fait que, dans bien des cas, l'accident n'entraîne pas à la campagne une diminution de salaire aux dépens de la victime.

D'autre part, M. Chaigne redoute que l'extension de la loi de 1898 ne se fasse pas sans heurts et sans plaintes : « Le fonctionnement économique de l'industrie agricole est bien différent, dit-il, nul ne le conteste, du fonctionnement de l'industrie proprement dite et du commerce. » L'agriculteur pourrait-il, comme l'industriel et le commerçant, inscrire à la colonne de ses frais généraux les primes d'assurance qui le couvriront contre les risques créés par la nouvelle loi et qui majorent d'autant son prix de revient ? Il est à craindre qu'il ne puisse à sa volonté surélever le prix de ses produits tels qu'ils sont soumis à la concurrence mondiale.

La situation précaire de l'agriculteur mérite aussi qu'on ne lui fasse pas, à la légère, application d'une pareille législation. Et M. Chaigne relève une énorme diminution (de 30 à 60 o/o) dans la valeur des terres

sur l'ensemble du territoire français. Et à ce sujet, il rapporte un passage significatif du rapport de M. Cazeaux-Cazalet, président de la commission d'enquête sur la viticulture.

« Pour montrer la dépréciation de la propriété dans le Gard, on a cité le fait suivant, entre bien d'autres : une propriété de 60 hectares vient d'être vendue 12.000 francs, c'est - à - dire à raison de 200 francs l'hectare.

» Dans la commune de Lavannage, il y a eu 50 propriétaires saisis.

» Le Crédit Foncier ne peut plus faire de prêts, malgré les règlements sévères qui maintiennent ceux-ci dans les limites du tiers de la valeur du gage.

» Lorsqu'il veut réaliser ses propriétés sur lesquelles il a fait des frais de séquestre, il arrive au résultat suivant :

» Pour une propriété de 200 hectares sur laquelle il avait fait un prêt de 300.000 francs, la vente atteint 200.000 francs seulement ; pour une autre propriété de 33 hectares sur laquelle le prêt avait été de 75.000 francs, le prix de vente a été de 30.000 francs ; pour une propriété de 182 hectares sur laquelle le Crédit Foncier avait prêté 85.000 francs, le prix de vente a été de 25.000 francs ; pour une propriété de 13 hectares sur laquelle il avait prêté 70.000 francs, parce qu'alors la propriété était en prairies, la vente, qui a eu lieu lorsque la propriété

eût été complantée en vigne, n'a atteint que 35.000 francs ; une propriété achetée, en 1864, 65.000 francs, a été vendue, en 1906, 25.000 francs.

» Nous avons à Carcassonne, recueilli le fait suivant : un domaine sur lequel le Crédit Foncier avait prêté 255.000 francs s'est vendu 100.000 francs.

« Dans la Gironde, une propriété vendue une première fois 400.000 francs ne s'est revendue que 175.000 francs.

» Il ne faut pas croire, dit le rapporteur, M. Casseaux-Cazalet, que ce soit le privilège du Midi de voir la propriété dépréciée ».

Et il ajoute : « Tous les renseignements écrits ou verbaux recueillis dans toutes les régions de France indiquent une dépréciation de 30 à 60 0/0 » (1).

En effet, les mêmes constatations furent faites en Bourgogne et en Charente, et ailleurs que dans les pays de vignobles, dans ceux où l'on cultive les céréales, et cela malgré la protection douanière accordée à l'agriculture par le législateur contre l'importation étrangère. Faudrait-il, alors, devant de nouvelles charges, augmenter encore nos tarifs et renforcer la protection ? Mais l'état du marché permettra-t-il une pareille mesure ? Les prix de vente ne sauraient s'élever à volonté.

Et en même temps, il y a une crise de la propriété

---

1. Avis présenté au nom de la Commission d'agriculture par M. Chaigne, p. 4.

rurale qui a donné naissance à de nombreuses doléances relatives notamment à l'impôt foncier sur la propriété non bâtie qui absorbe entre le cinquième et le tiers du produit net de l'agriculture (1).

Aussi la Commission, inquiète de cette situation et des charges nouvelles qui allaient être imposées par l'établissement des retraites ouvrières et paysannes dont le vote était imminent, trouva bon de prendre tous renseignements utiles pouvant lui indiquer à combien s'élèveraient les charges nouvelles que l'extension de la loi du 9 avril 1898 aux accidents agricoles ferait peser sur l'agriculture ; cette extension, en effet, ferait naître des risques qui devraient être couverts par des assurances.

Elle se renseigna donc, tant auprès des compagnies anonymes d'assurance qu'auprès des sociétés mutuelles.

---

1. La Chambre des députés a, le 22 février dernier, à l'occasion de la loi de finances de 1913, adopté l'amendement suivant : à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1913, la contribution foncière des propriétés non bâties sera transformée en un impôt de quotité calculé sur les  $\frac{4}{5}$  de la valeur locative de ces propriétés, telle qu'elle résulte de l'évaluation effectuée en exécution de la loi du 31 décembre 1907.

Les auteurs de l'amendement annoncent de ce chef un dégrèvement de 55 millions pour l'agriculture. V. les études de M. P. Gorce consacrées à cette question dans *la République française* les 26 et 27 avril 1913 (Au moment où nous corrigeons les épreuves, la série des articles n'est pas entièrement parue). Ajoutons que les résultats définitifs de cette opération ne sont encore connus de personne et qu'elle a pourtant été votée, malgré le cri d'alarme poussé par M. Jules Roche. V. *Journ. off.* du 23 fév. Ch. des députés, Débats, p. 498.



« Il nous a été, tout d'abord, dit M. Chaigne, déclaré qu'à s'en tenir aux termes actuels du projet de la Commission, toute prévision était impossible. L'article 6, en effet, permettant, par le renversement de la preuve, à tous les malades chroniques : hernieux, tuberculeux, variqueux, etc... de bénéficier de la présomption légale, il est très difficile d'établir les primes destinées à garantir toutes les avaries de plusieurs générations.

» Mais, en supposant que l'article 6 vienne à disparaître et que, conformément aux règles ordinaires du droit, la charge de la preuve demeurât au demandeur qui devrait établir la relation de cause à effet entre l'accident et le travail, l'imprécision persiste encore.

» Les risques varient à l'infini dans l'infinie variété des travaux agricoles. Ils sont plus graves pour le bouvier que pour le maraîcher, pour le vigneron que pour le producteur de céréales, pour le bûcheron que pour le jardinier paysagiste, pour le jockey que pour le greffeur en chambre...

» M. Sagot, directeur de la Caisse d'Assurance Mutuelle affiliée à la Société des Agriculteurs de France, entendu par votre commission, a, notamment, indiqué que le jour même il venait de refuser d'assurer un vignoble pour une prime de dix francs à l'hectare.

» Et, comme un commissaire lui demandait :

» Quelle prime eût-il fallu ?

» Je ne sais trop, a-t-il répondu, quinze francs, vingt francs peut-être, à l'hectare !

» Mais sans entrer dans le détail de nos recherches, qu'il soit permis de les résumer en ces quelques chiffres.

» En dehors des cultures exceptionnelles et plus particulièrement dangereuses, comme la vigne (à cause des transports, des pressoirs, des soins à donner aux celliers) la moyenne des primes à prévoir est de trois francs par hectare, au moins, pour l'ensemble du territoire cultivé dans la métropole.

» Tel est le chiffre fourni par M. Sagot, parlant au nom des assurances mutuelles agricoles.

» Tel serait aussi, nous dit-on, le chiffre des compagnies d'assurances à primes fixes (1).

» Il ne restait donc plus à votre commission d'agriculture qu'à rapprocher ce chiffre minimum du nombre d'hectares cultivés dans notre pays pour

---

1. Sur les charges que le nouveau projet doit entraîner pour l'agriculture, M. Burin des Rozières, directeur de *la Providence*, a fait connaître à la Section des accidents de l'Association française des assurances sociales qu'à la suite de statistiques établies et de l'expérience acquise dans la pratique de l'assurance agricole, il estimait que le prix de l'assurance nouvelle ne pourrait être inférieur à 3 francs par hectare de terres arables soumises à l'assolement régulier et que ce prix serait environ triplé par hectare de vignes. V. *le Supplément au Bulletin du Comité permanent des Congrès internationaux d'assurances sociales, communication N° 9, mars 1907.*

connaître la charge approximative qu'imposerait aux classes rurales l'extension de la loi du 9 avril 1898 aux accidents agricoles.

» Le nombre d'hectares cultivés est, d'après la plus récente statistique, de 45 millions environ sur 52 millions d'hectares imposables ; les agriculteurs auraient donc à payer, en primes annuelles, pour se couvrir des risques que ferait peser sur eux, du jour au lendemain, la loi mise à l'ordre du jour, une somme annuelle de 135 millions de francs.

» On pourrait, il est vrai, objecter que, déjà, une partie de cette superficie assurée est soumise à assurance. L'objection porte sur un peu moins d'un tiers de la superficie indiquée et il faut dire immédiatement que ce tiers est constitué par la grande propriété dans laquelle la culture est en quelque sorte industrialisée ; de telle façon que le poids des 90 ou 100 millions restants pèserait à peu près en entier sur la moyenne et sur la petite culture.

» A vous de voir, Messieurs, si, à l'heure actuelle, sans préparation aucune, cette charge ne leur paraîtrait pas un peu trop lourde ! ».

Ce n'était pas l'avis des membres de la commission d'assurance et de prévoyance sociales, trop métaphysiciens, mais c'était l'avis de la commission d'agriculture qui, plus éprise des réalités, fut frappée du chiffre généralement fourni par tous les assureurs

comme un minimum, et se trouva être de sentiments plus réservés. (1)

Il ne faut pas, continue M. Chaigne, considérer une démocratie comme une société idéale, il faut,

---

1. Nous retrouvons autre part la même réserve observée en raison du même chiffre ainsi fourni ; M. Ducurtyl, à l'assemblée générale de l'Union des Syndicats agricoles lorrains du 19 nov. 1907, prit la parole sur la question des accidents du travail agricole ; voici ce qu'il dit :

« Si l'on étend à l'agriculture, ainsi que le propose le projet de loi, le principe du risque professionnel, comment s'en fera l'application ?

» Quand la loi a introduit le risque professionnel dans l'industrie, le patron a pu souvent augmenter ses frais généraux et, par suite, ses produits, du montant de la prime d'assurance : les cultivateurs ne sont pas les maîtres des marchés du blé, de la viande, etc. Comment pourront-ils récupérer sur les consommateurs les dépenses d'assurances ? La propriété rurale n'est-elle pas déjà trop grevée par l'hypothèque, l'impôt foncier, les frais de mutation ?

» Si le projet de loi était voté, les compagnies d'assurances ont déclaré qu'il leur faudrait demander une prime moyenne de 3 francs par hectare, soit 135 millions pour les 45 millions d'hectares cultivables. En estimant à 35 millions le montant des primes actuellement versées par l'agriculture pour les assurances en cours, l'accroissement des charges imposées par le nouveau projet serait d'environ 100 millions. »

Aussi M. Ducurtyl proposa-t-il de soumettre le projet de loi à l'examen des associations agricoles et il invitait les syndicats à étudier sérieusement la question qui se décompose, pour lui, en deux propositions : d'une part, il s'agit de réparer le préjudice causé par les accidents agricoles, d'autre part il faut épargner l'agriculture et ne demander que ce qu'il est possible d'exiger d'elle. Pour parvenir à trouver la solution du problème il ne voit pas de meilleur moyen qu'une consultation nationale, préconisée de la même manière par la commission d'agriculture. *V. Bull. de l'Un. cent. des Synd. des Ag. de Fr.*, 1<sup>er</sup> janvier 1908, p. 396.

pour bien la gouverner, faire des lois qui soient applicables, et non des lois comme celle sur le repos hebdomadaire qui risquent de sombrer.

Le ministre du Travail a cependant dit à la Commission : « Il faut faire quelque chose ! » Mais M. Chaigne pense qu'il ne faut pas prendre la nation pour un champ d'expérience. Il faut avant de faire, prévoir ce qui arrivera et pour cela se renseigner auprès des Conseils généraux, des comices, syndicats et autres associations agricoles patronales et ouvrières.

Puis M. Chaigne examine le projet de loi :

Article premier. — Il demande de ne faire d'exception en faveur des domestiques exclusivement attachés à la personne qu'en ce qui concerne la grande propriété et les châteaux, la distinction dans les fonctions ne pouvant se faire dans les exploitations plus petites. C'est préciser et aggraver cette distinction que d'assujettir ceux qui sont employés à la mise en état des jardins et des parcs.

Il propose de ne point faire bénéficier de la loi les personnes qui ne touchent pas de salaire afin de sauvegarder la coutume salulaire qui est, à la campagne, de s'entr'aider. De tels risques, ajoute-t-il, n'incombent pas aux particuliers dont ils peuvent entraîner la ruine, mais à la collectivité sociale tout entière.

M. Chaigne s'est aussi inquiété de l'assujettis-



sement imposé à l'exploitant qui emploie la collaboration accidentelle et simultanée de plus de 2 personnes. M. Chauvin s'en explique aux pages 30 et suivantes de son rapport, mais il est vrai que le texte n'a pas cette précision.

A propos de l'art. 8, il est dit avec raison qu'il devrait être fait exception à la règle de solidarité édictée lorsque le propriétaire de l'animal, auteur de l'accident, est connu, celui-ci pouvant dès lors être recherché personnellement par la victime. De même, la commission de l'agriculture rejette la présomption établie en faveur de tous les accidents survenus au cours du travail.

Il sembla, en tous cas, à la commission d'agriculture que l'article 6 créait un droit spécial pour l'agriculture sans raisons péremptoires.

Le plein de 800 francs au delà duquel les rentes ne sont allouées que sur le quart du salaire de base est préféré à celui de 2.400 prévu par la loi de 1898 à laquelle renvoie le projet de la commission d'assurance et de prévoyance sociales. En outre, M. Chaigne propose de tenir compte des conditions spéciales de la vie rurale pour tout ce qui touche à la fixation des indemnités, et particulièrement il s'étonne qu'on ait décidé de baser la rente sur le salaire payé dans le pays où l'accident s'est produit et non pas dans le département où habite la victime,



ce qui déterminera des émigrations vers les départements où les salaires sont plus élevés.

Quant aux mutualités communales ou cantonales, il semble à M. Chaigne que le projet leur fasse beaucoup d'honneur, puisqu'il tient pour créés des organismes dont les conditions d'existence sont encore pour le moins incertaines. Il convient, en tous cas, d'étudier la question, comme certains syndicats agricoles l'ont conseillé à leurs membres (1)

Pour ce qui est de l'alimentation du fonds de garantie, la commission demande les lumières de la pratique et de l'expérience, ainsi que pour chaque matière en général. C'est qu'elle s'était aperçue des complications que l'extension nouvelle allait apporter dans la vie agricole, et il lui en coûtait de décider sur de telles matières avant de s'être dûment renseignée auprès des intéressés, alors surtout que ceux-ci avaient tant fait, depuis plusieurs années, pour être écoutés.

Les déclarations faites par les représentants du monde agricole sur l'exagération des frais médicaux et pharmaceutiques ont ému également la commission qui, sans se prononcer, demande du moins à la Chambre de vouloir bien s'éclairer avec précision sur la question.

Enfin, et c'est là le principal, la commission de

---

1. V. *Bulletin de l'Un. Cent. des Synd.*, 1<sup>er</sup> janv. 1908, p. 397.

l'agriculture admet la nécessité d'une loi spéciale et de la collaboration à cet effet de tous les intéressés. Elle préconise, dans ce but, une vaste enquête, au moyen d'un questionnaire rédigé par le ministère de l'Agriculture et adressé par lui aux conseils généraux, aux comices, aux syndicats et à toutes autres associations agricoles patronales et ouvrières.

L'agriculture possédait heureusement à la Chambre des défenseurs nombreux qui veillaient sur elle (1). Ces diverses interventions furent décisives, elles eurent pour effet immédiat de faire retirer de l'ordre du jour les projets qui avaient suscité tant de protestations.

---

1. V. les articles consacrés à ce sujet, par M. Paul Beauregard, dans *le Monde économique* du 21 septembre 1907 et dans *la République Française* du 24 octobre 1907.

---



## SECTION II

---

### LA PROPOSITION DE M. PAUL BEAUREGARD

#### § 1. — OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Ainsi le dernier projet qui avait suscité des manifestations si nombreuses, lorsqu'il figurait en bonne place à l'ordre du jour de la Chambre, fut retiré après le dépôt du rapport de M. Chaigne. Un premier pas était fait, un premier résultat obtenu, le cauchemar s'était évanoui.

Le monde agricole allait-il s'en tenir là et se considérer comme satisfait ?

Nous avons vu qu'il n'était point partisan de l'état de choses actuel, qu'il était sincèrement désireux d'une réforme qui substituât aux anomalies, à la complexité, aux variations du régime de droit commun auquel il était soumis, une législation précise. Il voulait, avec raison, être fixé sur la responsabilité dont il acceptait de supporter la charge et, à cet égard, il ne semblait pas être hostile à ce que cette responsabilité fût établie sur le principe du risque pro-

fessionnel. Ce qu'il voulait avant tout, c'était une loi qui tînt compte des conditions particulières de la vie rurale.

Or, le 24 octobre 1907, M. Paul Beauregard déposait sur le bureau de la Chambre des députés une proposition de loi sur la responsabilité des accidents agricoles destinée à fournir un terrain d'entente (1)

L'exposé des motifs débute en des termes qui ne peuvent laisser aucun doute sur les intentions de l'auteur, du moins pour ce qui est de l'idée directrice qui a été suivie : « Tout le monde est d'accord, dit M. Beauregard, pour étendre aux exploitations agricoles le principe du risque professionnel.... »

C'était admettre l'application de *l'esprit* de la loi du 9 avril 1898, mais non une application pure et simple des termes mêmes de la loi ; les réclamations qui s'étaient élevées et l'avis présenté par M. Chaigne étaient une indication sûre ; il fallait tenir compte des conditions spéciales dans lesquelles se trouve l'agriculture. Il fallait faire pour l'agriculture ce qu'on avait fait en 1898 pour l'industrie, prendre toutes précautions utiles pour ne pas rendre trop lourde la nouvelle charge.

Puis, M. Beauregard ajoute : « Résolument partisan du principe du risque professionnel et de son extension à l'agriculture, nous nous sommes efforcés de

---

1. V. Exposé des motifs, p. 5

rendre cette dernière possible, en atténuant, dans la mesure que permet l'équité, les charges à imposer aux exploitations agricoles (1) ».

## § 2. — LA RESPONSABILITÉ

Et d'abord, cette proposition donne pleinement satisfaction au monde agricole qui réclamait une loi spéciale et complète, sans aucune référence à la loi de 1898. « A une situation spéciale doit correspondre une loi spéciale » (2) car la sphère d'application du risque professionnel doit être déterminée avec le plus grand soin, et, d'autre part, les chefs d'entreprises, comme les employés et les ouvriers, ont un intérêt évident à posséder un texte qui les dispense de toutes recherches (art. 1 et 2).

La proposition conserve la franchise des quatre premiers jours telle que l'avait prévu la loi du 9 avril 1898 dans le texte qui fut promulgué à cette date. Nous avons vu qu'il avait été modifié sur ce point, peu heureusement, par la loi du 31 mars 1905.

Elle reprend la limitation à 800 francs du plein du salaire de base.

Le texte atténue la charge de la loi, en réduisant,

---

1. V. Exposé des motifs, p. 5.

2. V. Exposé des motifs, p. 5, *in fine*.



sur certains points que nous examinerons ci-après, le taux des indemnités.

Enfin, il ordonne que l'ivresse et la brutalité envers les animaux devront toujours être considérées comme fautes inexcusables.

### § 3. — LES EXPLOITATIONS ASSUJETTIES.

La proposition ajoute, aux exploitations énumérées par le gouvernement et la Commission, les exploitations viticoles ; cette addition a une conséquence importante en raison de la vinification que la jurisprudence a tendance à considérer comme une *industrie annexe* et à assujettir, comme telle, à la loi de 1898.

Les réparations courantes aux bâtiments de l'exploitation, l'entretien des chemins existant sur le fonds, les transports y afférents, ceux imposés par le bail à l'exploitant, les travaux nécessités par l'accomplissement des prestations mises à la charge de ce dernier par la loi ou par son bail, sont considérés, par la loi comme faisant partie des travaux de l'exploitation.

De même le jardinage d'art ou de commerce, les pépinières, cultures de graines sont considérées comme des exploitations agricoles, mais non pas la culture exclusive des jardins et parcs domestiques

et d'agrément, ce qui est tout à fait juste : ces derniers sont, en effet, tout naturellement destinés à rentrer dans la catégorie des travaux visés par le projet relatif aux gens de maison, actuellement en discussion.

En ce qui concerne les petits exploitants, l'auteur de la proposition a très sagement rejeté le privilège que le gouvernement et la commission leur avaient conféré.

Il a sagement repris les dispositions de la loi du 9 avril 1898 au profit des ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire, et qui ne seront pas assujettis en raison de la collaboration accidentelle d'un ou plusieurs camarades.

En cas de métayage, le système adopté ne diffère que peu de ceux proposés par les projets officiels.

La garde en commun des animaux est traitée comme par lesdits projets. Toutefois, quand l'accident est causé par l'un des animaux et que le propriétaire de l'animal est connu, celui-ci est seul responsable.

#### § 4. — LES OUVRIERS BÉNÉFICIAIRES

La proposition vise tous les ouvriers et employés occupés dans les exploitations que nous venons

d'énoncer ; elle ne distingue pas entre les salariés et les non salariés.

Elle en excepte les membres de la famille de l'exploitant, savoir : conjoint, ascendants, descendants, frères, sœurs et alliés au même degré (1) mais l'exploitant pourra conférer le bénéfice de la loi à ceux d'entre eux (sauf le conjoint) qui sont âgés de plus de douze ans et de moins de soixante-dix ans, en se conformant à des formalités qui ont passé depuis dans la loi du 18 juillet 1907. Il peut également faire cesser cet état de choses, et nous croyons qu'on a très justement respecté dans cette disposition l'autorité des chefs de famille.

Il est intéressant de noter qu'en cas de métayage, le bailleur est tenu, par le texte, de supporter la moitié de la charge de cet assujettissement. Quand on voit quel avantage les propriétaires de métairies retirent de la collaboration du métayer et de sa famille (2) on comprend sans peine les raisons de cette prescription.

Enfin les ouvriers étrangers n'ont pas droit à l'allocation journalière quand ils cessent de résider sur le territoire français, sauf clauses contraires des

---

1. Le mot « alliés » a été reporté à la fin de l'énumération, il porte ainsi même sur les mots « frères et sœurs » ; les beaux-frères et belles-sœurs sont donc compris dans l'énumération, contrairement à ce qui a lieu dans le projet de la commission.

2. V. Ratouis de Limay, rapport précité au chapitre premier de la première partie page 20 et les références données en note.

traités internationaux. Quant aux rentes, la situation des étrangers est la même que celle prévue par la loi de 1898.

#### § 5. — LES ACCIDENTS GARANTIS

Les accidents garantis par la nouvelle loi seront ceux survenus « par le fait du travail ».

Ce ne seront donc plus tous les accidents survenus « au cours du travail » suivant la clause draconienne des projets précédents.

Ni ceux survenus par le fait *ou* à l'occasion du travail comme dans la loi du 9 avril 1898 ; on a vu en effet, jusqu'à quel point les mots « à l'occasion du travail », fort élastiques, avaient entraîné les tribunaux ; l'auteur de la proposition a entendu évidemment mettre un frein à cet entraînement ; il a voulu éviter les abus considérables qui se sont produits dans l'industrie, à l'abri de cette tutélaire expression, et qui, dans l'agriculture, ne manqueraient pas de prendre, grâce à l'isolement relatif des travailleurs, et notamment à l'éloignement du patron, unique surveillant, des conséquences énormes.

## § 6. — SALAIRE DE BASE

Le texte fixe le salaire de base ainsi qu'il suit :

Au cas d'incapacité temporaire, le salaire de base est celui touché au moment de l'accident.

Le salaire est-il variable ? c'est alors le salaire touché au moment de l'accident qui sert de base jusqu'à l'époque où devait prendre fin le travail de la victime dans l'exploitation (vendanges, moissons, arrachage des betteraves, etc...) ; dans la suite, c'est le salaire moyen des ouvriers agricoles employés à l'année, salaire arrêté tous les trois ans par le préfet du département où habite la victime, dans les conditions prévues par le projet de la Commission.

L'addition au mot « département » des mots « de la résidence de la victime » est heureux : elle a pour but d'empêcher que les nombreux émigrants venus des pays pauvres ou à bas salaires, lors des grands travaux, dans les pays riches ou à salaires élevés, ne reçoivent, en cas d'accident, des indemnités disproportionnées à leurs ressources normales.

L'évaluation du salaire en nature est effectuée suivant le taux fixé par le préfet, comme il est dit ci-dessus, sauf conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

En cas d'incapacité permanente, le salaire de base

est, aux termes de l'article 8, la rémunération effective touchée par la victime en argent et en nature dans les douze mois qui ont précédé l'accident.

Si la victime n'était pas occupée depuis douze mois, si son salaire était variable, si le travail était discontinu, le salaire de base est le salaire moyen annuel fixé comme il est dit ci-dessus.

Il en est de même quand la victime est un des membres de la famille de l'exploitant, dans le cas étudié plus haut (art. 1, dernier alinéa).

Le salaire en nature est évalué de la même façon.

Enfin le salaire de base pour les ouvriers âgés de moins de quatorze ans et les apprentis, est le même que celui des autres blessés, mais sans pouvoir jamais descendre au-dessous du salaire le plus bas des ouvriers agricoles valides de la même catégorie dans la commune de l'exploitation. D'autre part, en cas d'incapacité temporaire, l'allocation journalière des mineurs de quatorze ans ne peut jamais dépasser le montant du salaire.

Cette dernière disposition supprime l'un des abus les plus criants de la loi de 1898.



§ 7. — L'ÉVALUATION DU DOMMAGE  
ET LE CALCUL DES INDEMNITÉS

La base du calcul des rentes à attribuer aux victimes, loin d'être celle de la loi de 1898, est établie comme il suit : en cas d'incapacité permanente, la rente est égale à la moitié de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner, lorsque, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence.

La loi de 1898 et les deux projets que nous venons d'étudier, proportionnaient l'indemnité à la réduction de la « capacité de travail » et non à la réduction du salaire. Nous avons vu pourquoi, lorsque nous avons examiné le texte de la loi de 1898. Nous avons vu aussi que cette disposition avait provoqué une floraison inouïe et croissante des « schnapsrenten ». Notre texte prévoit et prévient cet abus d'autant plus sûrement qu'il ordonne, à l'alinéa suivant, que toute réduction de salaire de 15 o/o ou moindre ne donnera lieu à l'allocation d'aucune rente.

L'indemnité journalière ne sera due qu'à partir du cinquième jour après celui de l'accident ; ceci résulte du caractère forfaitaire et transactionnel de la loi,

qui, imposant des charges aux patrons, doit leur assurer la moralité des bénéficiaires. Il est certain que la possibilité de gagner demi-salaire en cas d'accident ne nécessitant qu'un repos de quatre jours serait un excellent moyen de s'octroyer un congé à la moindre égratignure.

Une autre règle nous paraît aussi équitable : c'est celle qui déclare que cette indemnité ne sera pas servie aux blessés célibataires ou veufs sans enfants, tant qu'ils seront nourris et couchés par l'exploitant ou hospitalisés à ses frais.

Lorsque l'accident sera suivi de mort, les pensions servies à partir du décès au conjoint survivant, aux enfants, aux orphelins de père et de mère, subissent une diminution appropriée correspondant aux conditions de la vie rurale plus facile et moins coûteuse.

Il en est de même des rentes viagères accordées aux ascendants et descendants qui étaient à la charge de la victime qui ne laisse ni conjoint ni enfants. Cette rente, d'autre part, ne sera servie aux enfants que jusqu'à l'âge de quatorze ans, et non plus de seize (art. 3) ; à la campagne, un enfant de quatorze ans gagne en effet facilement sa vie.

Il y a lieu de noter les différences entre les taux de la loi de 1898 et ceux de la proposition.

En cas de mort, le conjoint reçoit 15 0/0 au lieu de 20.

Les enfants : 10 o/o, s'il n'y en qu'un (au lieu de 15), 20 o/o (au lieu de 25), s'ils sont deux ; 30 o/o (au lieu de 35) s'il sont 3 et 35 o/o (au lieu de 40), s'ils sont davantage.

Les orphelins de père et de mère reçoivent chacun 15 o/o (au lieu de 20).

L'ensemble ne peut dépasser 35 o/o dans le premier cas, ni 50 o/o dans le second (au lieu de 40 et 60).

Les ascendants et descendants qui viennent à compter, quand la victime ne laisse ni conjoint ni enfant, reçoivent 7. 50 o/o (au lieu de 10), sans que le total puisse dépasser 25 o/o (au lieu de 30).

Enfin, la rente peut-être, jusqu'à concurrence du quart, convertie en capital et versée en espèces, ou convertie, soit en entier soit ainsi réduite, en rente réversible sur la tête du conjoint ; c'est la reproduction de l'article 9 de la loi de 1898.

## § 8. — LE TRAITEMENT MÉDICAL

L'auteur de la proposition est visiblement au fait des difficultés sans nombre qui naissent du traitement médical, difficultés infiniment plus graves et plus malaisées à résoudre à la campagne qu'en ville, à telles enseignes qu'il n'est guère contesté aujourd'hui que l'organisation équitable, mais ferme, du

traitement médical rendra seule possible la réforme projetée.

Aussi le texte contient-il à ce sujet des dispositions tout à fait inédites et très intéressantes.

La victime peut choisir son médecin, mais seulement parmi les médecins de l'Assistance médicale gratuite instituée par la loi du 15 juillet 1893, qui sont tenus de fournir leurs soins et de délivrer des certificats, ainsi que les médecins qui auront fait connaître leur volonté de se soumettre aux mêmes obligations par une déclaration effectuée aux mairies intéressées, où un tableau contenant leurs noms et adresses sera affiché.

De même pour les pharmaciens.

Enfin, que le médecin ait été choisi par la victime ou par le patron, le tarif légal est toujours applicable. Cette modification au texte de la loi de 1898, qui ne prévoit le tarif obligatoire que si le médecin est choisi par la victime, est fondée : on sait qu'à la campagne le patron dispose seul la plupart du temps, des moyens de transport, permettant d'aller quérir le médecin. On objectera qu'en pareil cas il n'agit évidemment que comme mandataire. Mais les juges de paix refusent régulièrement de l'admettre ; aussi l'auteur de la proposition a-t-il tranché la difficulté en rendant le tarif obligatoire en tous cas.

Le tarif en question est arrêté par le ministre du Travail après avis d'une commission analogue à celle

instituée par la loi de 1898, et comprenant, en outre, des éléments communs (médecins, pharmaciens), des représentants du ministère de l'Agriculture, des sociétés et des syndicats agricoles patronaux, ouvriers et mixtes, et des sociétés d'assurances agricoles.

Ce tarif est forfaitaire. C'est le point décisif.

Le tarif pharmaceutique devra contenir la nomenclature de tous les médicaments, objets de pansement et fournitures qui seuls pourront être délivrés à la charge du chef d'entreprise.

Ainsi évitera-t-on les débauches de vins fortifiants, voire de champagne, que nombre d'industriels doivent à l'heure actuelle payer de leurs deniers.

Le tarif des frais d'hospitalisation, qui est le même que celui de la loi de 1898, est applicable même aux maisons de secours, cliniques et autres établissements privés, et voilà encore évité un abus redoutable.

Le contrôle du chef d'entreprise est mieux assuré (art. 4, trois derniers alinéas).

Enfin, le texte confère, avec à-propos, aux médecins, pharmaciens et hôpitaux, une action directe contre le chef d'entreprise ; on n'aura donc plus besoin de faire appel à l'ingénieuse et providentielle théorie du *negotiorum gestor* pour justifier la recevabilité de leur action.



§ 9. — GARANTIES

Le texte prévoit des mutualités communales ou intercommunales comme les deux projets. Mais il ne leur impose, avec raison, qu'un minimum de 20 adhérents et limite leur objet à l'assurance du risque d'incapacité temporaire, avec obligation de le réassurer à concurrence de 25 0/0 au moins, 75 0/0 au plus. Double modification fort sage puisqu'elle favorise leur éclosion et restreint leurs chances de ruine.

L'assistance judiciaire, en cas de contestation d'expertise, doit être suspendue jusqu'à ce que le bureau ait statué de nouveau à la requête de l'intéressé.

Le fonds de garantie est constitué et alimenté comme dans les projets de la commission et du gouvernement.

§ 10. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES

Le texte abroge la loi du 30 juin 1899, mais reprend ses dispositions en ce qui concerne les accidents causés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés ou susceptibles d'explosions qui n'appartiennent pas au chef d'exploitation et ne



sont pas dirigées par lui (ce qui est le cas du battage, notamment, la plupart du temps).

Il ajoute que les lois des 9 avril 1898 et 12 juillet 1906 ne sont pas applicables à l'agriculture. Précaution excellente qui supprimera l'intolérable état de choses actuel, où l'on voit les agriculteurs soumis, suivant les cas, à trois législations différentes.

Il ordonne la résiliation *de plano* (et non pas conditionnelle) de toutes les polices souscrites antérieurement à la publication de la nouvelle loi.

Enfin, il introduit dans la procédure instituée par la loi de 1898 nombre de modifications dictées par l'expérience et qui éviteront bien des dépenses inutiles dont ni patrons ni victimes ne profitent.

Notons seulement la principale : l'auteur, sachant qu'un accident n'a guère pour témoins, à la campagne, que les camarades du blessé qui sont, comme lui, salariés par le patron et, la plupart du temps, logés sous son toit et nourris par lui, a pris la précaution de proposer qu'ils ne pourraient être reprochés, comme l'exige le droit commun (art. 283, C. proc. civ.)

Cette proposition, il est facile maintenant de s'en rendre compte, répondait aux désirs exprimés par les agriculteurs, non seulement sur les points essentiels qu'ils avaient soulignés, mais aussi quant à l'observation des conditions particulières dans les-

quelles le risque professionnel pouvait être appliqué à l'agriculture.

Nous trouvons la mesure de la satisfaction éprouvée par le monde agricole et l'expression de son soulagement dans un vœu émis par la Société des Agriculteurs de France à la séance du 20 mars 1908 ; le vœu émis était le suivant :

« 1° Que la Chambre rejette le projet de loi élaboré par la Commission de Prévoyance sociale et prescrive l'enquête demandée par la Commission d'agriculture.

« 2° Que si le Parlement se décide à passer outre et à étendre à l'agriculture le principe du risque professionnel il accueille avec faveur la proposition de loi de M. Paul Beauregard et la prenne pour base de discussion.

» Confirme en tant que de besoin son vœu du 20 mars 1907 » (1).

De nombreuses critiques s'étaient élevées lors de l'apparition des deux premiers projets. M. Beauregard, pour en tenir compte dans la plus large mesure, avait pris la résolution énergique non pas seulement d'amender les premiers projets, mais d'en créer un nouveau, spécial, de toutes pièces, qu'on pût regarder comme l'expression la plus juridique et la plus nette des justes revendications des agriculteurs.

---

1. Séance du 20 mars. M. E. Rousselle, rapporteur, voir *Bull. Soc. Ag. de France* du 1<sup>er</sup> avril 1908.

La commission de l'agriculture n'avait pas voulu que fut renouvelé, à propos des accidents agricoles, le procédé employé lors du vote de la loi du 12 avril 1906, relative aux accidents commerciaux et consacrant une extension pure et simple de la loi de 1898. M. Beauregard avait, lui aussi, jugé qu'une telle mesure était impossible et profondément injuste (1). Le monde agricole se montrait pleinement satisfait de sa tentative.

---

1. V. C. Habert, *le Conseiller des assurances*, 7 mai et 18 juin 1908.

---

## SECTION III

---

### RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE DE M. CHAUVIN (1)

La commission d'assurance et de prévoyance sociales examina l'avis de M. Chaigne et la proposition de loi de M. Beauregard. Mais de cette nouvelle étude M. Chauvin, son rapporteur, déclara qu'il ne résultait que de nouvelles raisons de persister dans les précédentes dispositions, car les objections faites par M. Chaigne et M. Beauregard ne paraissaient pas fondées. Il est à remarquer qu'il n'est nulle part fait mention dans ce rapport supplémentaire des manifestations hostiles du monde agricole au projet qu'il recommande de nouveau au Parlement.

Pourtant à l'avertissement donné : « vous allez créer bien injustement une charge nouvelle dont vous accablerez l'agriculture » avertissement prudent suscité par les chiffres présentés par M. Chaigne, M. Chauvin répond qu'il n'est pas besoin de discuter

---

1. Annexe au procès-verbal de la séance du 13 octobre 1908.  
Ch. des députés, n° 2045.

ces chiffres, puisque cette charge ce n'est pas la commission d'assurance et de prévoyance sociales qui l'a créée, mais la nature; la commission n'a fait que la reporter sur les personnes qui lui avaient paru plus aptes à la supporter.

Mais ce n'est pas répondre à la question qui revient à se demander si la charge nouvelle ne sera pas trop lourde pour les assujettis, et le cas échéant s'il n'y a pas moyen d'en atténuer le poids de façon à ne réaliser la réforme qu'après s'être préoccupé des intérêts de tous.

En d'autres termes, la commission de prévoyance sociale assurait qu'elle s'était entourée de tous renseignements nécessaires, mais qu'elle ne jugeait pas convaincantes les raisons sur lesquelles la nouvelle proposition s'appuyait. En conséquence, elle demandait de nouveau que le projet de loi auquel concluait son rapport du 22 février 1907 fut adopté par la Chambre.

Ce dernier rapport, déposé dans le calme qui avait succédé à la proposition de M. Beauregard, fut comme le point final des discussions qui s'étaient élevées sur ce sujet au Parlement. A partir de ce moment, on remarque un arrêt net de l'action législative. Le problème n'est pourtant pas résolu; mais on peut espérer maintenant que le Parlement ne se prononcera pour la solution qui paraît la plus conforme aux intérêts de tous, qu'après qu'il aura été

procédé à la grande consultation demandée par la commission d'agriculture de la Chambre et en tenant le plus large compte de ses résultats.

---





## CHAPITRE IV

### CONTRIBUTION DES INITIATIVES PARTICULIÈRES

---

Cette consultation, on ne semble pas, jusqu'à présent, montrer beaucoup d'empressement à la promouvoir, on paraît la redouter ; elle semble un fâcheux obstacle à cette extension pure et simple de la loi de 1898 que certains envisagent avec une complaisance toute particulière, parce qu'elle satisfait mieux leur esprit de système.

Jamais, pourtant, l'esprit de système ne serait plus mal inspiré que dans le cas qui nous préoccupe ; on peut dire que la totalité des associations agricoles est d'accord sur ce point.



## SECTION I

### AVANT-PROJET DE LA FÉDÉRATION DES CAISSES DE CRÉDIT MUTUEL AGRICOLE

---

#### § I. — REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Nous avons fait connaître les points essentiels de l'opinion très fermement et nettement exprimée par la Société des Agriculteurs de France et l'Union centrale des Syndicats ; il est sans doute superflu de rappeler ici que ces groupements, auxquels se rattachent des centaines de milliers de cultivateurs, payant régulièrement leurs cotisations annuelles, constituent de beaucoup les plus importantes associations agricoles du pays.

Il convient de noter qu'un autre groupement, moins nombreux, mais considérable encore par la quantité et le caractère des associations diverses qui s'y rattachent, la Fédération des Caisses de crédit mutuel agricole, a exprimé à son tour, un peu plus tard, ses desiderata.

Le Congrès des caisses régionales, tenu à Mont-

pellier en 1908, avait recueilli les échos des réclamations soulevées par les projets officiels. Il décida qu'une commission étudierait la question et élaborerait un avant-projet. Cette commission fut constituée et finit par adopter, dans sa séance du 6 décembre 1909, à l'unanimité, le texte que nous allons étudier.

Les observations qui précèdent ce texte (1) font ressortir, sur les lignes générales de la réforme, un accord remarquable avec les desiderata exprimés dès auparavant par la Société des Agriculteurs de France et l'Union centrale des Syndicats agricoles : acception (sans aucun enthousiasme) de l'application du risque professionnel ; nécessité d'une loi spéciale et complète, sans aucune référence à la loi de 1898 ; adaptation des conditions d'application aux caractères particuliers du risque agricole, notamment en ce qui concerne le salaire de base et la fixation des indemnités et, enfin, organisation du traitement médical.

## § 2. — LA RESPONSABILITÉ

Cet avant-projet consacre l'adaptation spéciale du principe du risque professionnel à l'agriculture, sans aucune référence à la loi de 1898.

---

1. V. Descours-Desacres, *Un Avant-projet sur la responsabilité en matière d'accidents agricoles*. Le Mans, 1909.

Il n'admet pas la franchise des quatre premiers jours ; nous pensons qu'il ouvre ainsi la porte à d'innombrables abus ; la moindre crise de paresse trouvera, en effet, de fréquentes occasions de se manifester à bon compte, grâce aux contusions, écorchures ou autres bobos qu'il est si facile d'invoquer.

Mais le texte reproduit les dispositions du projet Beauregard en ce qui concerne la faute inexcusable, et même elle les aggrave.

Le titre II, en effet, contient une clause relative à la faute lourde du patron, dont la teneur est nouvelle. Elle stipule que la faute lourde de l'employeur permettra au juge de majorer l'indemnité journalière jusqu'à la limite du plein salaire quotidien et l'indemnité permanente jusqu'à la limite de la réduction de salaire subie en cas d'incapacité partielle, ou de plein salaire en cas d'incapacité totale (art. 5 et 6).

Par contre, le patron est déchargé de toute responsabilité en cas de faute inexcusable de la victime (art. 1<sup>er</sup>).

Le plein du salaire de base est fixé à 1.000 francs.

Le surplus ne compte que jusqu'à concurrence du quart dans l'établissement des rentes, et, nouveauté intéressante, dans la fixation de l'allocation journalière (art. 8).

Enfin le texte oublie de décider du sort qui sera fait à la loi du 30 juin 1899.

L'article 2 étend à tous les « travaux entrepris en



commun » la responsabilité solidaire prévue par les projets du gouvernement et de la commission dans le seul cas de garde en commun des animaux.

### § 3. — LES EXPLOITATIONS ASSUJETTIES.

Les exploitations assujetties sont largement définies : ce sont toutes celles où sont effectués des travaux quelconques ayant pour but, direct ou indirect, d'obtenir une production agricole quelconque, ou une mise en valeur agricole quelconque du sol. Cette définition semble comprendre les jardins et les parcs d'agrément. Nous avons dit pourquoi nous tenions cette extension pour inopportune.

Elle est, d'autre part, trop étroite, en ce qu'elle laisse de côté ce qu'on a appelé si improprement les industries annexes ; les tribunaux n'admettront jamais, en effet, que ces installations soient des « travaux ayant pour but, direct ou indirect, d'obtenir une production agricole quelconque ou une mise en valeur quelconque du sol ».

### § 4. — LES BÉNÉFICIAIRES.

L'avant-projet vise tous les individus au service du chef d'exploitation, salariés ou non. Mais il précise que ce sont seulement ceux employés « direc-

tement » (art. 1er) par le patron, ce qui exclut les hommes embauchés par les sous-traitants. Nous prévoyons de ce chef d'assez grandes difficultés, notamment dans les exploitations de chêne-liège de l'Estérel et des Maures et partout où l'arrachage des betteraves est effectué par des équipes belges.

Les étrangers cessent de bénéficier de *tous les avantages* de la loi — et non plus seulement, comme dans la loi de 1898, de l'indemnité journalière — dès qu'ils cessent de résider en France.

Le texte ne prévoit d'exceptions qu'en faveur des sujets des pays étrangers qui auraient garanti des avantages équivalents aux Français, non pas aux termes de conventions diplomatiques, mais en vertu de dispositions *législatives spéciales*.

#### § 5. — LES ACCIDENTS GARANTIS.

Ce sont ceux survenus par le fait du travail (art. 1<sup>er</sup>). C'est la formule même de la proposition P. Beauregard, que nous avons étudiée plus haut.

C'est à la victime qu'il incombe de faire la preuve que l'accident est survenu par le fait du travail. Les motifs auxquels a obéi la commission nommée par le Congrès de Montpellier, en détruisant ainsi la présomption établie par le projet Chauvin au profit de la victime, sont exactement les mêmes que ceux

que nous avons développés plus haut, lorsque nous avons étudié le risque professionnel agricole. M. Des-cours-Desacres est très explicite (*op. cit.* p. 5).

#### § 6. — LE SALAIRE DE BASE.

Le salaire qui sert de base tant à l'allocation journalière qu'aux rentes est « la moyenne annuelle du salaire pendant l'année qui a précédé l'accident » ou, si l'employé n'était pas rétribué ou était rétribué en nature, « ce qu'aurait pu être ce salaire ».

Formule raisonnable, mais vague, et qui rendrait peu aisée la tâche des tribunaux (art. 5 et 6).

#### § 7. — ÉVALUATION DU DOMMAGE.

Le dommage réparé est, comme dans le texte proposé par M. Paul Beauregard, celui qui résulte de la réduction *du salaire* et non pas de la réduction de la capacité ; disposition excellente que nous regrettons de ne pas voir complétée par l'élimination des petites réductions de salaires, mais qui n'en marque pas moins l'intention louable de prévenir le scandale des « schnapsrenten ».

§ 8. — CALCUL DES INDEMNITÉS.

L'incapacité totale permanente donne droit à une rente égale à la moitié du salaire, comme le demande M. P. Beauregard, au lieu des  $\frac{2}{3}$  comme la loi de 1898 l'ordonne et comme le demandent le gouvernement et la commission.

Le conjoint survivant n'a droit à une rente qu'à défaut d'enfant et s'il est âgé de soixante ans au moins. La rente qui lui est attribuée est égale au  $\frac{1}{4}$  du salaire.

Les enfants mineurs de seize ans (une nouvelle rédaction du texte a substitué à cet âge celui de quatorze ans) ont droit à la totalité de la rente d'incapacité totale permanente, s'ils sont trois au moins, aux  $\frac{2}{3}$  ou au  $\frac{1}{3}$  de cette rente s'ils sont deux ou s'il n'y en a qu'un.\*

Les seuls ascendants qui ont droit à une rente sont les père et mère de la victime, à défaut d'enfant, et à charge par eux d'établir qu'ils étaient, antérieurement à l'accident, à la charge de la victime. Ils reçoivent une rente égale au huitième du salaire (le  $\frac{1}{4}$  de la rente d'incapacité totale, art. 6).

Les employeurs peuvent s'exonérer des charges que leur impose la loi en cas d'incapacité temporaire, en affiliant leur personnel à une Société de secours

mutuels, moyennant une cotisation dont ils supportent une quote-part, et dans la mesure où ces Sociétés prennent à leur charge l'allocation journalière et les frais de traitement (art. 9).

### § 9. — LE TRAITEMENT MÉDICAL

L'avant-projet admet le libre choix, mais le restreint très sagement au « rayon le plus proche » (art. 9).

Il prévoit un tarif régional arrêté par le ministre du Travail, sans s'expliquer davantage.

Il donne à l'employeur le droit, très précieux, de faire contrôler l'état du blessé, pendant toute la durée du traitement, par le médecin de son choix, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à une procédure, qui, si simple qu'elle soit, est toujours trop longue et trop coûteuse et reste la plupart du temps inefficace (art. 9, dernier alinéa).

### § 10. — LES GARANTIES

Les créances que la victime tient de la présente loi sont garanties, dit l'article 10, par le privilège de l'article 2101, où elles sont inscrites sous le numéro 4.

L'assureur est substitué à l'employeur; l'avant-projet assure pratiquement cette substitution bien

plus efficacement que la loi de 1898 qui au contraire l'entrave souvent, par de nombreuses dispositions relatives à la procédure spéciale qu'il institue (art. 11, 16 à 19).

Le fonds de garantie est alimenté seulement par les assujettis non-assurés. La Caisse nationale, qui gère ce fonds, fait connaître chaque année à chacun d'eux la charge qui lui incombe de ce chef, d'après des règles qui seront fixées par un règlement d'administration publique (art. 12 et 15).

Les mutuelles locales de la loi de 1900 devront comprendre au moins 100 adhérents, chiffre fort exagéré à notre avis, nous verrons pourquoi plus loin (1).

Elles devront réassurer seulement les risques d'incapacité permanente et de mort, jusqu'à concurrence de 75 0/0 au moins.

## § 11. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES

L'action de la loi se prescrit par un an, comme celle de la loi de 1898 ; le délai de revision est abaissé à deux ans (art. 21).

La compétence du juge de paix est ramenée aux conditions du droit commun, ce qui nous paraît fort sage.

---

1. V. ci-après conclusion, p. 307 et 308.



La résiliation des polices d'assurance est seulement facultative, disposition qui nous paraît illusoire, étant donné la négligence et l'ignorance incontestables et incontestées des paysans.

---

## SECTION II

### LE CONTRE-PROJET DE L'ASSOCIATION NATIONALE POUR LA PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE AGRICOLE

---

#### § 1. — REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Cette association s'est occupée, elle aussi, de la question ; sa commission de législation rurale a entrepris l'élaboration d'un contre-projet qu'elle a définitivement adopté le 13 février 1913 sur les conclusions de son rapporteur M. Descours-Desacres qui se consacre, on le voit, avec une louable et multiple activité à l'amendement raisonnable des projets officiels. Le texte a été adopté, par voie d'approbation tacite, par l'association elle-même (1).

Le texte en a été heureusement complété, au moins dans son esprit, par les vœux qui ont été adoptés dans la séance des 12 mars et 9 avril 1913.

Voici le résumé de leurs dispositions communes.

---

1. V. *La Main-d'œuvre agricole* des 10 février, 25 mars et 16 avril 1913 et *Annales du Musée social*, année 1913, n° 4.

## § 2. — LA RESPONSABILITÉ

L'association exprime fortement la nécessité d'une loi spéciale et complète, sans références à la loi de 1898 ; elle estime que le risque professionnel doit être adapté à l'agriculture, en tenant compte, dans la plus large mesure, des conditions spéciales que nous avons examinées.

Elle n'admet pas la franchise des quatre jours.

Mais elle réduit à 1.000 francs (le texte avait d'abord prévu 1.200 fr.) le plein du salaire de base.

Elle abaisse à « treize ou quatorze ans » (1) la majorité des enfants mineurs laissés par la victime décédée.

La responsabilité solidaire est étendue à tous les travaux effectués en commun (art. 8).

La loi de 1899 est abrogée (art. 15). C'est là, pensons-nous, une mesure grave et injustifiable. Nous avons exposé la justesse profonde de ses dispositions (II<sup>e</sup> partie, chap. III) en ce qui concerne la responsabilité de l'exploitant du moteur et la qualité des bénéficiaires. Il y a lieu de préciser dans quelle mesure son application se trouvera restreinte par

---

1. V. le vœu adopté à la séance du 18 janvier 1913, la *Main-d'œuvre agricole*, 10 février 1913.

l'effet de la loi nouvelle, non pas de l'abroger tout entière.

### § 3. — LES EXPLOITATIONS ASSUJETTIES

Le contre-projet ajoute à l'énumération du projet de la commission les exploitations « d'engraissement ».

Il assujettit tous les exploitants, même ceux qui travaillent seuls d'ordinaire, dès qu'ils reçoivent la collaboration, même accidentelle, d'un seul ouvrier, salarié ou non, à l'exception des membres de la famille qui sont ceux-là même exclus par la commission.

Il assujettit, comme la commission, les particuliers, en raison de la mise en état de leurs parcs et jardins.

### § 4. — LES BÉNÉFICIAIRES

Ce sont toutes les personnes employées, même sans salaire, dans les exploitations assujetties, à l'exception des membres de la famille exclus par la commission de la Chambre.

Les domestiques attachés à la personne sont exclus aussi ; nous comprenons mal comment cette disposition se conciliera avec celle relative aux parcs et jardins d'agrément.

Le sort des étrangers est le même que celui qui leur est fait par la commission.

#### § 5. — LES ACCIDENTS GARANTIS

Ce sont ceux survenus par le fait et à l'occasion du travail ; la substitution du mot « et » au mot « ou » employé par la loi de 1898 est significative. Ses conséquences éclatent aux yeux les moins prévenus.

En ce qui concerne la preuve de l'accident, la présomption établie par la commission en faveur de l'ouvrier a été supprimée.

#### § 6. — LE SALAIRE DE BASE

Le contre-projet reprend le texte de la commission.

#### § 7. — CALCUL DES INDEMNITÉS

Le contre-projet n'apporte aucune modification aux taux fixés par la loi de 1898, et c'est là sa plus grave lacune. Il semble, en outre, que ses auteurs ignorent tout de la question si grave des « petites infirmités ».

## § 8. — TRAITEMENT MÉDICAL

Le contre-projet tente une organisation du service médical et reprend d'ailleurs, sans en révéler la source, les dispositions du texte proposé par M. Paul Beauregard.

Toutefois, il décide que le tarif, au lieu d'être forfaitaire, sera basé sur celui de l'assistance médicale gratuite, majoré de 10 0/0 au plus.

Nous voyons un double inconvénient à cette disposition :

Le premier, c'est qu'elle laissera subsister tous les abus.

Le second, c'est qu'il y aura un tarif par département, soit 86 pour toute la France, et que ces tarifs changeront continuellement, non seulement en ce qui concerne le quantum, mais aussi en ce qui concerne les bases (1).

Le texte facilite au patron l'exercice du contrôle du blessé par un médecin de son choix.

Il reprend l'exonération accordée par l'avant-projet de la Fédération des caisses régionales aux assujettis qui font entrer leurs ouvriers dans une société de secours mutuels.

---

1. Voir la très intéressante et complète étude consacrée par le D<sup>r</sup> Gassot aux tarifs de l'assistance médicale gratuite, dans le *Concours médical*, année 1913.



### § 9. — LES GARANTIES

Les mutuelles locales autorisées devront comprendre au minimum 20 adhérents ; les statuts types prévus par le projet Chauvin seront obligatoires dans « leurs lignes essentielles » seulement et non dans leur texte.

Le fonds de garantie est alimenté par tous les assujettis au moyen de centimes additionnels au principal de la contribution foncière ; double régression que nous ne parvenons pas à nous expliquer.

Quand le « patrimoine » du fonds de garantie atteindra la somme des charges supportées par lui pendant les cinq dernières années, le surplus sera mis à la disposition des sociétés de crédits agricoles, à titre de prêt à bas intérêt (2 o/o au maximum).

### § 10. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET TRANSITOIRES

Nous trouvons d'abord une disposition d'une réelle gravité : la prescription de l'action est abaissée à un mois, sauf les cas de force majeure dont la victime devra justifier et qui auraient pu s'opposer à la déclaration de l'accident dans ledit délai (art. 6).

C'est à la victime ou à ses parents qu'incombe cette déclaration.

L'un des vœux adoptés le 12 mars 1913 demande la modification des dispositions de la loi de 1899 touchant la procédure, notamment en ce qui concerne les délais.

Pour le reste, le texte de la commission de la Chambre, qui servait d'ailleurs, malheureusement, de base à la discussion, a été à peu près entièrement reproduit.

---



## CONCLUSION

---

Ainsi, le mouvement qui s'est produit sur l'apparition des projets du gouvernement et de la commission n'a pas été inutile. L'agitation s'est étendue à toutes les associations agricoles ; leurs fédérations se sont préoccupées de préciser les réclamations ; elles les ont exprimées sous forme de vœux, et, fait décisif, leur ont donné corps sous forme de contre-projets.

De la comparaison de ces textes divers il ressort que, dès maintenant, plusieurs point sont acquis.

Il est permis de dire que l'agriculture veut « une loi spéciale et complète sans aucune référence à la loi du 9 avril 1898 ».

Cette formule a été employée d'abord par la Société des Agriculteurs de France et l'Union centrale des syndicats ; il est normal que ces deux associations qui sont, l'une la plus ancienne, et l'autre de beaucoup la plus nombreuse de toutes les associations d'agriculteurs (1) se soient saisies les premières

---

1. V. au sujet de ces associations : H. Johanet, *la Société des Agriculteurs de France*, dans *le Monde moderne* de juin 1898. —

de la question et aient dégagé sans peine la solution vraie. Il est remarquable, à notre avis, que cette formule, répétée à tous les congrès nationaux des syndicats agricoles (Arras, Périgueux, Angers) ait été, après un consciencieux et patient examen, reprise littéralement par un autre groupement fort important lui aussi, la Fédération des Caisses de crédit mutuel agricole, et même par des sociétés d'un caractère plus académique telles que l'Association nationale pour la Protection de la Main-d'œuvre agricole et surtout la Société nationale d'Agriculture (1).

Ce besoin d'une loi spéciale répond à une réalité profonde : la différence incontestable des conditions économiques de l'agriculture et de celles de l'industrie et du commerce. Au cours des vingt années que durèrent les travaux préparatoires à la loi de 1898, on ne cessa de la faire ressortir (2).

---

Léop. Mabillean, *le Mouvement agraire en France*, dans la *Revue de Paris* du 1<sup>er</sup> juillet 1897. — Comte de Rocquigny, *les Syndicats agricoles et leur œuvre*, 4<sup>e</sup> édition, Roustan, éditeur, 1912. — L. Delalande, *Discours d'ouverture aux assemblées générales de l'Union centrale des Syndicats des agriculteurs de France* (*Bulletin de l'Union*, comptes rendus des ass. gén.) et aux Congrès nationaux des syndicats agricoles. Au 1<sup>er</sup> janvier 1913, l'Union centrale groupait effectivement 2.500 syndicats environ, lesquels comprenaient 700.000 agriculteurs payant régulièrement leurs cotisations.

1. Séance du 9 janvier 1907.

2. V. notamment Léon Say: Ch. des dép., 18 mai 1893, p. 1452 et Volland, Sén., 13 juin 1895, p. 663 et H. Bouches, *loc. cit.*

Il peut paraître surprenant, dès lors, que des hommes éminents aient pu, malgré ce qu'un accord aussi unanime et constant a d'impressionnant, taxer *d'illogique* une loi spéciale pour l'agriculture.

On trouve infiniment plus simple et plus méthodique d'étendre purement et simplement aux exploitations agricoles les dispositions de la loi de 1898!

Rien ne nous paraît, au contraire, plus nettement *anti-scientifique*. Au moment où se développaient la théorie du risque professionnel, celles de la responsabilité contractuelle, de la responsabilité objective, alors qu'on réclamait de tous côtés une loi spéciale pour les blessés du travail, d'éminents jurisconsultes s'étaient indignés de cet attentat aux principes généraux du droit commun, de cette institution d'une responsabilité spéciale étrangère à l'idée fondamentale de *faute*. Les partisans de la réforme leur répondaient qu'il fallait être de son temps, que l'introduction de l'idée d'évolution dans la science juridique avait eu pour conséquence la substitution d'une méthode nouvelle, *la méthode historique*, à l'ancienne méthode déductive; qu'on ne se contentait plus de commenter *in abstracto* des principes juridiques pris *en soi*, afin d'en déduire les conséquences logiques, mais qu'au contraire on étudiait les faits pour en induire le droit; chaque institution évolue: elle a son origine dans le passé et contient en elle les germes de ce qu'elle deviendra



dans l'avenir (1). Ainsi l'étude des accidents du travail, de leurs causes réelles, des conditions économiques dans lesquelles se trouvent patrons et ouvriers, de leurs rapports juridiques entre eux, conduit, disait-on, à la construction d'un régime juridique de responsabilité nouveau.

C'est précisément cette méthode inductive qu'emploient les agriculteurs : l'étude des accidents du travail dans l'agriculture, de leurs causes habituelles, des conditions économiques dans lesquelles se trouvent les exploitants du sol et leur personnel, de leurs rapports entre eux ; la comparaison de ces faits avec les faits qui leur correspondent dans l'industrie, les a ainsi conduits à induire la nécessité d'une loi spéciale et complète pour l'agriculture. Ce sont eux qui restent dans la logique du système, et leurs adversaires, les partisans de l'assimilation, de l'unification à outrance qui sont en régression, qui raisonnent *in abstracto*.

On a encore objecté qu'un régime spécial aux agriculteurs serait *injuste*. On s'est scandalisé de ce qu'un charretier blessé, par exemple, d'un coup de pied de cheval, serait indemnisé dans une mesure différente, selon que son patron serait agriculteur ou commerçant.

Sans doute, mais nous ne voyons pas seulement, nous, dans cette affaire, la victime ; nous envisageons

---

1. V. Tarde, *les Transformations du droit*. — A. Fouillée, *l'Idée moderne du droit*.

aussi le patron, les circonstances de l'accident, les conditions du travail, celles de la vie économique de tous les intéressés et nous prétendons que c'est de tout cela ensemble qu'il faut tenir compte.

Et d'ailleurs, cette différence qu'on incrimine dans le traitement du blessé de la culture et de celui de l'industrie, n'est-ce pas une inéluctable conséquence de la législation *professionnelle* ?

Il y avait un moyen d'éviter ces disparates ; c'était de ne pas créer, au profit des blessés du travail, une exception au droit commun. Rien ne s'opposait, certes, à ce qu'on modifiât pour tout le monde les termes des articles 1382 et suivants. On pouvait admettre que l'avènement de l'industrialisme moderne eût plus ou moins profondément modifié les rapports des hommes entre eux. Personne ne nie que leur fréquence et leur diversité aient augmenté par suite de la facilité et de la multiplicité des moyens de communications ; que l'intensité considérable du travail, le caractère fébrile de la vie moderne en aient transformé la nature. Il n'y a point que le risque professionnel qui soit devenu indépendant de l'idée de faute ; c'est le risque universel, si nous pouvons nous exprimer ainsi ; « vraiment, de nos jours, celui-là seul ne risque rien qui ne fait rien » (1).

---

1. P. Beauregard : Avant-propos à *La loi du 9 avril 1898 et les accidents*, par Vassart et Nouvion-Jacquet, Paris 1899.

Il était donc possible de modifier, de développer, pour tout le monde, les sources de la responsabilité, soit qu'on substituât à l'idée de faute une autre idée, soit qu'on la lui joignît.

C'avait été, au fond, la tendance de la plupart des nombreux et éminents jurisconsultes que la question avait intéressés. Même, presque tous tant étaient profonds leur sens de la tradition, leur désir de rester dans l'axe du droit français, avaient cru pouvoir discerner dans les textes eux-mêmes, sans qu'il fût besoin d'en amender les termes, le germe plus ou moins développé, plus ou moins fécond, des systèmes nouveaux qu'ils avaient peu à peu dégagés.

Nous avons tenté plus haut d'exposer leurs efforts. Mais, en fait, ils ne furent pas suivis dans cette voie. Ce fut un autre procédé qui fut choisi ; on préféra élaborer une législation spéciale et professionnelle.

Nous croyons abonder dans ce sens en nous joignant à ceux qui réclament pour l'agriculture, non pas une assimilation pure et simple à l'industrie, mais une législation agricole. Nous croyons respecter suffisamment la logique et la justice en conservant pour l'agriculture le système général du risque professionnel. Les cultivateurs réclament seulement qu'il leur soit « adapté » et non pas purement « appliqué ».

Nous ne reviendrons pas sur les faits qui constituent le caractère particulier des exploitations agri-

coles, qui nous obligent à les distinguer nettement d'avec les exploitations industrielles. Leur étude a fait l'objet de tout un chapitre : l'absence de concentration, de division et de spécialisation du travail ; le défaut inévitable de surveillance ; l'originalité de la vie rurale ; l'inutilité de l'apprentissage ; la dispersion de l'habitat ; l'impossibilité du contrôle ; tous ces faits, et quelques autres, nous les avons mis en lumière le mieux que nous l'avons pu. Il nous paraît impossible de ne pas reconnaître que les dispositions spéciales que le monde agricole désire introduire dans la loi à venir ne soient très justement tirées de cet ensemble de causes ; l'exposé des motifs de la proposition de M. Paul Beauregard les énonce avec autant de netteté que de concision. Nous croyons inutile d'y revenir ; nous noterons seulement que la plupart d'entre elles sont aussi fondées sur l'expérience de la loi du 9 avril 1898 et que cette circonstance paraît en renforcer singulièrement la valeur.

La prévention des abus et des fraudes, notamment des « schnapsrenten », la qualification légale de *faute inexcusable* conférée de plein droit à la brutalité envers les animaux et à l'ivresse, la fixation à quatorze ans, majorité réelle, de la majorité légale des enfants en ce qui concerne leur droit aux indemnités, la franchise des quatre premiers jours, la fixation du plein du salaire de base à 1000 francs ; au fond, personne n'élève là-contre d'objections graves.

On se plaint que ces diverses atténuations aboutissent, par leur concours, à une restriction générale des conséquences logiques du système du risque professionnel; il nous paraît que cette restriction est une juste conséquence de ce fait que, précisément, ainsi que nous avons cherché à le démontrer, le risque professionnel est moins évident, a moins d'intensité dans l'agriculture; on n'y connaît guère la *répétition machinale* du même geste ou de la même série de gestes, au même lieu, avec les mêmes outils ou la même machine, que l'on a signalée avec raison comme engendrant nécessairement, à une échéance plus ou moins lointaine, l'inattention habituelle, l'imprudence continue, et par suite, de ce seul fait, un danger.

Là où la doctrine du risque professionnel est moins fondée, il est juste que ses conséquences soient moins rigoureusement appliquées.

Mais par contre, il est indispensable que, partout où ce risque existe, il soit couvert; les cultivateurs ont donc raison d'exiger que *tous* les exploitants soient assujettis.

Il est remarquable que ce soient justement ceux-là même qui ne veulent pas entendre parler de loi spéciale, ceux qui exigent l'extension pure et simple quand ce n'est pas, comme ce fut le cas de la commission de la Chambre, l'aggravation de la loi de 1898, qui d'autre part commencent par excepter des



charges de la loi les neuf dixièmes des chefs d'exploitations.

Nous avouons ne pas comprendre une pareille contradiction; c'est là, nous semble-t-il, qu'on serait fondé à parler d'injustice et d'illogisme; c'est alors qu'on pourrait se scandaliser du cas d'un charretier blessé par ses chevaux, qui sera indemnisé si son patron exploite par exemple 30 hectares de terre et non pas s'il n'en exploite que 20. C'est vraiment le cas de s'étonner d'une pareille entorse au système. Un tel privilège n'est pas seulement anti-scientifique, il est, surtout, particulièrement mal fondé en fait; personne n'ignore plus que le risque est, toutes choses égales d'ailleurs, bien plus grave dans les petites exploitations que dans les grandes; il est, à peu de choses près, exact de dire que le risque est d'autant plus grave que l'exploitation est plus réduite: tous les assureurs, sans exception, en font l'expérience et c'est parmi eux un axiome. Cela tient principalement à ce que les petits patrons, moins riches, sont plus mal outillés: bêtes vicieuses, matériel usé et insuffisant; ils sont aussi plus exigeants: travail mieux surveillé et plus intense.

Nous croyons donc que les agriculteurs voient juste en demandant une loi applicable, mais applicable à tous.

Nous devons également insister sur un point décisif: l'organisation du service médical. Il faut



d'abord un tarif *légal* et il faut surtout que ce tarif soit *forfaitaire* ; que l'échelle des forfaits soit aussi riche et variée qu'on le voudra, personne ne trouvera mauvais qu'on cherche à taxer au plus juste les soins et les fournitures ; mais qu'il y ait forfait. Aucune autre base ne permettra d'éviter les abus que nous avons signalés et qui seront, comme nous l'avons dit, aggravés dans d'incroyables proportions à la campagne, à cause de la concurrence médicale plus restreinte, du jeu de l'indemnité kilométrique, et de l'impossibilité du contrôle.

Nous ne parvenons pas à croire que l'opposition qui s'est manifestée à ce sujet soit irréductible ; d'abord elle n'émane que d'une partie, et non pas même de la plus grande partie du corps médical. Et puis, il y a des précédents ; nous ne parlons pas seulement des précédents à l'étranger, comme celui de la loi belge, mais du tarif de la région du Nord, du tarif girondin, du tarif *légal* tunisien, etc... (1)

On craint, et il y a lieu de craindre, en effet, des grèves médicales, au moins locales et partielles ; c'est pourquoi il est nécessaire que la loi crée, comme l'ont proposé l'Union centrale des syndicats et l'Association pour la Protection de la Main-d'œuvre agricole, une obligation de soigner, ou de fournir des

---

1. Voir Dr Petitjean, sénateur : *L'Aide sociale* années 1908 et 1909 n<sup>os</sup> 1 à 8. — Delmas, *Déformation de la loi sur les Acc. du Tra.* (Bull. des Assur. Soc., août 1912).

médicaments, à la charge, tout au moins, de certains médecins et pharmaciens, ceux, par exemple, qui se sont chargés de services publics.

Enfin, il convient que le tarif soit obligatoire en tous les cas et que, par exemple, le tarif hospitalier soit toujours le seul admis, même pour les établissements privés : cliniques, maisons de santé et autres.

Enfin, il n'est pas inutile, loin de là, de prévoir la constitution et le développement des caisses locales d'assurance mutuelle. Ceux qui voulaient dispenser de la loi les petits exploitants invoquaient la charge pesante qui allait leur incomber ; les caisses locales l'allégeront considérablement. La surveillance mutuelle attentive, avertie et efficace, constitue le plus frappant résultat de l'assurance mutuelle locale.

Cette institution populaire établit entre les adhérents une solidarité étroite, elle les pousse à une administration économe et juste du risque supporté en commun. C'est la chasse aux abus, avec le succès assuré. Mais, seules, les mutuelles *locales*, nous entendons par là : *communales*, celles dont la circonscription ne dépasse pas la superficie normale de deux ou trois communes au plus, jouissent d'une pareille efficacité. La loi devrait donc autoriser seulement celles-là, à profiter des exemptions précieuses de la loi du 4 juillet 1900. C'est pourquoi il est juste d'exiger d'elles seulement un minimum de 10 membres,

et non pas de 100, comme le demande la Fédération des caisses de crédit ; les caisses mutuelles dont la circonscription est régionale n'ont aucun des avantages que nous venons de relever ; imagine-t-on qu'une société régionale, orléanaise, poitevine, bretonne, par exemple, puisse réellement instituer le contrôle permanent et si perspicace qui se pratique tout naturellement entre adhérents de la même commune ? Peut-on comparer la solidarité de ceux-ci à celle qui peut unir des cultivateurs de Montargis à ceux de Vendôme, des métayers de Bellac à ceux de Loudun, des exploitants de Pornic à ceux de Saint-Servan ? Il nous paraît tout à fait inutile de favoriser de pareils groupements que rien ne distingue des groupements semblables qui existent dans toutes les autres corporations et dans toutes les autres branches de l'activité économique. Nous comprendrions que le régime de faveur de la loi de 1900 ne fût étendu, dans notre espèce, qu'à une seule catégorie de caisses régionales : celles qui n'auraient point d'autre objet que de réassurer, pour partie, les risques d'incapacité temporaire assurés par les caisses locales, en fédérant ces caisses.

La loi devrait également, à notre avis, préciser les dispositions de la loi de 1900, en édictant, par exemple, que les formalités du décret de 1868 dont cette dernière a dispensé les caisses locales sont seulement celles relatives à leur constitution. On a

cru trop souvent qu'il s'agissait de toutes les prescriptions du décret de 1868. Rien ne nous paraît plus erroné : le décret du 22 janvier 1868 est la *loi* fondamentale des sociétés d'assurance mutuelles ; c'est lui qui définit le contrat d'assurance mutuelle ; qui assure, autant que la loi le peut, la sauvegarde des intérêts des sociétaires, la méthode de leur gestion ; il est indispensable que ces prescriptions si sages et si simples restent légales pour tous (1).

Il serait peut-être prudent, aussi, de mettre fin aux subventions budgétaires : la participation financière de l'État à de pareilles entreprises nous paraît constituer, d'abord, une profonde injustice (car il n'y a aucune raison de ne pas l'admettre pour tant d'autres) et, surtout, un grave danger : c'est qu'elle restreint singulièrement, jusqu'à l'épuisement, l'intérêt si salulaire que les adhérents doivent prendre à la gestion de leurs petites affaires ; si l'État est là en cas de catastrophe, pourquoi se donner la peine de la prévenir ? Ce danger n'est d'ailleurs pas le seul (2).

---

1. Les caisses locales ou régionales qui ont cru pouvoir s'en écarter ne nous paraissent pas avoir été heureuses. La Caisse régionale (accidents) de l'Indre, notamment, va jusqu'à prescrire, dans ses statuts, que son conseil d'administration sera formé de personnalités dont la majorité est prise en dehors des sociétaires ! elle prévoit, en outre, des concours financiers qui nous paraissent parfaitement incompatibles avec la Mutualité.

2. On a fort bien discerné que la subvention prépare sûrement le monopole d'État. V. notamment la *Revue économique et financière*, 14 décembre 1912, et 3 mai 1913.

Enfin, il est bon d'imposer à ces caisses locales la prudence nécessaire. Le risque d'accident est lourd; avec le système du risque professionnel, quel qu'il soit, il sera des plus graves. Il nous paraît de la plus élémentaire prudence de ne permettre à ces caisses locales que l'assurance du seul risque d'incapacité temporaire déjà fort lourd (certains accidents d'incapacité temporaire, ceux résultant de brûlures notamment, coûtent parfois jusqu'à 1000 francs de demi-salaire) et de les obliger à en réassurer au début les 8/10; cette proportion pourrait être abaissée à mesure que les réserves libres et liquides de chaque caisse augmenteraient. C'est le seul moyen d'éviter des mécomptes qui pourraient être graves. On sait assez que les grandes sociétés d'assurance-accident ont perdu longtemps, à assurer les accidents de la loi de 1898, des sommes considérables (1).

Si nous avons insisté un peu longuement sur ce point, c'est que nous croyons que le sort des petits exploitants doit être envisagé avec une particulière sollicitude et que les caisses locales ont là un rôle important à remplir (2).

---

1. Les rapports annuels du ministre du Travail au président de la République donnent les chiffres, tels qu'ils ont été établis par le Service du contrôle des sociétés privées. Si on leur ajoutait, comme nous avons essayé de le faire, les pertes qui résultent des faillites, liquidations ou dissolutions de sociétés, on arriverait à un chiffre supérieur à 40 millions pour la période 1899-1912.

2. Sur les résultats acquis par les caisses locales en matière



Il nous paraîtrait intéressant que le gouvernement prit en sérieuse considération les réclamations du monde agricole et profitât de la collaboration si utile et si active que lui offrent les intéressés (1).

Il pourrait, en tout cas, leur manifester dès maintenant sa bonne volonté, en retirant le malencontreux projet d'extension de la loi de 1898 aux exploitations forestières ; ces dernières ne méritent vraiment pas d'être retranchées de l'agriculture ; nous comprenons mal pourquoi elles ne suivraient pas le sort de toutes les autres exploitations agricoles. Au surplus, le but que visaient les promoteurs du projet a été atteint largement, grâce à l'assujettissement facultatif autorisé par la loi du 18 juillet 1907, et à la clause d'assujettissement introduite alors dans les cahiers des charges de ses adjudications par l'État qui est, de beaucoup, le principal propriétaire de forêts. Il n'y a vraiment aucune urgence à leur imposer un tour de faveur. La crise de la sylviculture, que la question du déboisement

---

d'assurances grêle, bétail et incendie. V. C<sup>te</sup> de Vogüé. Rapports aux Congrès nationaux des syndicats agricoles tenus à Angers (1907) ; Toulouse (1911) et Nice (1913) ; — Goujard, *les Assurances Mutuelles agricoles*. Rouen, 1904. — J.-H. Ricard, *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1911. — *La Vie agricole*, 29 juin 1912. — *La Revue socialiste*, 15 août 1910. — *La Prime*, avril 1910. — Rapport au Congrès des syndicats agricoles de Nancy 1909.

1. V. M. P. Beauregard dans la *République française* du 24 octobre 1907 et le *Monde économique* du 21 septembre 1907.



a fait entrer en pleine actualité, ne nous paraît pas l'appeler impérieusement.

Nous restons convaincus que le risque professionnel agricole doit être l'objet d'une loi spéciale, tenant compte de ces conditions particulières et applicable à tous les exploitants ; qu'il est du plus haut intérêt que la réforme soit faite, à ce prix, avec la collaboration des intéressés. Jamais, croyons-nous, cette collaboration ne s'est offerte avec une pareille unanimité, ni à des conditions à la fois plus précises et plus raisonnables. Au moment où le monde agricole accepte si résolûment les nouvelles obligations que vont lui imposer les nécessités de la défense nationale, il n'est pas superflu de rappeler que jamais charges financières ou autres n'ont été plus tranquillement subies que par lui ; s'il a paru sortir quelque peu de sa sérénité résignée lors de certaines affaires de fraude, c'est qu'on a peut-être dépassé la mesure de sa patience, pourtant légendaire et invétérée.

Qu'il nous soit permis d'affirmer notre conviction que rarement pareille occasion s'est présentée de lui donner, plus utilement, plus légitime satisfaction.

FIN

## INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

---

Nous ne donnons pas ici la bibliographie relative au sujet que nous avons essayé de traiter : elle ferait à elle seule, l'objet d'un volume. Nous avons seulement cru devoir indiquer, afin de faciliter les recherches, tous les auteurs et quelques-unes des sources que nous avons été amenés à *citer* au cours de notre travail.

### I. — *Sur la Doctrine générale.*

BOURGUIN (Maurice). — Les Systèmes socialistes et l'évolution économique.

FOUILLÉE (Alfred). — L'Idée moderne du droit.

TARDE. — Les Transformations du droit.

### II. — *Sur la théorie de la responsabilité délictuelle et la théorie objective de la responsabilité.*

BERTRAND DE GREUILLE. — Discours au Tribunal; Fenet, XIII, 497.

BIGALLET. — La Responsabilité des patrons, 1902.

BOILEUX. — Commentaire du Code rural, III.

BOUVIER. — L'Évolution de l'idée de responsabilité (Revue critique, 1898, p. 176).

- CHAVEGRIN. — Notes. S., 1895. 2. 225.
- CHEYSSON. — Journal des économistes, 15 mars 1888.
- CODE RURAL. — Notamment titre IV (loi du 18 juillet 1889).
- DUPUY (Pierre). — Proposition de loi au sujet de la responsabilité des membres de l'enseignement public ; d'après *le Temps* du 28 février 1913.
- ESMEIN. — Bulletin de la Soc. de légis. comp., 1901, p. 226 ; Notes s. S. 1897. 1. 17 et 1908. 1. 17.
- FENET. — Recueil des Travaux préparatoires au Code civil, XII et XIII.
- FROMAGEOT. — La faute, comme source de la responsabilité privée.
- GASPARIN (de). — Le métayage.
- GOBRON. — Proposition tendant à atténuer les charges de la responsabilité des fonctionnaires de l'enseignement public, d'après *le Temps* du 28 février 1913.
- HÆNE (de). — Une théorie nouvelle de la responsabilité, dans la *Flandre judiciaire*, 10 avril 1901.
- JOSSERAND. — La Responsabilité du fait des choses inanimées, 1897 ; note, D. 1904. 2. 257.
- LABBÉ. — Notes, S. 1871, 1. 9 ; 1889, 4. 1.
- LEFEBVRE. — La Responsabilité délictuelle et contractuelle. (Revue critique, 1886, p. 485).
- Mémoire (anonyme) pour la Veuve Gilardin. Crépin-Leblond, édit. Moulins, 1912.
- MÉPLAIN. — Le Bail à colonage partiaire.
- MILLION. — Rapp. à Ch. des dép., 14 juin 1888. Annexe n° 2782.
- PIC. — Traité de législation industrielle.
- PISIER. — De la Responsabilité du fait des choses. Paris, 1899.
- PLANIOL. — Droit civil, II, 287 et s. ; p. 561 et s. (Revue critique, 1888) ; Note, D. 1896. 1. 537.
- RATOUIS DE LIMAY. — Rapp. à l'Ass. gén. de la Soc. des Agr.

de France (sur le métayage), séance du 17 février 1913 ; fascicule I, p. 187 et suiv.

SALEILLES. — Les Accidents du travail et la responsabilité civile (Essai d'une théorie objective de la responsabilité). A. Rousseau, éd., 1897.

— Théorie générale de l'obligation, 2<sup>e</sup> édition.

— Revue bourguignonne de l'Enseignement supérieur (Dijon) 1893-1894, n<sup>o</sup> 15.

— Note, s. D. 1897, 1, 433.

SAGOT (Remy). — Rapport présenté aux IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Congrès nationaux des syndicats agricoles tenus à Arras, 1904 et Périgueux, 1905.

SAGOT (Henry). — La Responsabilité civile et les accidents du travail. Thèse A. Rousseau, 1904, p. 7 à 28 et 59 à 73.

SOURDAT. — Traité général de la responsabilité, 5<sup>e</sup> édition, 1902.

TARRIBLE. — Discours au Corps législatif. Fenet, XIII, p. 488.

TROPLONG. — Droit civil approfondi, p. 637-642.

### III. — *Sur la théorie de la responsabilité contractuelle*

BAUDRY et WAHL. — Droit civil : le louage, II-139. Paris, 1900.

BOULARD (Eugène). — Du louage de service, p. 91 et s.

CHAVEGRIN. — Note sous S. 1895, 2. 225.

DEMANGEAT. — Revue pratique, t. LV, p. 556.

DESJARDINS (Arthur). — Revue des Deux-mondes, 15 mars 1888.

ESMEIN. — Note, S. 1897, 1. 27 ; 1898, 1. 65.

GLASSON. — Le Code civil et la question ouvrière. Paris, Didot, 1887.

— Le Code civil et la question des accidents. Paris, Didot, 1886.

LABBÉ. — Notes s. S. 1885, 4. 25 ; 1886, 2. 97 et 4. 26 ; 1887, 4. 6, 21 et 89 ; Le Palais, 1885, 2. 38 ; Revue critique, 1886, p. 443 ; 1887, p. 449.

LEFEBVRE. — Op. cit.

LYON-CAEN. — Notes, S. 1885. 1. 129 et 1887. 1. 209.

NOIROT. — La Resp. des accidents industriels, *La Loi*, 29 oct. 1885.

PLANIOL. — Revue critique, 1888, p. 279 et suiv.

PONT. — Rec. de l'Académie des Sciences morales et politiques, 1886.

SAINCTELETTE. — *La Belgique judiciaire*, 29 mars 1883.

— Les accid. du Travail, responsabilité et garantie, 1884.

— *Revue du Droit belge*, 1888, 401.

— Projet de proposition de loi, nov. 1886.

— La jurisprudence qui s'éloigne et la jurisprudence qui s'approche, 1888.

— Mémoire pour la veuve Desitter. Bruges, 1883.

— *L'Indépendance belge*, 21-23 sept. 1889.

SAUZET (Marc). — *Revue critique*, 1883, p. 596-668.

VIÉ (J.). — *L'Assurance mutuelle* de mars 1913.

#### IV. — Sur la théorie du risque professionnel

BEAUREGARD (Paul). — *Le Monde économique* du 11 mars 1890 et du 30 octobre 1897.

— Avant-propos à « La Loi de 1898 et les accidents du travail » par Vassart et Nouvion-Jacquet. Paris, 1899.

BÉRENGER (René). — Débats parlam. Sénat, 13 juillet 1895. Off. des 14 juillet 1895, p. 729 et 28 janvier 1896, p. 21.

BLANCHET. — *Réforme sociale*, 1897, II, 637.

BLOCH (Maur.). — *Rev. polit. et parlam.*, 1896, VII, 472.

- BOUVIER. — Évolution de l'idée de responsabilité (*Revue critique*, 1898, p. 176).
- CHEYSSON. — Op. cit., et, en outre : Rapports aux Congrès internationaux des accidents du travail de Paris, 1889, I, 236 et Berne, 1891, II, 347.
- CORDIER. — Déb. parl. Sén. 8 mars 1889. Off., p. 204.
- DEJACE. — Rapp. au Cong. des Acc. du Trav. de Paris, 1889, I, 406 et s.
- DELECROIX. — *Rev. de législ. des mines*, 1885, p. 89.
- DUCHÉ. — Rapp. à la Ch. des dép. Off., 1885, p. 37.
- FAURE (Félix). — Déb. parl. Ch. des dép., 9 mars 1893, p. 525 ; 17 mai 1888, p. 1426.
- JOSSERAND. — Op. cit.
- LARNAUDE. — *Revue pénitentiaire*, 1896. n° 1, p. 15 et s.
- MORISSEAUX. — Note sur l'assur. ouvr. ; Commission du travail. Bruxelles, vol. III, p. 468.
- MUN (comte Albert de). — Déb. parl. Ch. des dép. Off., 1888, p. 1424.
- NOURRISSON. — Le Risque professionnel, 1891.
- PASSY (Fréd.) — Déb. parl. Ch. des dép., 1883. Off., p. 549.
- PIC — Op. cit. I. 369 ;  
— La loi de 1898 sur les accid. du trav. Paris, 1898.  
— *La Revue polit. et parlem.*, 1895, IV. 501.
- RICARD. — Rapp. à la Ch. des dép. Off., 1888, p. 1426, rapp. au Cong. acc. trav. Paris, 1889, II, p. 252 et suiv.
- SACHET. — La Législation sur les accidents du travail.
- SAINCTELETTE. — *L'Indépendance belge* des 21-23 sept. 1889.
- SALEILLES. — Op. cit. ; V. en outre : Les Accidents du travail, 1897 ; *Annales du Droit commercial*, 1897, p. 47).
- SERRE (Edouard). — Les Accidents du travail, 1896.  
— *Revue de droit public et de science politique*, 1897
- TARBOURIECH. — La Responsabilité des accidents, 1899.
- TOLLAIN. — Déb. parl. Rapp. au Sénat, 24 janvier 1889. p. 3, n° 29.



VALLEROUX (Hubert). — Étude sur la responsabilité, p. 11 et suiv.

V. — *Sur le sens et l'application des lois des 9 avril 1898, 30 juin 1899, 12 avril 1906 et 18 juillet 1907*

AUGAGNEUR (Victor). — *La Grande Revue*, du 10 novembre 1912.

BEAUMONT. — Les Accid. du travail, 2<sup>e</sup> éd., 1904.

BÉRENGER (René). — Déb. parl. Sén., 3 mars 1898. Off., p. 236 et suiv.

BRISAUD (Prof. E.). — *Bulletin chirurg. des accid. du trav.*, 7 juin 1906.

CAMESCASSE. — V. RIBOT.

Comité consultatif des accidents du travail (Avis du), publié dans le Recueil des Documents sur les acc. du travail, du ministère du Travail. Berger-Levrault, éd.

DALLOZ. — Petite collection. Dalloz. Code des acc. du trav.

DARBOUX. — Déb. parl. Sénat., 3 mars 1898. Off., 236 et s.

DELMAS. — La Déformation de la loi du 9 avril 1898 (Bull. des Assur. sociales, août 1912).

— Rapport aux Ass. génér. de La Préservatrice, de 1910, 1911 et 1912.

— *Bulletin des Assur. soc.*, mars 1913.

DUPUICH. — Note s. D., 1912. I. 361.

FEUILLOLEY (Conclusions de l'avocat général.) — publiées in-extenso dans Gaz. Trib., 10 décembre 1910 et Juris-Classeur des accid. du travail. V<sup>e</sup> Distillerie agricole, nos 868, 199.

GIBON. — Rapp. au Cong. de Paris, 1889.

FUSTER (Edouard). — *Bulletin du Com. perm. des acc. du trav.*, 1905.

— La statistique du risque professionnel et les enquêtes autrichiennes (Rec. de doc. publié par le ministre du Travail, 1909, n<sup>o</sup> 26).

- La statistique des accid. du trav. en Autriche (ibid., n° 28).
- Les Acc. du trav. agricole et l'expérience allemande. (Bull. des Assur. soc. janvier, avril 1908).
- La statistique de l'assur. accidents en Allemagne, 1906. (Bull. Assur. soc., avril 1908).
- GRAUX. — Déb. parl. Ch. des dép., 11 mars 1888, Off., 543.
- JAY (Raoul). — La Question ouvrière en Suisse, 1891.
- LAROCHE-JOUBERT. — Déb. parl. Ch. des dép. Off., 12 mai 1883. Dalloz, Jurisp. gén., 1898, IV, 78.
- LEBON (André) (ministre du Commerce). — Déb. parl. Sénat, 23 juin 1895, p. 601-603.
- LECOMTE (Maxime). — Déb. parl. Sénat, 20 mars 1896. Off. 282.
- LOUBAT. — Traité du risque professionnel, III<sup>e</sup> Edit.
- MAYEN (Alfred). — Rapp. au Cong. de Rome, 1904.
- MARCÈRE (de). — Déb. parl. Sénat. Off., 3 mars 1898, p. 236 et suiv.
- MILLERAND. — Discours d'ouverture au Congrès de Rome, 1904.
- MILLEVOYE (Pierre). — *Rec. spéc. des accid. du trav.*, 1908-1909, note 3, p. 177.
- MINISTRE DU TRAVAIL (Rapports annuels sur l'application de la loi du 9 avril 1898, adressés au Président de République par le). (Rec. de doc. publiés par le ministère du Travail. Berger-Levrault, éditeurs, 1901-1912).
- MORISSEAU. — Rapp. au Cong. de Paris, 1889.
- MUN (Cte Albert de). — Loc. cit.
- NAQUET. — Note sous S., 1912. I. 17.
- PAULET (Georges). — Rapp. aux Cong. intern. des acc. du trav. (ou des Assur. soc.), notamment à Rome, 1904.
- PEYRAT. — *Le Paysan* (de Brive), n°s des 24 novembre 1907 et 18 avril 1909.

POIRRIER. — Déb. parl. Sénat, 11-13 juin 1895. Off., p. 581, 601-603.

POSADOWSKY (de). — Discours au Landtag de Prusse, traduit par Füster (Bull. Assur. soc. 1905).

PRÉVET (Charles). — Déb. parl. Sén., 28 nov. 1895, p. 984-985.

RECLUS (professeur). — Les Hernies et les accid. du travail.

RÉMY (professeur). — *Bull. chirurg. des accid. du trav.*, 7 juin 1913.

RIBOT (Alex.). — Déb. parl. Ch. des dép., 22 mai 1888. Off., p. 1472.

RICARD. — Op. cit, p. 1870.

ROCHE (Jules). — Déb. parl. Ch. des dép., 22 mai 1888, 1472.

SACHET. — Op. cit.

SAGOT (Rémy). — Op. cit.

SICOT (Lucien). — *Rec. sp. acc. trav.*, décembre 1912, 306.

SILHOL. — Déb. parl. Sén. Off., 28 nov. 1895, p. 1896.

TARBOURIECH. — Op. cit.

TEISSERENC DE BORT. — Déb. parl. Sénat, 13 juin 1895, 603-605.

TROOYEN (Dr Van). — *L'Aide sociale* du 30 juin 1910.

VALLEROUX (Hubert). — *L'Économiste français*, 1891.

VILLEMIN. — Rapp. au Congrès de Rome, 1904.

— Huit années d'application de la loi sur les accidents du travail, édité à Paris, 4 bis rue Saint-Martin, 1908.

— Les petites infirmités (Bull. Ass. soc., mars 1913).

## VI. — *Sur l'Agriculture et le risque professionnel*

BARDOUX. — Déb. parl. Sén. 21-27 mars 1890, p. 308-354

BEAUMONT. — Op. cit.

BEAUREGARD (Paul). — Proposition de loi sur la responsabilité des accidents agricoles; annexe au procès-

verbal de la séance de la Ch. des dép. du 24 octobre 1907, n° 1271.

— *Le Monde économique*, 21 septembre 1907.

— *La République Française*, 24 octobre 1907.

BLAVIER. — Déb. parl. Sén. 21-17 mars 1890, p. 308, 329, 338, 354.

BOUCHER (Henry). — Deb. parl. Sén. 3 mars 1898. Off. p. 237.  
(M. Boucher était alors ministre du Commerce).

BURIN DES ROZIERES (André). — Communication à l'Assoc. franç. des Assur. sociales, Suppl. au Bulletin, n° 9, mars 1907).

CAISSE SYNDICALE d'Assurance mutuelle des Agriculteurs de France contre les accidents du travail agricole (Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée générale du 23 avril 1913 de la) — Dupat. imp. 1913.

CAPITANT. — Les accidents du travail et l'agriculture, Alcan, 1909.

— Les conventions internationales sur les accidents du travail (Revue de droit international privé et du droit pénal international, 1909-1910).

CHAIGNE. — Avis présenté à la Ch. des dép. au nom de la commission d'agriculture, annexe au procès-verbal de la séance de 4 juillet 1907, n° 1153.

CHAUVIN. — Rapport à la Ch. des dép. au nom de la commission d'assurance et de prévoyance sociales, annexe à la séance du 22 février 1907, n° 777.

— Rapp. suppl., annexe à la séance du 13 octobre 1908, n° 2045.

DAVID (Fernand). — Rapp. sur le budget de l'agriculture, 1908. Ch. des dép., n° 1245.

DÉLÉARDE. — Communication de l'Ass. franç. des Assur. sociales, supplément au Bulletin, n° 9, mars 1907.

DELMAS. — Op. cit.

DESCOURS-DESACRES. — Un avant-projet sur la responsabilité en matières d'accidents agricoles. Le Mans, 1909.

- DORISON (Dr). — V. *Bull. chirurg. des acc. du trav.* (dirig. par lui).
- Les petites infirmités (Bull. Assur. sociales, mars 1913).
  - L'Accoutumance, éditée par la corporation de l'acier du Rhin et de Westphalie. (Goehmannsehen Buchdruckerei (Fr. Diers Hanovre, 1908), traduite et publiée par lui).
- DUCHÊNE. — Les petites infirmités. (Bull. Assur. soc., mars 1913).
- DUCURTYL. — Rapp. à l'Ass. gén. de l'Union des synd. agricoles lorrains, du 19 novembre 1907. (Bull. Un. synd., 1<sup>er</sup> janvier 1908, p. 396).
- Enquête décennale agricole de 1892. (Bull. Off. du travail, notamment juin 1898).
- FONTAINE. — Les Indemnités prévues par la loi française sur les accidents du travail, Thèse de Paris, 1912.
- FUSTER. — Statistique internationale des acc. du trav. (Bull. Assur. Soc., août 1912, et op. cit.).
- GASSOT (Dr). — Suites d'articles en cours de publication dans *le Concours médical*, année 1913 (sur l'Assistance médicale gratuite et notamment ses tarifs).
- GLASSON. — Op. cit.
- GORCE. — La Réforme de la contribution foncière des propriétés non bâties. (La République française des 26, 27 avril 1913, etc.).
- GOUGET. — Rapport à l'Ass. gén. de la Soc. des Agric. de France, du 9 mars 1909.
- HABERT (CYRILLE). — V. *Le Conseiller des Assurances*, des 7 mai et 18 juin 1908.
- JULLIARD. — V. *Bull. Assur. Soc.*, mars 1913.
- LARNAUDE. — Les Accid. du travail et l'agriculture.
- LOUBAT. — Op. cit., notamment, I, p. 12.
- MARTIN (Louis). — *L'Aide sociale* du 31 mars 1908.
- MINISTRE DU TRAVAIL. — Rapp. précités.



- OLIVE et Le MEIGNAN (D<sup>rs</sup>). — Accidents du travail, médecine légale, jurisprudence.
- PETITJEAN (D<sup>r</sup>), Sénateur. — Les Accidents du travail : comment éviter des abus ? Mersch imp. Paris, 1908, tirage à part les articles publiés dans l'Aide sociale, 1908-1909, n° 1 à 9.
- POIRRIER. — Déb. parlam. Sénat, 4 juillet 1895. Off., p. 724.
- RATIER. — Déb. parl. Sénat. Off., 14 juin 1895, p. 601.
- RICARD. — Déb. parl. Ch. dép., 26 nov. 1896, p. 268.
- ROUSSELLE (EDOUARD). — Rapports à l'Assemblée gén. de l'Union centrale des syndic. des Agric. de France, et aux Assemb. gén. de la Soc. des Agric. de France 1907. (V. Bull. de l'U. C. 1<sup>er</sup> mars 1907, p. 80 ; Bull. de la Soc. des Agr. de France, 15 février 1907, p. 163 ; 15 avril 1907, p. 82 et 15 octobre 1907, p. 302).
- VI<sup>e</sup> Congrès des synd. agr. d'Angers, 1907. (Bull. de l'U. C. du 1<sup>er</sup> avril 1908).
- SAGOT (REMY). — Op. cit.
- SAY (Léon). — Déb. parl. Ch. des dép., 18 mai 1893. Off., p. 1452.
- SAUZET (M.). — Ibid., 8 juin 1899 : Sirey. Lois annotées, 1899, p. 841, note 10.
- SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS DE FRANCE. — Bulletin, notamment, 15 avril 1907. Comp. rend. Ass. gén., 2<sup>e</sup> fascicule, p. 82 et suiv. et V. Rousselle.
- TOLLAIN. — Déb. parl. Sén., 21-27 mars 1890, p. 308-354.
- UNION CENTRALE DES SYNDICATS DES AGRIC. DE FRANCE. Bulletin mensuel, V. notam., 1<sup>er</sup> mars 1907, et V. Rousselle.
- VILLEMIN. — Op. cit.
- VOLLAND. — Déb. parl. Sénat, 13 juin 1895, p. 603.
- ZOLLA (Daniel). — Les Salariés agricoles et les Accidents du travail (Jour. des Débats, 28 août 1907).



VII. — *Sur les Associations agricoles*

- DELALANDE. — Discours d'ouverture aux Assemblées générales de l'Union centrale des syndicats des Agriculteurs de France (Bulletin de l'U. C., comptes rendus des Assemblées générales des années 1901-1913).
- GOUJARD. — Les Assur. mut. agricoles. Rouen 1904.
- JOHANET (Henri). — La Société des Agriculteurs de France. (Le Monde moderne, juin 1898.)
- MABILLEAU (Léopold). — Le Mouvement agraire en France (Revue de Paris, 1<sup>er</sup> juillet 1898).
- REVUE ÉCONOMIQUE, nos des 14 décembre 1910 et 3 mai 1913.
- RAPPORTS annuels sur le budget de l'agriculture au Sénat et à la Ch. des députés., années 1905-1912.
- RICARD (J.-H.). — Rapp. au VII<sup>e</sup> Congrès nat. des synd. agric. de Nancy. 1909.
- *Revue politique et parlem.*, 10 juillet 1911.
- *La Vie agricole*, 29 juin 1912.
- *La Revue socialiste*, août 1910.
- *La Prime*, avril 1910.
- ROCQUIGNY (le comte de). — Les syndicats agricoles et leur œuvre, 4<sup>e</sup> édition. Roustan, 1912.
- VOGUÉ (le comte de). — Rapports aux VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> Congrès nationaux des synd. agricoles de Toulouse 1911 et Nice, 1913.

---

Vu : le Président de la thèse,

P. BEAUREGARD

Vu : le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                   | Pages |
|-------------------|-------|
| INTRODUCTION..... | 5     |

### PREMIÈRE PARTIE

#### THÉORIES JURIDIQUES DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

|                                                                                                                                  |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Théorie de la Responsabilité<br>délictuelle (droit commun) et théorie objective<br>de la Responsabilité..... | 13 |
| § 1. — Le Fait des personnes.....                                                                                                | 15 |
| § 2. — Le Fait des animaux.....                                                                                                  | 17 |
| § 3. — Le Fait des choses .....                                                                                                  | 21 |
| § 4. — La Ruine des bâtiments.....                                                                                               | 29 |
| CHAPITRE II. — Théorie de la Responsabilité contrac-<br>tuelle.....                                                              | 33 |
| CHAPITRE III. — Théorie du Risque professionnel....                                                                              | 47 |

### DEUXIÈME PARTIE

#### INSTITUTION LÉGALE DU RISQUE PROFESSIONNEL

|                                                                                                         |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — La loi du 9 avril 1898 (modifiée<br>par les lois du 22 mars 1902 et 31 mars 1905).. | 57 |
| A. Sagot                                                                                                | 21 |

|                                                                                                              |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Section I.</i> — Observations générales.....                                                              | 57  |
| <i>Section II.</i> — Étude critique du texte.....                                                            | 61  |
| § 1. — La Responsabilité.....                                                                                | 61  |
| § 2. — Les Exploitations assujetties.....                                                                    | 66  |
| § 3. — Les Ouvriers bénéficiaires.....                                                                       | 72  |
| § 4. — Les Accidents garantis.....                                                                           | 76  |
| § 5. — L'Évaluation du dommage et la fixation des indemnités.....                                            | 83  |
| § 6. — Le Salaire de base.....                                                                               | 88  |
| § 7. — Le Traitement médical.....                                                                            | 93  |
| § 8. — La Procédure. — Révision.....                                                                         | 100 |
| § 9. — Les Garanties.....                                                                                    | 102 |
| § 10. — Caractère général de la loi.....                                                                     | 103 |
| <br>CHAPITRE II. — La loi d'extension du 12 avril 1906....                                                   | 107 |
| <br>CHAPITRE III. — La loi du 30 juin 1899 et le machinisme agricole.....                                    | 111 |
| § 1. — Travaux préparatoires.....                                                                            | 111 |
| § 2. — Étude critique du texte.....                                                                          | 114 |
| <br>CHAPITRE IV. — La loi du 18 juillet 1907 : effets de l'assujettissement volontaire dans l'agriculture... | 123 |
| <br>CHAPITRE V. — Situation actuelle de l'agriculture en face du risque professionnel.....                   | 131 |
| § 1. — Battage.....                                                                                          | 132 |
| § 2. — Direction unique de deux exploitations différentes.....                                               | 136 |
| § 3. — Industries annexes.....                                                                               | 139 |
| § 4. — Coopératives agricoles de production.....                                                             | 149 |
| § 5. — Les Accidents garantis.....                                                                           | 151 |

## TROISIÈME PARTIE

### LE RISQUE PROFESSIONNEL ET SON APPLICATION A L'AGRICULTURE

#### CHAPITRE PREMIER. — Les Tentatives d'extension pure et simple à l'agriculture de la loi du 9 avril 1898. 157

##### *Section I.* — Le Projet du gouvernement (5 nov. 1906). 163

- § 1. — La Responsabilité..... 164
- § 2. — Les Exploitations assujetties..... 166
- § 3. — Les Ouvriers bénéficiaires..... 168
- § 4. — Les Accidents garantis..... 169
- § 5. — Le Salaire de base..... 170
- § 6. — Les Garanties . . . . . 171
- § 7. — La Procédure..... 174
- § 8. — Mesures transitoires..... 175

##### *Section II.* — Le Projet de la Commission : Rapport Chauvin..... 177

- § 1. — Le principe général : Extension pure et  
simple..... 177
- § 2. — Les Exploitations assujetties..... 179
- § 3. — Les Ouvriers bénéficiaires..... 186
- § 4. — Les Accidents garantis..... 189
- § 5. — Le Salaire de base..... 191
- § 6. — Le Traitement médical..... 193
- § 7. — Les Garanties..... 193
- § 8. — La Procédure..... 194
- § 9. — Dispositions transitoires..... 194

#### CHAPITRE II. — Critique des projets. Étude du risque professionnel agricole..... 197

|                                                                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 1. — Nécessité d'une réforme.....                                                                                        | 197 |
| § 2. — Valeur comparée du risque agricole.....                                                                             | 201 |
| § 3. — Caractères comparés de l'agriculture et de<br>l'industrie; nécessité d'une loi agricole <i>spé-<br/>ciale</i> ..... | 206 |
| § 4. — Aggravations apportées par les projets à la<br>législation de 1898.....                                             | 228 |
| CHAPITRE III. — La Riposte des intéressés : ses effets.                                                                    | 237 |
| <i>Section I.</i> — La Commission de l'agriculture et l'avis<br>Chaigne .....                                              | 241 |
| <i>Section II.</i> — La Proposition de M. Paul Beau-<br>regard.....                                                        | 255 |
| § 1. — Observations générales.....                                                                                         | 255 |
| § 2. — La Responsabilité.....                                                                                              | 257 |
| § 3. — Les Exploitations assujetties.....                                                                                  | 258 |
| § 4. — Les Ouvriers bénéficiaires.....                                                                                     | 259 |
| § 5. — Les Accidents garantis.....                                                                                         | 261 |
| § 6. — Le Salaire de base.....                                                                                             | 262 |
| § 7. — L'Évaluation du dommage et le calcul des<br>indemnités.....                                                         | 264 |
| § 8. — Le Traitement médical.....                                                                                          | 266 |
| § 9. — Les Garanties.....                                                                                                  | 269 |
| § 10. — Dispositions générales et transitoires.....                                                                        | 269 |
| <i>Section III.</i> — Le Rapport supplémentaire Chauvin.                                                                   | 273 |
| CHAPITRE IV. — Contributions actuelles de l'initiative<br>privée à la préparation de la réforme.....                       | 277 |
| <i>Section I.</i> — L'Avant-projet de la Fédération des<br>Caisses de crédit Mutuel agricole.....                          | 279 |
| § 1. — Remarques préliminaires.....                                                                                        | 279 |

|                                                    |     |
|----------------------------------------------------|-----|
| § 2. — La Responsabilité .....                     | 280 |
| § 3. — Les Exploitations assujetties.....          | 282 |
| § 4. — Les Bénéficiaires .....                     | 282 |
| § 5. — Les Accidents garantis.....                 | 283 |
| § 6. — Le Salaire de base.....                     | 284 |
| § 7. — L'Évaluation du dommage.....                | 284 |
| § 8. — Le Calcul des indemnités.....               | 285 |
| § 9. — Le Traitement médical.....                  | 286 |
| § 10. — Les Garanties.....                         | 286 |
| § 11. — Dispositions générales et transitoires.... | 287 |

|                                                                                                                      |            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| <i>Section II. — Le Contre-projet de l'Association nationale pour la Protection de la Main-d'œuvre agricole.....</i> | <i>289</i> |
| § 1. — Remarques préliminaires.....                                                                                  | 289        |
| § 2. — La Responsabilité.....                                                                                        | 290        |
| § 3. — Les Exploitations assujetties.....                                                                            | 291        |
| § 4. — Les Bénéficiaires .....                                                                                       | 291        |
| § 5. — Les Accidents garantis.....                                                                                   | 292        |
| § 6. — Le Salaire de base.....                                                                                       | 292        |
| § 7. — Le Calcul des indemnités.....                                                                                 | 292        |
| § 8. — Le Traitement médical.....                                                                                    | 293        |
| § 9. — Les Garanties.....                                                                                            | 294        |
| § 10. — Dispositions générales et transitoires.....                                                                  | 294        |

|                 |     |
|-----------------|-----|
| CONCLUSION..... | 297 |
|-----------------|-----|

|                     |     |
|---------------------|-----|
| BIBLIOGRAPHIE ..... | 313 |
|---------------------|-----|

---





---

IMP. JOUVE ET C<sup>ie</sup>, 15, RUE RACINE, PARIS. — 2113-13

---









